REVOLUTION PERMANENTE

LEUR CRI DE GUERRE DOIT ÊTRE :
LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE (MARX & ENGELS)



2003-2004

Pour le rassemblement international des bolcheviks

Contre les agressions impérialistes en Irak et en Côte d'Ivoire

La séquestration des écoliers de Beslan et la question tchétchène

Un programme pour le Pérou

Polémique avec le GOI du Chili & la LOI-DO d'Argentine (FTICI)

Discussion avec la FT du Brésil & le POR d'Argentine (TCI)

Collectif révolution permanente / 4 €

Charte de Révolution Permanente

Rassembler les bolcheviks de tous les pays pour avancer vers la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire

Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays dominants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. Il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de 1'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle. (F. Engels & K. Marx, *Adresse à la Ligue des communistes*, 1850)

Socialisme ou barbarie ?

Le capitalisme procède de l'exploitation des travailleurs salariés par la bourgeoisie. Le sort de la classe ouvrière, qui produit l'essentiel des richesses, est la pauvreté, l'incertitude de l'emploi et la mise en cause de ses droits.



La loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur devient, avec le capitalisme (où les moyens de production, au lieu d'être au service du travailleur, mettent le travailleur à leur service) en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire. (K. Marx, *Le Capital*, 1867, livre I, ch. 25)

Aux mains des capitalistes et des États à leur service, le progrès technique aboutit au renforcement de l'exploitation, à la dilapidation des ressources naturelles, à la dévastation de l'environnement et à la production massive d'armements. La valeur d'usage de ceux-ci est la destruction des forces productives de l'humanité, comme l'illustrent une fois de plus les bombardements, l'invasion et l'occupation de l'Irak par le pays le plus avancé économiquement et scientifiquement.

La guerre menée en Irak par la soldatesque de l'impérialisme américain, de l'impérialisme britannique, de l'impérialisme australien et de quelques uns de leurs valets, ainsi que l'occupation de la Palestine par l'armée sioniste ou l'intervention militaire de la France en Côte d'Ivoire sont des illustrations de la barbarie à laquelle le maintien du capitalisme conduit l'humanité.

Les racines de l'impuissance actuelle de la classe ouvrière

Ces agressions sont facilitées par les défaites précédentes infligées au prolétariat mondial et aux pays dominés : rétablissement du capitalisme en Russie et dans la plupart des anciens États ouvriers bureaucratiques, succès des interventions militaires antérieures de l'impérialisme contre l'Irak, contre la Serbie, contre l'Afghanistan. L'offensive de la bourgeoisie est rendue possible par la passivité et la complicité avec les exploiteurs, avec leurs représentants politiques et avec leurs États que manifestent les organisations dont la classe ouvrière s'était dotée pour limiter l'exploitation et l'éradiquer.

Les travailleurs sont une majorité si écrasante, leur force est tellement multipliée par leur place stratégique dans la production, que s'ils s'unissaient pour agir conformément à leurs propres intérêts, une pichenette assurerait leur victoire sur la bourgeoisie. Mais ils ne sont pas unis, ils sont dépourvus de la conscience de classe. L'explication est l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les travailleurs. Cette influence est propagée dans les rangs ouvriers de différentes façons, mais la principale est la bureaucratie ouvrière. (J. Cannon, *Speeches to the Party*, 1953)

Ainsi, le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, la défaite des mineurs en Grande-Bretagne en 1985, la guerre contre l'Irak en 1991 et celle de 2003, n'étaient pas inévitables. Ils résultent de la politique des sommets du mouvement ouvrier, des appareils des partis traditionnels et des syndicats.

La racine matérielle de l'asservissement des directions actuelles de la classe ouvrière est la corruption par la

classe dominante des appareils des organisations constituées par la classe ouvrière :

Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions des solides journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois. (V. Lénine, *L'Impérialisme et la scission du socialisme,* 1916)

L'achat des chefs et l'intégration des appareils ont beaucoup progressé en un siècle. Le résultat est qu'aujourd'hui, les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière refusent de défendre la lutte nationale palestinienne, irakienne ou tchétchène, laissent isolés les chômeurs et les immigrés, gèrent loyalement le capitalisme (seuls au gouvernement comme en Grande-Bretagne ou dans l'Etat espagnol, avec des représentants de la bourgeoisie comme en Allemagne ou au Brésil), protègent les États bourgeois menacés par les soulèvement (au moyen de trêves et de rafistolages institutionnels), cogèrent les entreprises et participent à l'application des plans de licenciement ou de destruction des conquêtes sociales, sabotent les grèves générales (par la division et les « journées d'action »), soutiennent leur bourgeoisie, leur gouvernement et l'ONU, multiplient les diversions (défense de l'intérêt national, voie électorale et parlementaire, pacifisme, « Forum social mondial »...).

L'abandon de la référence au socialisme et de tout internationalisme prolétarien par le mouvement ouvrier des pays impérialistes, la disparition de l'URSS et les reculs de la classe ouvrière mondiale, ont en outre renforcé l'influence des directions nationalistes petites-bourgeoises et bourgeoises, et en leur sein, de l'aile la plus réactionnaire, le fanatisme clérical.

L'islamisme a fourni plus d'une fois les supplétifs aux coups d'États et aux guerres réactionnaires fomentés par l'impérialisme américain : en Iran en 1953, en Indonésie en 1965, en Afghanistan en 1979, en Algérie en 1992... Défenseurs acharnés de la propriété privée et du patriarcat, oppresseurs des travailleurs, des femmes et de la jeunesse, égorgeurs des militants ouvriers, les réseaux politiques des mollahs stipendiés par l'Arabie saoudite et l'Iran, n'ont, en guise de stratégie que la pression sur les puissances impérialistes. Ils l'exercent surtout au moyen d'attentats suicides, commis non des prêtres mais des jeunes combatifs dont ils redoutent le potentiel révolutionnaire et qu'ils préfèrent morts. Ces actes terroristes visent souvent des travailleurs, conformément à la nature sociale, capitaliste à forts traits féodaux, de ces courants.

Il faut à la classe ouvrière un nouveau parti, révolutionnaire et mondial

La deuxième guerre contre l'Irak a révélé au grand jour les rivalités entre impérialismes, dont l'objet était (et sera de plus en plus) le repartage du monde, l'asservissement des pays de l'ex-URSS, le pillage des ressources de la planète et du produit du travail social de tous les exploités. La rétablissement du capitalisme en Russie, la victoire militaire de l'impérialisme américain sur l'armée de Saddam Hussein n'ont aucunement assuré l'ordre mondial, ni la suprématie absolue des États-unis sur les impérialismes européens et japonais.

En effet, de multiples crises économiques locales ou régionales, les récessions économiques régionales ou mondiales, attestent de l'approfondissement des contradictions du mode de production capitaliste. Tous les remèdes employés pour le prolonger, tant keynésiens que libéraux, ne font que préparer une crise économique mondiale, conséquence inévitable du pourrissement de l'ensemble du mode de production capitaliste.

Chaque bourgeoisie tente d'en différer la venue et d'échapper à ses conséquences, au détriment de ses rivales et surtout de sa propre classe ouvrière. Dans ces conditions, la lutte pour l'émancipation des travailleurs exige d'affronter sa propre bourgeoisie, inclut le combat pour la rupture des organisations ouvrières, en particulier des syndicats, mais aussi des organisations étudiantes et paysannes, avec le gouvernement bourgeois (qu'il comporte ou non les partis réformistes).

Pour en finir avec les guerres et pour que l'humanité puisse s'épanouir, pour que l'exploitation, l'oppression nationale, la servitude des femmes et le racisme disparaissent, l'impérialisme doit périr. Seule la classe ouvrière est capable, en prenant la tête de la mobilisation de tous les opprimés, de renverser la bourgeoisie et de réaliser la révolution socialiste mondiale.

*La lutte de classe contre la classe dominante au sein des États bourgeois et la solidarité internationale des travailleurs de tous les pays, voilà les deux règles de vie inhérentes à la classe ouvrière en lutte. (*R. Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie, Thèses,* 1915)

Le prolétariat, au lieu de profiter des divergences au sein de sa propre bourgeoisie et des divisions de la bourgeoisie mondiale, se voit subordonné à telle ou telle fraction de la classe capitaliste par les partis réformistes d'origine stalinienne ou social-démocrate, par les bureaucraties syndicales et leurs flancs-gardes, les épigones dégénérés de feue la 4e Internationale.

La dénonciation des trahisons des vieilles directions doit s'accompagner du combat pour la mobilisation des masses, pour leur auto-organisation. Seul leur mouvement révolutionnaire renversera la bourgeoisie, détruira son État, ouvrira la voie du socialisme. Mais pour que la lutte de la classe soit conduite à son terme, c'est-à-dire l'insurrection et la prise du pouvoir, le prolétariat doit être doté d'une nouvelle direction, il faut regrouper l'avant-garde des travailleurs conscients, il faut édifier un parti de type bolchevik. Le parti ouvrier révolutionnaire ne peut être que mondial à cause du caractère international que prend la lutte des classes, dès lors que le capitalisme domine la planète :

L'émancipation du prolétariat ne peut être qu'un acte international. (F. Engels, *Lettre à Paul Lafargue,* 1893)

Il s'en déduit que la construction du socialisme dans un

seul pays était une utopie réactionnaire, singulièrement dans les pays économiquement arriérés comme la Russie et la Chine, l'Albanie et Cuba :

La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales. Une des causes essentielles de la crise de la société bourgeoise vient de ce que les forces productives qu'elle a créées tendent à sortir du cadre de l'État national. D'où les guerres impérialistes d'une part et l'utopie des États-unis bourgeois d'Europe d'autre part. La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. (L. Trotsky, *La Révolution permanente, Thèses*, 1928)

La destruction de la 4e Internationale est irréversible

La construction d'une nouvelle direction, d'une internationale ouvrière révolutionnaire, est l'objectif du Collectif qui publie *Révolution Permanente*. La nouvelle internationale renouera avec les efforts internationalistes précédents du prolétariat : la Ligue des communistes, l'Association internationale des travailleurs, l'Internationale ouvrière, l'Internationale communiste, la 4e Internationale. Quelle que soit le nom qu'elle prendra, elle sera la cinquième internationale ouvrière.

La Conférence de fondation de la IVe Internationale (Septembre 1938)

L'Internationale ouvrière a failli en 1914 : ses principales sections ont pris le parti de leur bourgeoisie dans la boucherie entre impérialiste. L'Internationale communiste a définitivement sombré en 1933, quand elle est devenue l'instrument de la bureaucratie usurpatrice de l'URSS contre la révolution mondiale, comme l'a démontré le rôle du stalinisme dans la défaite de la révolution espagnole. C'est alors que Trotsky et une poignée de cadres communistes se sont orientés vers une nouvelle internationale, proclamée en 1938.

Jamais une organisation révolutionnaire n'a vécu 70 ans. La 4e Internationale n'a pas fait pas exception, même si plusieurs petits courants proclament frauduleusement l'incarner et si des dizaines d'autres prétendent abusivement pouvoir la « reconstruire », la « régénérer », la « refonder », la « recréer », etc.

Cette dernière perspective est caduque, un demi-siècle après la destruction de la 4e Internationale par sa propre direction. A partir de 1949, Pablo et Mandel, désorientés par la croissance capitaliste et par l'expropriation du capital réalisée sous l'égide de partis staliniens, déçus par l'incapacité de la 4e Internationale à prendre la tête des luttes de masse, commencèrent à s'adapter à d'autres forces sociales, à chercher des substituts à la lutte du prolétariat et à la construction de partis ouvriers révolutionnaires.

Le 3e « congrès mondial » de 1951 a révisé le programme sur le rôle de la bureaucratie du Kremlin, qu'il s'agissait désormais de réformer et non de renverser, avec des conséquences désastreuses pour la révolution politique en Allemagne de l'Est en 1953 et en Hongrie en 1956... A ce congrès, Pablo a aussi remis en selle le « front unique anti-impérialiste » pour camoufler sa soumission aux mouvements nationalistes bourgeois avec des effets catastrophiques lors de la révolution bolivienne de 1952...

L'organisation trotskyste mondiale ne surmonta pas cette crise : même si plusieurs sections de la 4e Internationale ont tenté de résister de 1951 à 1953, toutes ont finalement été emportées par l'opportunisme et liquidées comme organisations révolutionnaires.

A terme, il n'y a pas de place entre le social-patriotisme et le marxisme. Dans les pays impérialistes, les courants soi-disant trotskystes sont devenus des réformistes de gauche hors ou dans les partis staliniens, travaillistes ou sociaux-démocrates ; dans les pays dominés, ils constituent plutôt l'aile gauche du nationalisme.

Le drapeau de la 4e Internationale a été mille fois déchiré et souillé par le refus de défendre les États ouvriers face à l'impérialisme, l'approbation de la répression des bureaucraties au pouvoir contre le prolétariat, l'acceptation d'interventions impérialistes et la ratification du colonialisme sioniste, le soutien aux revendications de policiers, des appels à voter pour des candidats bourgeois, des mystifications présentant comme socialistes ou révolutionnaires des partis contre-révolutionnaires (staliniens, sociaux-démocrates ou nationalistes), l'approbation de coalitions avec des représentants de la bourgeoisie, la cogestion, la participation directe à des gouvernements bourgeois (Algérie, Sri Lanka, Brésil), la subordination au marigot « antimondialisation » ou « altermondialiste », la collusion avec les islamistes...

Communistes révolutionnaires de tous les pays, unissons-nous !

Nous publions *Révolution Permanente* pour tirer les leçons de ces trahisons et démasquer ces usurpateurs.

Notre collectif international est né d'une rencontre internationale à Buenos-Aires, en décembre 2002, un an après la crise révolutionnaire qui avait vu les masses argentines chasser le gouvernement bourgeois élu. La poignée d'organisations révolutionnaires qui s'y étaient retrouvées venaient de traditions différentes : le SU pabliste et la LIT (pour le GOI du Chili et la LOI d'Argentine), la LICR et le CEMICOR (pour le CWG de Nouvelle-Zélande et LM du Pérou), le Comité international de 1953 et le CORQI (pour le GB de France). Mais ces organisations affirmaient toutes rejeter le « front unique anti-impérialiste » partagé par tous leurs courants d'origine, vouloir renouer avec la stratégie de la révolution permanente et avoir pour but de construire un centre révolutionnaire commun.

Le Collectif a pu ainsi élaborer une déclaration contre la préparation de l'intervention impérialiste en Irak, un Appel en 21 points à une conférence internationale, une déclaration sur la révolution bolivienne.

Grâce à cette activité, il avait commencé à attirer d'autres organisations ou courants du Brésil, de Bolivie, du Chili, de l'Etat espagnol, de France, du Pérou, de Colombie, d'Australie... La dynamique de la discussion établie entre les groupes, tant par les déclarations concernant les grands événements mondiaux que l'Appel international en 21 points, ouvrait la perspective de construire un cadre, certes de dimension modeste, mais international, sur des bases principielles, tournant le dos au sectarisme autoproclamé.

Mais, la direction de la LOI-FTICI argentine s'est révélée incapable de surmonter le caudillisme, les manœuvres et le nationalisme hérités du pablisme façon Moreno, un aventurier argentin sans principe qui a capitulé successivement devant le péronisme et le castrisme.

Fidèle à la conception du « parti guide » héritée du MAS argentin des années 1980, la direction de la LOI s'est révélée incapable de supporter la critique, au feu d'une discussion loyale et franche sur son rapprochement entre front populaire et front unique ouvrier, sa confusion entre aristocratie ouvrière et bureaucratie ouvrière, son adaptation au nationalisme latino-américain, son appui aux journées d'action des appareils syndicaux, son opportunisme face à l'islamisme... Ce refus l'a conduite à scissionner le Collectif et, pour se justifier, à cacher les positions en présence à ses propres militants, à falsifier celles de ses partenaires de la veille.

D'abord, la direction moréniste de la LOI a tenté de détruire le groupe péruvien en s'appuyant sur militant mécontent de Lima et en traitant Lucha marxista de « stalinien » et de « polpotiste ».

Puis, face aux résistances à ses procédés au sein du Collectif, elle a tenté au printemps 2004 de liquider le regroupement international, en employant toutes sortes de prétextes, de chantages et de mensonges. De cette façon, la direction de la LOI a porté un coup sévère au processus entamé à son congrès de décembre 2002, puisque la LOI était l'organisation la plus importante du Collectif. La raison réelle de sa rupture avec le Collectif est vite apparue : elle a renié les 21 points de l'Appel, en mettant sur pied un « Comité de liaison » sans programme et sans avenir.

Ce triste épisode montre que le processus de réaffirmation du bolchevisme, dans un contexte de reflux de la classe ouvrière mondiale, ne sera pas un chemin tranquille. Pour autant, les révolutionnaires conséquents ne peuvent renoncer à tisser patiemment des liens internationaux, dans la perspective de construire un parti mondial, l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

A notre époque, qui est l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'économie mondiale et de la politique mondiale dirigées par le capitalisme, pas un seul parti communiste ne peut élaborer son programme en partant uniquement ou principalement des conditions et des tendances des développements dans son propre pays. (L. Trotsky, *Critique du programme de l'IC*, 1928, *L'Internationale communiste après Lénine)*

Les noyaux bolcheviks sont numériquement faibles et la tâche est gigantesque. Mais ils misent sur la spontanéité du prolétariat et sur leur propre intervention à partir de l'expérience antérieure de la lutte de classe synthétisée dans les documents programmatiques de la Ligue des communistes élaborés par Marx et par Engels, de l'Internationale communiste du vivant de Lénine, de la 4e Internationale du temps de Trotsky.

Les 21 points tentaient de concrétiser dialectiquement cette continuité pour aujourd'hui. Ils constituaient un instrument pour se délimiter de l'opportunisme et du centrisme. Par conséquent, les éléments programmatiques des 21 points étaient à approfondir. En particulier, il est nécessaire de préciser que la 4e Internationale est morte depuis longtemps, de dénoncer toute capitulation envers l'islamisme...

Nous appelons les travailleurs et les jeunes de l'avant-garde internationale, les fractions et les organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes à répondre à cette invitation à la discussion, à préparer la convergence internationale et principielle.

Telle est la fonction de *Révolution Permanente* : permettre la discussion, le travail en commun et la fusion entre internationalistes, l'aide à l'intervention dans la lutte des classes pour faire vivre le programme et la construction des organisations dans chaque pays, inséparables de la délimitation du réformisme et du centrisme.

Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure. (V. Lénine, *Le Socialisme et la guerre*, 1915)

7 novembre 2004

COLLECTIF

APPEL EN 21 POINTS

Nous convoquons une conférence internationale, à laquelle nous invitons tous les courants, groupes, fractions, militants qui sont en accord avec les points programmatiques suivants.

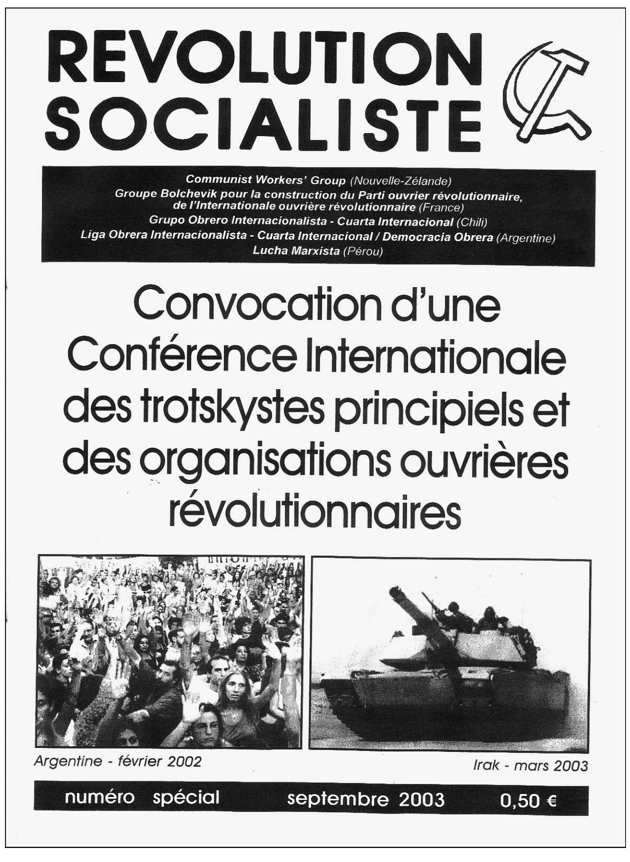
1. Tous types de pseudo théories ont été admises ou inventées par les révisionnistes pour expliquer que le capitalisme décadent trouve les moyens de surmonter ses crises et de développer sans limites les forces productives : « révolution scientifique et technique », « capitalisme monopoliste d'État », « néocapitalisme », « économie d'armements permanente », « globalisation néo-libérale », « nouvelle économie »...

Contre toutes ces élucubrations, nous affirmons que, depuis longtemps, le capitalisme a épuisé son rôle progressiste : l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne. La contre-offensive actuelle de l'impérialisme et la guerre contre l'Irak sont la réponse du système capitaliste agonisant, dans sa phase impérialiste, incapable de surmonter l'étroitesse des frontières nationales. Le capitalisme se survit en exploitant férocement les salariés, en écartant de la production des millions de travailleurs condamnés à la misère, en soumettant la plus grande partie de la planète au sous-développement, à la dette et à la domination, en détruisant les ressources naturelles, en détruisant des forces productives sous la forme de crises économiques et de guerres, en devenant chaque fois plus parasitaire et destructeur, en menaçant de détruire la civilisation humaine.

2. Dans la phase actuelle de crise et de krachs récurrents de l'économie mondiale qui, depuis 1997, ont successivement touché l'Asie du Sud-Est et le Japon, le Brésil et la Russie, l'Argentine et la Turquie, puis les États-Unis eux-mêmes, toutes les puissances impérialistes ont besoin impérieusement des sources de matières premières à bon marché, de réserves de main-d'oeuvre esclave ou en réserve, pour augmenter les profits tirés de l'exploitation du monde colonial et semi-colonial, à quoi il faut ajouter l'augmentation de l'exploitation de leur propre classe ouvrière.

L'impérialisme cherche à sortir de la crise actuelle en augmentant le taux de profit. L'actuelle offensive colonisatrice de l'impérialisme américain est aussi un nouveau partage du monde au détriment des puissances impérialiste de second ou troisième ordre. La seconde guerre contre l'Irak, portée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, en dépit de l'opposition la France et de l'Allemagne, illustre l'exacerbation inévitable des rivalités entre les impérialismes. Si la révolution prolétarienne ne l'empêche pas, le capitalisme emportera l'humanité dans une nouvelle boucherie mondiale, supérieure aux deux du 20e siècle.

3. Nous sommes aux côtés de toute nation opprimée attaquée par l'impérialisme, pour sa victoire militaire et


REVOLUTION SOCIALISTE

Communist Workers' Group (Nouvelle-Zélande)
Groupe Bolchevik pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire (France)
Grupo Obrero Internacionalista - Cuarta Internacional (Chili)
Liga Obrera Internacionalista - Cuarta Internacional / Democracia Obrera (Argentine)
Lucha Marxista (Pérou)

Convocation d'une Conférence Internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires

Argentine - février 2002

Irak - mars 2003

numéro spécial septembre 2003 0,50 €

pour la défaite militaire de l'impérialisme. Mais nous combattons pour une direction prolétarienne de la guerre nationale, anti-impérialiste, pour la transformer en révolution socialiste, dans le pays dominé attaqué et au sein du pays impérialiste agresseur. Nous affirmons que celui qui n'est pas inconditionnellement pour la défaite de son propre impérialisme et pour le triomphe de la classe ouvrière et des nations opprimées par ce même impérialisme, n'est pas un révolutionnaire anti-impérialiste.

Nous appelons la classe ouvrière américaine, aujourd'hui enchaînée par la politique chauvine de l'AFL-CIO, les classes ouvrières du Japon et d'Europe, à combattre pour briser la subordination des organisations ouvrières à la bourgeoisie impérialiste et à combattre cette dernière, en s'alliant à leurs frères et sœurs de classe des pays semi coloniaux et coloniaux, en luttant pour la défaite de leur propre bourgeoisie impérialiste, de leur gouvernement et de leur régime, sur la voie de la révolution socialiste.

4. Nous dénonçons l'utopie d'une Europe capitaliste unifiée et appelons la classe ouvrière européenne à engager la lutte pour renverser la monarchie et le gouvernement réactionnaire d'Aznar en Espagne, la 5e République gaulliste française, le gouvernement anti-ouvrier et impérialiste de l'Allemagne unifiée, la monarchie et le gouvernement impérialiste de Tony Blair en Grande-Bretagne, etc. Autrement dit, nous sommes partisans de mettre en échec les gouvernements et les régimes des puissances impérialistes, pour renverser la bourgeoisie, détruire l'État bourgeois et imposer la dictature du prolétariat dans ces pays, ouvrant le chemin aux États-unis Socialistes d'Europe.

5. Nous réaffirmons la validité du programme de la révolution permanente contre la politique du « front unique anti-impérialiste » avec la bourgeoisie nationale, orientation qui a été réfutée par la tragédie de la révolution chinoise de 1927. Nous impulsons l'unité d'action la plus large de tous les exploités contre l'impérialisme, tout en maintenant l'indépendance totale vis-à-vis de tout courant bourgeois et de tout gouvernement capitaliste.

Toutes les bourgeoisies des pays semi coloniaux sont nécessairement pro-impérialistes. Certes, elles voudraient bien récupérer la part de la plus-value extraite des travailleurs de leurs propres pays qui va à leurs maîtres impérialistes, mais, comme classes exploiteuses, elles craignent plus le déclenchement de la révolution prolétarienne que la victoire de l'impérialisme. Voilà pourquoi le nationalisme bourgeois et petit bourgeois, laïque ou clérical, capitule en permanence devant l'impérialisme et maintient le prolétariat et les peuples dans l'exploitation capitaliste.

Dans ces pays, notre perspective est le gouvernement ouvrier et paysan, car la seule classe qui peut émanciper de la domination impérialiste la nation opprimée est la classe ouvrière, prenant la tête des paysans et de toutes les masses opprimées et exploitées.

6. Nous dénonçons la reddition de la bourgeoisie irakienne, de la caste des fonctionnaires anti-ouvriers de Saddam Hussein et de la Garde républicaine devant les agresseurs impérialistes, qui ont livré ainsi la guerre nationale du peuple irakienne et trahi la lutte anti-impérialiste des masses de tout le Moyen-Orient. Aujourd'hui, les restes du parti nationaliste bourgeois Baas s'empressent comme collaborateurs auprès des occupants américains et britanniques.

Nous dénonçons les directions nationalistes bourgeoises du peuple kurde opprimé, qui se sont alliées aux envahisseurs américains et britanniques dans leur guerre de colonisation contre l'Irak, lesquels ne feront qu'approfondir l'oppression et écraser toute lutte de ce peuple pour son droit légitime à l'autodétermination nationale, y compris son droit à la séparation de l'Irak, de la Turquie, de la Syrie et d'Iran.

Nous dénonçons les gouvernements et les régimes des bourgeoisies arabes et perses du Moyen-Orient, qui sont restés « neutres » dans la guerre contre l'Irak, en refusant de constituer, contre la coalition militaire impérialiste, une coalition de toutes les nations opprimées du Moyen-Orient, d'envoyer ses armes, équipements, approvisionnements et ses armées combattre l'impérialisme en Irak.

7. Nous dénonçons la bourgeoisie palestinienne et son expression politique l'OLP d'Arafat, qui a trahi la lutte révolutionnaire du peuple palestinien, qui a capitulé devant l'impérialisme, devant le plan de « deux États » de l'ONU et devant le sionisme. La bourgeoisie palestinienne prétend administrer un pseudo-Etat comme agent des impérialismes, négociant le sang du peuple martyr.

Nous déclarons la guerre à toutes les directions traîtres et aux renégats du trotskysme qui soutiennent l'État sioniste d'Israël et la politique contre-révolutionnaire de « deux États » de l'ONU et des impérialistes. Nous combattons pour la destruction de l'État d'Israël, et pour un État palestinien laïque, démocratique et non raciste, pour un gouvernement ouvrier et paysan dans la perspective d'une Fédération des républiques socialistes du Proche-Orient.

8. Nous dénonçons Chavez et son Mouvement bolivarien bourgeois qui sacrifient la lutte anti-impérialiste des masses vénézuéliennes. A la table de négociation avec les Etats-Unis, avec des gouvernements comme celui de Lula et avec des « messagers de la démocratie » comme Carter et Alfonsín, Chavez a signé un accord qui livre à la réaction impérialiste et putschiste ce que celles-ci n'avaient pas pu conquérir dans les rues dans leurs deux tentatives contre-révolutionnaires.

Nous dénonçons également la direction syndicale de la COB de Bolivie, Quispe et Morales –tous membres du Forum social mondial- qui ont accordé une trêve au gouvernement assassin de Sánchez de Lozada et ont empêché que la classe ouvrière et les paysans mènent à la victoire le soulèvement de février dernier.

En Colombie, depuis des années, les trêves et les accords du FARC avec les gouvernements assassins successifs de ce pays, ont isolé la guerre paysanne et en même temps ont laissé passer sa chance au prolétariat des villes face aux fascistes des « escadrons de la mort ». En même temps, la direction stalinienne des FARC refuse d'exproprier tout puits de pétrole et le moindre hectare de terre dans les territoires qu'elle contrôle.

A bas les trêves et les accords ! Pour l'indépendance des organisations ouvrières des régimes, des gouvernements et des bourgeoisies compradores ! Seule cette orientation ouvrière pourra permettre de construire un mouvement ouvrier et paysan latino-américain qui, en lien avec ses frères et sœurs de classe nord-américains, combattra pour mettre fin à l'ignominie et à l'esclavage dans « l'arrière-cour » de l'impérialisme américain. Seule la classe ouvrière, à la tête des masses exploitées et des nations opprimées, pourra libérer les nations latino-américaines du joug impérialiste, en renversant la bourgeoisie et en imposant des gouvernements ouvriers et paysans, sur le chemin des Etats-Unis Socialistes de l'Amérique latine. Impérialistes yankees, hors de Cuba, de la Colombie, de Porto Rico, d'Équateur, de Bolivie et de toute l'Amérique latine ! Dehors les puissances impérialistes européennes qui spolient et saignent les peuples d'Amérique latine ! Impérialistes anglais, hors des Malouines ! Pour une fédération des républiques socialistes d'Amérique latine !

9. Nous appelons la classe ouvrière russe à reprendre le chemin des travailleurs, des soldats et des paysans rouges qui, en octobre 1917, instaurèrent la première république ouvrière et socialiste victorieuse. La lutte pour la restauration de la dictature révolutionnaire du prolétariat dans les territoires de ex-l'URSS est aussi une

tâche du prolétariat européen et mondial.

Nous nous prononçons pour le renversement de Kim Song Il de Corée du Nord, de Fidel Castro et la bureaucratie restaurationniste cubaine, et des nouveaux bourgeois restaurationnistes chinois, qui ont conçu la pseudo théorie réactionnaire et anti-ouvrière du « socialisme de marché », comme le démontrent l'exploitation brutale de la classe ouvrière chinoise et l'avance des mesures restaurationnistes à Cuba. En même temps, nous défendons inconditionnellement, face à l'impérialisme, ces États ouvriers bureaucratiques à l'agonie qui subsistent; nous combattons pour construire des soviets ouvriers et paysans et pour le renversement des bureaucraties restaurationnistes qui s'apprêtent à achever la rétablissement du capitalisme.

10. Nous déclarons la guerre à toutes les directions qui servent de flanc-garde à la bourgeoisie, à leur politique de collaboration de classes et à leurs coalitions de « fronts populaires ». L'histoire a démontré maintes et maintes fois que le chemin de la conciliation d'intérêts entre les capitalistes et les travailleurs aboutit à la défaite et au massacre des masses. Aucune amélioration du sort du prolétariat mondial, a fortiori l'émancipation d'une classe exploitée ou semi-exploitée, ne peut être obtenue par la soumission à une quelconque fraction d'exploiteurs.

11. Nous dénonçons tous les serviteurs de l'ONU, y compris la majorité des renégats du trotskysme. Ils se sont agenouillés devant l'ONU, à l'instar de la nouvelle dirigeante stalinienne Gladys Marin du Chili, secrétaire générale de la Conférence des Partis communistes d'Amérique latine que se réunit deux fois par an. Ces partis agissent en lien avec Fidel Castro, qui fut un des fossoyeurs de la révolution chilienne de 1973, qui enterra la révolution en Amérique centrale dans les années 1980 et qui voyage maintenant en Argentine pour soutenir le président argentin Kirchner et essayer de liquider la révolution.

Fidel Castro et son porte-parole Gladys Marin, participants du Forum social mondial, ont déclaré que « un autre monde est possible »... sans exproprier les capitalistes, en poursuivant l'exploitation de la classe ouvrière et en appelant à « redistribuer la richesse » comme de vulgaires démocrates libéraux. Ils prétendent que l'ONU peut engendrer cet « autre monde », alors que cette caverne de bandits impérialistes a approuvé la première guerre contre l'Irak et le blocus assassin de dix ans qui s'ensuivit. Cette même ONU essaie maintenant de reprendre pied en Irak pour défendre les intérêts des impérialistes français et allemands, ceux qui en 1948 ont consacré l'occupation de la Palestine et la création de l'État d'Israël et soutiennent aujourd'hui le massacre des Palestiniens avec la politique de « deux États »; ceux qui ont promu et ont soutenu la guerre contre la Corée en 1950, etc.

12. Nous proclamons que, comme l'a prouvé la révolution argentine, l'axe de tout programme révolutionnaire, dans une situation prérévolutionnaire ou révolutionnaire, doit être articulé autour du développement, de l'extension, de la centralisation et de l'armement des organismes de démocratie directe et d'autodétermination des masses qui, comme les assemblées populaires, les usines occupées, les commissions internes des usines arrachées à la bureaucratie syndicale et le mouvement piquetero, expriment la tendance des masses à établir un régime de double pouvoir. Quand commence une révolution, celui qui ne lutte pas pour le pouvoir et dans la perspective de la dictature du prolétariat, est un serviteur de l'État bourgeois. C'est pourquoi nous approuvons le slogan lancé en décembre 2002 : « Pour un gouvernement de la troisième assemblée nationale des travailleurs employés et sans emploi, et des assemblées populaires avec leurs organes d'autodéfense ! ».

13. Nous appelons ouvertement à combattre le pacifisme qui infecte la conscience de la classe ouvrière, comme nous nous opposons à la politique petite bourgeoise du terrorisme individuel, qui s'isole des masses dans une lutte impuissante, les laissant privées d'armes. Le soulèvement de la classe ouvrière et des paysans boliviens, au cri de « Fusil, metralla, Bolivia no se calla ! » (Des fusils et des mitraillettes ! La Bolivie ne se tait pas !), montre la voie pour l'armement du prolétariat.

Ce sont les directions bourgeoises et contre-révolutionnaires qui empêchent l'armement du prolétariat, la création de la milice ouvrière et la destruction de la caste de fonctionnaires des forces armées bourgeoises. Ainsi, en Palestine, Arafat et la direction bourgeoise de l'OLP, avec le Hamas et le Hezbollah, empêchent l'armement généralisé du peuple palestinien et le livrent au massacre de Sharon et de son armée génocidaire.

Nous défendons contre la répression tout combattant anti-impérialiste et exigeons la liberté inconditionnelle de tous les prisonniers anti-impérialistes du monde.

14. Nous affrontons partout les bureaucraties des organisations ouvrières de tous poil, achetées et corrompues par le grand capital, les bureaucraties syndicales nationalistes bourgeoises, sociales-démocrates et staliniennes, corrompues par l'État, qui soumettent les travailleurs à leurs intérêts de clique et aux intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Nous affrontons les nouvelles bureaucraties des organisations « piqueteros » de la classe ouvrière argentine qui gèrent les miettes octroyées par la bourgeoisie et, avec les bureaucraties syndicales, empêchent la jonction entre travailleurs au chômage et travailleurs avec emploi, qui divisent les rangs ouvriers. Les syndicats sont nés pour la défense des intérêts économiques des travailleurs. Mais ils sont de plus en plus transformés depuis les dernières décennies, par la bureaucratie syndicale dont la base réelle est l'aristocratie ouvrière, en appareils chargés de soumettre les travailleurs à la bourgeoisie et à leur État, au bénéfice de cette bureaucratie, pour accompagner l'appauvrissement croissant de la classe ouvrière.

Les trotskystes combattent dans les syndicats pour éliminer leur bureaucratie, restaurer la démocratie ouvrière et nous affirmons que cela n'est possible qu'en luttant pour l'indépendance totale des organisations ouvrières vis-à-vis de l'État bourgeois qui les corrompt

et les intègre . Nous combattons pour imposer la démocratie ouvrière par les comités d'usine, les piquets de grève, pour renouveler les directions syndicales en proposant résolument des dirigeants combatifs aux moments critiques et pour arracher une direction révolutionnaire des syndicats.

15. Nous affirmons que tout peuple qui en opprime un autre ne peut se libérer lui-même. Les bourgeoisies impérialistes exercent une oppression coloniale contre les restes de leur empire (Porto Rico, Irlande du Nord, Martinique, Guadeloupe, Nouvelle-Calédonie...) et occupent de nouveau des pays dominés (Bosnie, Afghanistan, Irak...).

Nous sommes pour l'indépendance de tous les protectorats et de toutes les colonies. De multiples peuples sont maintenus par la violence au sein de l'État bourgeois aux mains d'un peuple dominant (Basques, Kurdes, Kabyles, Tamouls...). Nous sommes catégoriquement du côté de la nation tchétchène opprimée et agressée, contre le génocide des troupes de l'armée blanche de Poutine et de la bourgeoisie russe, agents de l'impérialisme. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination nationale des peuples opprimés, incluant le droit de se séparer s'ils le désirent.

En aucun cas, nous ne nous adaptons au nationalisme petit-bourgeois ou bourgeois. Seule la reconnaissance du droit à l'autodétermination des peuples opprimés assure l'unité du prolétariat. Pour la même raison, nous nous prononçons pour la liberté de circulation et d'établissement des travailleurs, pour la complète égalité des droits des prolétaires.

16. Nous réaffirmons la pertinence du léninisme et du trotskysme, du programme de la 4e Internationale comme continuité et actualisation de celui de la 3e Internationale de Lénine et de Trotsky, qui est une école de stratégie révolutionnaire.

Dans cette perspective stratégique, nous appelons tous les courants qui disent combattre pour les intérêts de la classe ouvrière, à rompre avec la bourgeoisie et à entamer la lutte pour le pouvoir basé sur les organismes d'autodétermination et sur l'armement des masses. Dans ce processus, nous serons disposés à développer tout front unique ou unité d'action avec tout courant ouvrier qui est disposé à faire un pas en avant pour notre classe. Mais comme disait Lénine, si nous sommes disposés à frapper ensemble, nous marchons séparément : avant, pendant et après, nous ne renonçons pas à la critique des directions réformistes quand elles sont obligées de sortir de leurs bureaux confortables et de se mettent à la tête de l'action de masses.

17. Le réformisme social-démocrate ou stalinien empoisonne les travailleurs avec sa prétention à la réforme de l'État capitaliste. Il sert les plans de la bourgeoisie à travers les appareils politiques et syndicaux, il s'allie avec elle par une « démocratie participative » ou « citoyenne » et il gère loyalement son État pour empêcher la révolution prolétarienne. Sociaux-démocrates et staliniens sont achetés par l'ennemi capitaliste.

18. Le centrisme pseudo trotskyste a bavardé sur la révolution pendant cinquante ans tandis que, dans la pratique, il se subordonnait aux appareils réformistes. La « 4e Internationale »-SU pabliste, la « 4e Internationale »-EIT lambertiste, la LIT moreniste, l'UCI-LO hardyste, la TSI cliffiste, le CIT ou le Militant grantistes, le MRQI altamiriste, etc. représentent la soumission au camp du réformisme, jusqu'au passage pour la plupart à ce camp.

19. La social-démocratie, le stalinisme et les bureaucraties syndicales ont sacrifié les plus élémentaires principes et la morale de classe. Les centristes, les révisionnistes et les liquidateurs de la 4e Internationale les suivent sur ce chemin.

Le prolétariat a soif de droiture, d'honnêteté, de dévotion, de la plus vaste démocratie ouvrière. Pour examiner, pour résoudre et pour agir, les travailleurs et la jeunesse doivent exiler des organisations ouvrières la méthode introduite par ces directions qui essayent de dissoudre ou de faire taire les différences politiques à l'intérieur du mouvement ouvrier par la calomnie, les amalgames, et la violence physique.

20. Nous affirmons que le XXIe siècle commence comme a fini le XXe, comme une époque de crises, de guerres et de révolutions, exhibant toutes les caractéristiques du capitalisme en décomposition. Contre tous les révisionnistes du trotskysme qui veulent décharger sur les masses la responsabilité des défaites subies et dissimuler ses propres capitulations et trahisons en affirmant que le problème est la « crise de subjectivité » des masses, le « retard de sa conscience », nous affirmons que le début du XXIe siècle confirme la prémisse centrale du programme de la 4e Internationale : sans révolution sociale dans la prochaine période historique, toute la civilisation humaine est menacée par une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire, d'abord, de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.

21. Les participants de la conférence internationale affirment la nécessité pour les noyaux révolutionnaires et internationalistes de construire des partis ouvriers révolutionnaires et le parti mondial de la révolution socialiste, à partir des forces qui se dégageront de la lute des masses. Avec de telles organisations, l'insurrection prolétarienne pourra gagner, la révolution mondiale pourra triompher, le socialisme pourra se développer.

20 août 2003

Collectif pour une conférence internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes

Communist Workers' Group (Nouvelle-Zélande)

Groupe Bolchevik (France)

Grupo Obrero Internacionalista Cuarta Internacional (Chili)

Liga Obrera Internacionalista Cuarta Internacional - Democracia Obrera (Argentine)

Lucha Marxista (Pérou)

Collectif Révolution Permanente

Déclaration sur la prise d'otages de Beslan et la question nationale tchétchène

Le gouvernement de Poutine et ses complices des gouvernements impérialistes sont les ennemis des travailleurs de toutes les nations

Solidarité de toutes les organisations ouvrières et paysannes du monde avec le peuple tchétchène opprimé !

La responsabilité des syndicats et des partis ouvriers est d'appeler à manifester devant les ambassades de Russie pour le retrait immédiat de toutes les troupes de l'armée russe de Tchétchénie et d'Ingouchie, le droit d'autodétermination de toutes les minorités nationales de l'Etat russe, l'indépendance de la Tchétchénie…

Massacre d'écoliers et de travailleurs en Ossétie : un acte de barbarie dont les victimes sont des enfants et des travailleurs

Le 1er septembre, un commando d'une trentaine de nationalistes tchétchènes et ingouches, dépeints comme des cléricaux islamistes, ont séquestré environ 1 200 élèves, parents d'élèves et enseignants d'une école de Beslan, en Ossétie du Nord, dans le Caucase.

D'après les témoignages des survivants, à partir du deuxième jour les preneurs d'otages refusèrent l'eau à leurs otages, y compris les enfants, malgré la chaleur. Dans des circonstances mal définies, le troisième jour, les explosions et la fusillade ont conduit non seulement à la liquidation du commando –à la curieuse exception d'un de ses membres reprenant ultérieurement à la télévision les thèses du <Kremlin- mais au massacre de plus de 350 enfants et travailleurs ossètes, plus 700 blessés, selon les chiffres officiels, contestés par les témoins.



Cette atrocité est avant tout la conséquence de l'occupation militaire de la Tchétchénie, avec l'appui de toutes les puissances impérialistes, par l'armée de l'État bourgeois grand-russe restauré. Mais elle est aussi le produit du caractère réactionnaire du nationalisme tchétchène, en particulier de ses fractions liées à l'intervention impérialiste américaine au Caucase et en Afghanistan. Les États-Unis ont propulsé et financé le terrorisme islamiste anti-ouvrier qui reproduit, à son échelle, la barbarie du pouvoir grand-russe qui est lui-même l'expression des forces réactionnaires qui ont mené la restauration du capitalisme en URSS.

La Russie capitaliste est un engin de destruction des conquêtes ouvrières, un facteur de paupérisation et une prison de peuples d'Asie

Le bouillon de culture de gens capables de tels actes n'est pas chercher très loin : il suffit de franchir la frontière. L'origine de telles abominations est l'oppression nationale du peuple tchétchène par la nouvelle bourgeoisie russe, issue de la restauration du capitalisme opérée par la bureaucratie privilégiée qui usurpait le pouvoir de la classe ouvrière depuis les années 1920. Le nouvel Etat capitaliste russe dirigé successivement par Boris Eltsine et par Vladimir Poutine a repris le drapeau des tsars et a refait de l'Eglise chrétienne orthodoxe une religion d'Etat. L'État bourgeois rétabli a approfondi le refus stalinien du droit à l'autodétermination et a ramenée la Russie à la situation du tsarisme quant à la question nationale.

Dans l'Ingouchie voisine, depuis plusieurs mois, les escadrons de la mort du gouvernement de Mourat Ziazikov, un proche de Poutine et, comme lui, un ancien officier des services secrets russes (FSB), multiplient les enlèvements de civils. Memorial, l'organisation de défense des libertés démocratiques russe, en a recensé 50 de janvier 2003 à juillet 2004.

Quelques jours avant la séquestration, des journaux bien informés titraient : « *Suppliciée depuis dix ans, fuie par les plus chanceux, Grozny se résigne à subir "l'élection" présidentielle* » (*Le Monde*, 29 août). Mais le sous-titre du même quotidien était plus terrible : « *La gégène semble devenue l'instrument central de la chasse aux "terroristes"* ». De 1994 à 1996, et de nouveau à partir de 1999, l'armée fédérale russe, ses supplétifs locaux et les services secrets russes occupent la Tchétchénie, bafouent tous les droits de la population, arrêtent, violent, torturent et exécutent. La corruption et le banditisme règnent. Le pays est ex-

sangue, la capitale Grozny est en ruines. Les casernes ont remplacé les usines, les trafiquants et les escadrons de la mort se sont substitués aux instituteurs et aux médecins.

Le peuple tchétchène a perdu peut-être 250 000 morts et 500 000 émigrants. Officiellement, 54 % de la population active est au chômage. Dans ce petit territoire de 17 300 km^2, la population s'élevait à 1,100 million de personnes avant les deux guerres menées par la Russie. Désormais, elle est évaluée à moins de 500 000. En un an, 37 000 habitants ont demandé officiellement l'asile politique en Europe de l'Ouest ou en Amérique du Nord.

Parallèlement, en Russie, le capitalisme réinstauré a considérablement aggravé les inégalités sociales : 28 % de la population est sous le seuil de pauvreté et, en 2002, les 10% des Russes les plus riches recevaient 30 % du revenu total à eux seul, alors que les 10% les plus pauvres en recevait 2 % seulement. Les certificats de privatisation, donnés aux travailleurs durant les années 1990, ne les ont pas transformées en capitalistes. En effet, la privatisation des moyens de production les a transformé en chômeurs ou en exploités par les nouveaux bourgeois qui ont acquis à vil prix les entreprises rentables. En 2003, la loi sur le commerce des terres est entrée en vigueur, permettant la création de grandes propriétés foncières reconstituant un prolétariat rural, exploitant les travailleurs des anciens kolkhozes et sovkhozes.

Les autorités russes ont menti sur le nombre d'otages, caché les revendications du commando, censuré la diffusion des images de l'affrontement, empêché les journalistes de se rendre sur place. Deux d'entre eux, renommés pour leur indépendance, ont tenté de se rendre à Beslan : le 2 septembre, Andreï Babitsky a été arrêté à l'aéroport et, le même jour, Anna Politkovslaïa a été victime d'un empoisonnement.

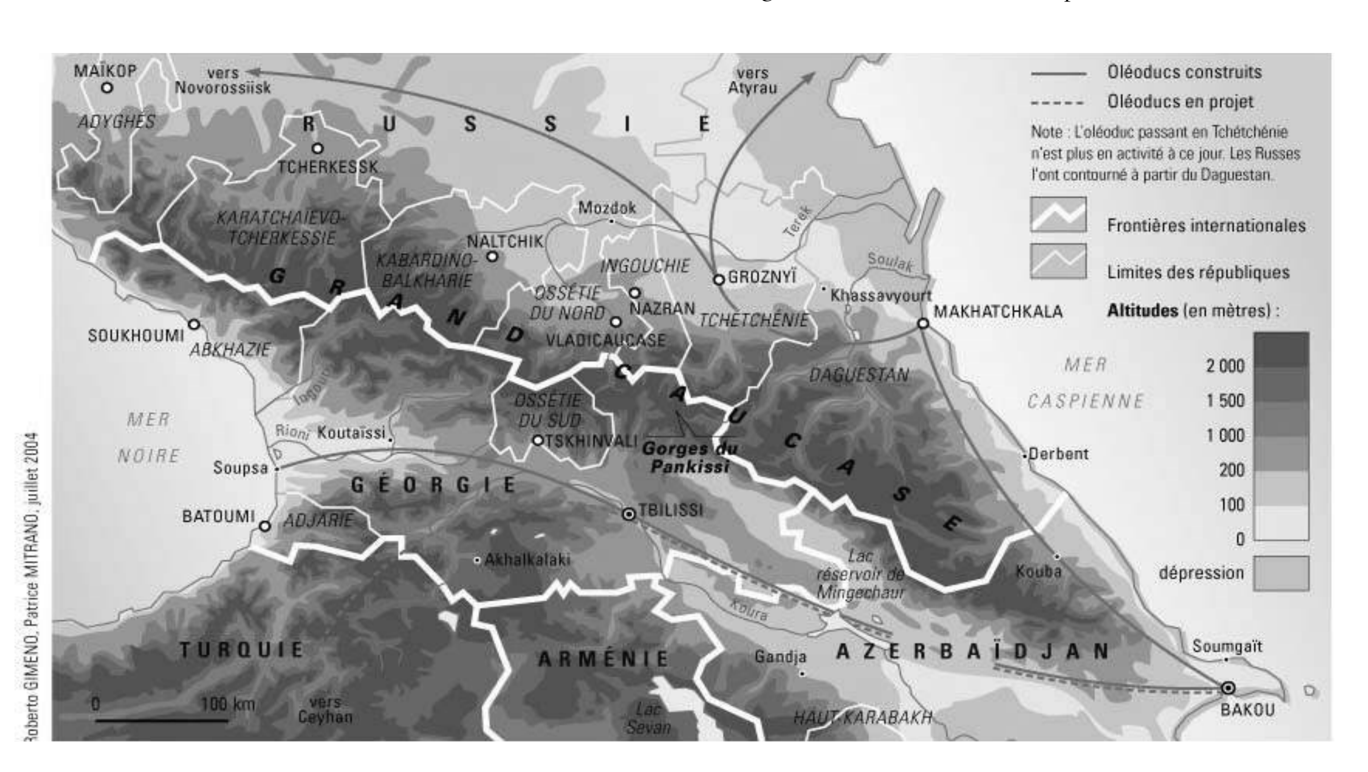
Le peuple russe subit les conséquences de ce conflit : les dépenses militaires grèvent le budget, les services secrets et l'armée sont hypertrophiés, la censure règne. Parmi les centaines de milliers de conscrits qui ont servi en Tchétchénie, beaucoup sont devenus des estropiés, des alcooliques, des criminels ou des flics pratiquant la violence contre la population.

Tous les États qui exercent le terrorisme contre les masses sont complices de l'oppression du peuple tchétchène

La nouvelle bourgeoisie russe, qui a émergé des rangs de la bureaucratie et aussi de la maffia, a des rêves de grande puissance. En tout cas, elle essaie de garder le contrôle des matières premières. Un oléoduc passe à travers le territoire de la Tchétchénie. Les réserves pétrolières y sont évaluées par le Ministère russe de l'énergie à 800 millions de barils. L'extraction du pétrole brut tchétchène est aux mains de la Grozneftegaz , filiale du groupe russe Gasprom, qui a prévu d'arriver cette année 1,9 millions de barils. La croissance de l'État russe (le PIB a augmenté officiellement de 7,3 % en 2003) est tirée par l'exportation de pétrole (+ 14 %). L'exportation d'hydrocarbures procure 40 % des devises que perçoit la Russie. Pour cette raison, la nouvelle bourgeoisie russe essaye de maintenir sa domination sur l'Est et le Sud du territoire, aux dépens des nombreuses minorités nationales.

Mais les vieilles puissances impérialistes lui disputent les dépouilles de l'ex-URSS. Ainsi, les États impérialistes d'Europe ont attiré dans leur Union européenne les anciens pays du glacis occidental de l'URSS. De leur côté, les États-unis les ont accueillis au sein de l'OTAN. L'armée américaine occupe, avec les impérialismes européens, l'Afghanistan et a réussi à implanter une base militaire en Géorgie.

Le gouvernement de Poutine profite du massacre de



Beslan pour réagir devant cette situation. Le président Poutine a propagé à tout vent, après les événements de Beslan, que la Russie se réserve le droit à la guerre préventive, tout en « respectant le Droit international ». Ces déclarations, présentées dans la presse comme nouvelles, ne le sont pas tellement : l'an dernier, le Ministère de la Défense russe a présenté un document intitulé *Tâches actuelles du développement des Forces armées de la Fédération de Russie* dont un journal madrilène disait déjà : *« Pour la première fois, la Russie formule conceptuellement l'idée de l'attaque préventive de caractère non nucléaire.* » (*El País*, 4 octobre 2003).

Toutes les puissances impérialistes approuvent l'oppression de la nation tchétchène par l'État russe.

Le président gaulliste Chirac et le chancelier social-démocrate Schröder s'étaient déplacés pour congratuler Poutine à l'issue de la parodie d'élection présidentielle de Tchétchénie du 29 septembre. Comme le travailliste Blair, ils ont assuré Poutine de leur soutien après le massacre. Bush, le bourreau des peuples d'Irak, et son allié Sharon, lui-même bourreau du peuple arabe de Palestine, ont également manifesté ouvertement leur appui à Poutine, le persécuteur du peuple tchétchène. A l'issue du massacre, l'État sioniste, spécialiste depuis sa fondation du terrorisme à grande échelle contre les Palestiniens, a proposé à l'État russe qui terrorise le peuple tchétchène le renforcement de leur coopération... « contre le terrorisme ».

Pour ouvrir une issue, le prolétariat doit défendre les droits des minorités nationales et prendre la tête de la lutte du peuple tchétchène

La résistance tchétchène est actuellement dirigée par des nationalistes, dont le but est de constituer un État bourgeois, xénophobe et clérical, qui garantirait la propriété privée, les privilèges du clergé musulman, l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes, l'oppression des femmes et de la jeunesse. Or, l'indépendance d'un tel État serait largement illusoire. Une petite Tchétchénie capitaliste arriérée sombrerait fatalement dans la dépendance envers un pays voisin ou une puissance impérialiste.

Dès maintenant, la politique des nationalistes petits-bourgeois est une catastrophe, surtout pour les Tchétchènes eux-mêmes. Ils se révèlent incapables de lutter efficacement contre Poutine, car ils refusent d'en appeler à la mobilisation de la force sociale la plus apte à affaiblir l'État russe et à le renverser, à savoir les travailleurs, qu'ils soient russes ou tchétchènes, ossètes ou ingouches.

Tout au contraire, cette direction pro-capitaliste de la résistance s'en prend à des hôpitaux (juin 1995, janvier 1996), à des logements populaires (septembre 1999), à des théâtres et des concerts (octobre 2002, juillet 2003), aux trains et au métro (décembre 2003, février 2004), à des avions civils (août 2004) et enfin à des écoles (septembre 2004).

Ces actes archi-réactionnaires, anti-ouvriers, divisent les travailleurs, affaiblissent la cause du peuple tchétchène, renforcent la bourgeoisie exploiteuse du prolétariat de toute la Russie et son État, pilier de l'ordre mondial et oppresseur de nombreux peuples en ses frontières. D'ailleurs, Poutine en a tiré immédiatement prétexte pour renforcer les forces de répression et diminuer l'autonomie des régions.

Pour que les peuples du Caucase et de toute la Russie puissent coexister et collaborer, il faut revenir à la laïcité, en séparant l'État de l'Église orthodoxe, il faut reconnaître à tous les peuples l'égalité la plus totale, donc le droit des minorités nationales de se séparer de la Russie.

Dans le cas de la Tchétchénie, après les deux guerres menées par l'armée russe et après des années terribles d'occupation militaire et d'oppression nationale, l'indépendance est le seul moyen de réconcilier le peuple russe et le peuple tchétchène. Le droit à l'indépendance politique de la Tchétchénie doit donc être reconnue sans condition par les travailleurs de nationalité russe. En effet, le prolétariat de l'État russe ne pourra souder ses rangs, reprendre le chemin d'Octobre 1917, en renouant avec la reconnaissance du droit d'autodétermination des minorités nationales, incluant le droit de se séparer.

Pour une révolution prolétarienne au Caucase et dans toute la Russie, il faut renouer avec le bolchevisme

Dans toute la République de Russie, il est indispensable que les travailleurs avancés se regroupent, reconstituent leur propre parti, liquidé autrefois par Staline. Un tel parti ne peut se construire qu'en lien avec les véritables communistes du monde entier, que sur le programme de Marx et d'Engels, de Lénine et de Trotsky.

Seule la classe ouvrière, expropriant le grand capital et exerçant le pouvoir politique via un gouvernement ouvrier pourra résoudre la « question nationale » au compte des larges masses. Seul un parti de type bolchevik, un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, sera capable de résoudre la question nationale, en dirigeant la révolution sociale et en ouvrant la voie du socialisme à l'échelle mondiale.

Indépendance inconditionnelle de la Tchétchénie !
À bas Poutine et la bourgeoisie russe !
Gouvernement ouvrier et paysan en Tchétchénie !
Expropriation de la nouvelle bourgeoisie russe !
Fédération des républiques ouvrières et paysannes du Caucase !
Pour un parti révolutionnaire de toute la Russie !

6 novembre 2004

Déclaration internationale du 1er mai 2004

Indépendance de l'Irak ! Bas les pattes devant les villes de Fallouja et Nadjaf ! Victoire pour les peuples d'Irak ! Défaite de l'impérialisme !



Le capitalisme en décadence exacerbe la concurrence et l'exploitation. Dans les métropoles capitalistes, tous les droits sociaux et économiques gagnés sont repris un par un des mains de la classe ouvrière au nom des « réformes sociales et économiques ». Les capitalistes divisent les travailleurs, entre nationaux et immigrés qui sont exploités et menacés deux fois plus.

Les puissances impérialistes rivalisent de plus en plus entre elles et accentuent leur oppression sur le reste du monde. Toutes attaquent les peuples du monde pour redoubler leur pillage des matières premières, généraliser la misère et imposer leur domination militaire absolue.

Les interventions en Haïti et en Côte d'Ivoire, l'occupation de la Bosnie et du Kosovo, les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak ont signifié récemment une offensive de recolonisation qui ont produit toutefois une grande résistance anti-impérialiste internationale de l'avant-garde ouvrière et populaire.

Dans ce jour international de la classe ouvrière, comme révolutionnaires, nous nous adressons à notre classe, sans distinction de nationalité et nous l'invitons à combattre les interventions en Haïti et en Côte d'Ivoire, l'occupation de la Bosnie et du Kosovo, les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak.

Pour que l'Irak ne devienne ni une colonie américaine, ni un protectorat de l'ONU qui a étranglé dix ans le pays avec son blocus.

Pour la victoire militaire des masses irakiennes et l'expulsion immédiate de l'Irak des troupes américaines, espagnoles, britanniques, italiennes, japonaises et de tous les occupants, qu'ils soient approuvés par l'ONU ou non.

Pour le droit d'autodétermination nationale du peuple kurde, opprimé par les bourgeoisies turque, irakienne, syrienne et iranienne. Pour rendre possible cette autodétermination, il faut une Fédération des Républiques Socialistes du Moyen Orient.

Pour l'action directe du mouvement ouvrier des pays impérialistes contre les bourgeoisies de leur propre pays avec des méthodes prolétariennes. Les travailleurs sont en droit d'exiger que toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, organisent des grèves, le blocus, les occupations, etc. contre l'envoi de troupes et d'armements en Irak, en Afghanistan et dans le Moyen-Orient. Pour transformer la guerre d'agression impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie à l'intérieur de ces pays.

Pour doter la lutte anti-impérialiste en Irak d'une direction ouvrière; contre les plans des directions bourgeoises et petites-bourgeoises qui essayent d'instaurer un régime politique qui sert les plans d'autres impérialistes sachant que les directions bourgeoises (bassistes, islamistes et nationalistes kurdes) veulent un Etat bourgeois de défense de la propriété privée et de l'exploitation des travailleurs, y compris l'oppression des femmes travailleuses. Il est nécessaire de forger les nouveaux organes de pouvoir ouvrier et d'organiser des milices ouvrières et paysannes pour la révolution irakienne. Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Irak !

Solidarité internationale du prolétariat avec le peuple palestinien. Pour la suppression immédiate du mur. Pour la cessation des actions terroristes de Sharon appuyé par Bush contre la population arabe et ses organisations. Pour le droit au retour des exilés palestiniens. Pour la destruction de l'état sioniste d'Israël, principal bastion impérialiste dans la région. Pour une direction prolétarienne pour la lutte et l'insurrection en Palestine. Pour une Palestine pluriethnique, démocratique et laïque. Pour les Etats-Unis Socialistes du Moyen Orient.

Pour le triomphe de la révolution prolétarienne socialiste en Irak et dans tout le Moyen Orient

Pour la lutte contre tous les gouvernements impérialistes

Pour que la victoire sur l'impérialisme en Irak soit la victoire de tout le mouvement ouvrier mondial

Pour un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays, réunis dans une internationale marxiste, seul moyen d'instaurer le communisme

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Comité Constructor por un Partido Obrero Revolucionario (Argentine), Devrimci Parti Gücleri (Turquie), Fracción Trotskysta (Brésil), Groupe Bolchevik (France), Grupo Germinal (État espagnol), Lucha Marxista (Pérou), Poder Obrero (Bolivie), Poder Obrero (Colombie)

Programme révolutionnaire d'action de Lucha Marxista / Pérou

Contre l'impérialisme, contre toutes les organisations de la classe dominante, contre les bureaucraties syndicales et contre la gauche pro-capitaliste

Construire le pouvoir de tous les travailleurs pour abattre le gouvernement, le parlement et le pouvoir judiciaire ! Pour une assemblée populaire nationale, pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire !

1. Pour que l'impérialisme ne continue pas à saigner de façon permanente notre peuple à coup de milliards de dollars que payent les exploités avec leur travail quotidien : **Répudiation de la dette extérieure.**
2. Pour cesser la soumission à l'impérialisme et à ses laquais bourgeois : **Rupture avec le FMI, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, et l'OMC. Ni ALENA, ni traité de libre échange avec les États-Unis, ni accords régionaux des bourgeoisies sud-américaines (Communauté andine, Mercosur).**
3. Pour empêcher que la poursuite par l'impérialisme du pillage du pays et de l'exploitation des travailleurs : **Expropriation des entreprises impérialistes.**
4. Pour arrêter la montée du chômage et l'augmentation des tarifs publics : **Halte aux privatisations et aux concessions. Nationalisation, sans indemnité et sous contrôle des travailleurs, des entreprises privatisées.**
5. Pour établir la base d'une économie au bénéfice de la classe ouvrière et du peuple : **Nationalisation sans indemnité, et sous contrôle des travailleurs, des banques et des grandes entreprises. Contrôle ouvrier sur la production de toutes les entreprises.**
6. Pour que la classe dominante n'amasse pas de fortunes gigantesques en trafiquant internationalement avec ce qui est produit par les masses travailleuses : **Monopole d'État du commerce extérieur.**
7. Pour mettre un terme à l'appauvrissement généralisé et à la misère : **Salaire minimal pour entretenir une famille de 1 900 sols. Augmentation générale et proportionnelle des salaires et pensions de moins de 2 500 sols.**
8. Pour en finir avec la démagogie des politiciens sur la prétendue création de postes de travail : **Plan général de travaux publics pour un plein emploi de qualité.**
9. Pour conquérir et reconquérir les droits fondamentaux des travailleurs : **Emploi stable. Négociation collective. Contrats à durée indéterminée pour tous les salariés précaires et embauche de tous les licenciés. Suppression des entreprises de travail temporaires. Retraite à 55 ans. Respect de tous les droits syndicaux.**
10. Pour améliorer la santé et l'instruction de la population : **Assurance sociale complète et universelle. Élimination des AFP (caisses privées). Soins et éducation complètement publics, gratuits et de qualité, sous contrôle des organisations populaires. 20 % du budget national pour la santé et 20 % pour l'éducation. Direction tripartite avec majorité étudiante dans les universités.**
11. Pour commencer à résoudre le dramatique problème du logement : **Plan de construction à grande échelle et accès automatique au logement, payé selon les possibilités réelles du peuple.**
12. Pour garantir les possibilités de déplacement des masses : **Carburants à des prix accessibles. Développement des transports collectifs à prix modique avec demi-tarif pour les jeunes jusqu'à 25 ans.**
13. Pour améliorer nos conditions de vie : **Électricité, eau, téléphone et tous les services publics à bas prix, sous contrôle ouvrier et populaire.**
14. Pour souder l'alliance de la classe ouvrière avec les paysans dans le mouvement populaire : **Défense sans restriction des cultures de coca. Financement sans usure et assistance**

technique gratuite pour les paysan. Collectivisation de la grande propriété foncière.

15. Pour que l'État bourgeois ne résolve pas sa crise au détriment du niveau de vie des masses : **Aucun nouvel impôt supporté par le peuple. Exonération des impôts et remise de dettes pour les travailleurs salariés, les petits commerçants et les artisans.**

16. Pour restituer leurs droits aux peuples des Régions : **Décentralisation réelle, avec l'impôt sur les sociétés et la souveraineté économique selon les besoins de la population, sous la conduite des organisations populaires.**

17. Pour éradiquer le parasitisme antidémocratique du corps des officiers de l'armée bourgeoise : **Élimination du budget des forces armées et des forces policières répressives. Fin du gaspillage colossal en armements.**

18. Pour éradiquer le parasitisme antidémocratique du clergé : **Élimination des privilèges économiques de l'Église catholique et de sa hiérarchie. Expropriation de ses propriétés pour l'utilisation populaire.**

19. Pour liquider la bureaucratie syndicale conciliatrice et traître, et la remplacer par des dirigeants qui combattent conséquemment pour les grands objectifs de tous les travailleurs : **Démocratisation de la CGTP. Rupture de l'asservissement à l'Accord national et désignation d'une nouvelle direction syndicale, lutte de classe et révolutionnaire. Organiser une seule centrale syndicale de masse.**

20. Pour unir les exploités dans des organismes véritablement représentatifs qui se transforment en nouveau pouvoir, prolétarien : **Impulser des assemblées populaires, avec des délégués choisis et révocables à tout moment par la base. Centraliser ces assemblées dans une Assemblée populaire nationale pour assumer le pouvoir, renverser la pseudo-démocratie bourgeoise et imposer l'État et la démocratie des travailleurs.**

21. Pour défendre les mobilisations combatives des opprimés face à la répression de l'État bourgeois : **Organiser les piquets d'autodéfense des masses, premier pas vers les milices ouvrières et paysannes. Exiger la libération inconditionnelle de tous les emprisonnés et de tous les condamnés politiques.**

22. Pour que le peuple lui-même rende la justice et lève l'impunité qui permet la répression, les infractions et les crimes de la bourgeoisie : **Créer des tribunaux populaires réellement représentatifs, avec des membres élus et révocables par les assemblées populaires.**

23. Pour établir un gouvernement qui représente vraiment les travailleurs, qui exproprie les impérialismes, les bourgeoisies étrangères et la bourgeoisie péruvienne, en mettant en place un État des travailleurs : **Suppression du gouvernement, du parlement et du pouvoir judiciaire. Grève générale illimitée. Combattre pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire.**

24. Pour engendrer une nouvelle direction politique des travailleurs ; pour se délimiter de l'opportunisme des organisations réformistes, qui ligotent les masses aux intérêts de tel ou tel secteur de la bourgeoisie par leur politique de conciliation de classes, par des « fronts populaires, progressistes et de gauche » ; pour assurer le victoire historique des travailleurs sur la classe dominante, ici et dans tous les pays : **Construire un parti ouvrier révolutionnaire, léniniste-trotskyste, qui soit la section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, d'un parti mondial de la révolution socialiste.**

25. Pour mettre en échec tous les impérialismes, ces ennemis fondamentaux de l'humanité : **Dehors, les troupes impérialistes d'Irak, du Proche-Orient, de l'Afghanistan, de la Bosnie, du Kosovo, de la Côte d'Ivoire, de Haïti, et de tous les pays semi-coloniaux. Combattre l'ONU, conclave des maîtres impérialistes. Droit d'autodétermination nationale pour les peuples opprimés et colonisés. Destruction de l'État sioniste d'Israël et création d'une Palestine démocratique et socialiste. Pour une Fédération des républiques socialistes de l'Amérique latine. Pour la révolution socialiste mondiale.**

octobre 2004

Lucha Marxista (Lutte Marxiste)

Lucha Marxista

Nº 5 Marzo 2002 Por el camino de Lenin y Trotsky marxismo@latinmail.com

ENFRENTAR AL IMPERIALISMO Y A LA CONCERTACION DE SUS AGENTES

Lo que nunca sucedió está a punto de acontecer. El Emperador visita nuestra lejana villa y grandes fastos lo aguardan, preparados por las más nobles familias del lugar. La plebe por supuesto no está invitada, y más bien osa insolentarse con movilizaciones cotidianas por doquier

¿A qué viene Su Majestad? A verificar que los recursos del Estado y las vidas de todo el pueblo pobre sean leña para la hoguera de su ofensiva militar y económica del momento: el Plan Colombia y el Acuerdo de Libre Comercio de las Américas (ALCA). La crisis económica capitalista en el mundo y las crisis políticas que empiezan a desatarse por aquí y por allá. obligan al imperialismo a redoblar sus ataques contra las

Groupe Bolchevik / France

Retrait immédiat de toutes les troupes françaises de Côte d'Ivoire !

L'armée française a détruit le 6 novembre l'armée de l'air de la Côte d'Ivoire. Le même jour, elle a pris le contrôle de l'aéroport de sa capitale. Elle a réprimé les manifestations populaires contre ces actes colonialistes, déclenchant du même coup les émeutes du 7 novembre contre les beaux quartiers peuplés d'Européens.

La bourgeoisie française et son État, responsables du sous-développement et des violences

L'armée française a moins de mercenaires professionnels et d'armements que l'armée américaine, qui sévit en Irak. Mais elle n'a rien à lui envier en termes de brutalités envers les civils, de méfaits et de tortures. La bourgeoisie française est inférieure par sa taille, donc par ses moyens diplomatiques et militaires, à sa rivale américaine, mais pas en tradition de pillage, de domination et de colonialisme. En bref, l'Etat français fait partie du club des puissances impérialistes qui se disputent la planète.

Au 19e siècle, l'armée française a conquis une bonne partie de l'Afrique, par la brutalité, ouvrant la voie au pillage de la bourgeoisie française, qui avait déjà, les siècles précédents, trafiqué par millions les esclaves arrachés au continent.

La Côte d'Ivoire n'a toujours pas échappé à la domination française, malgré son indépendance formelle en 1960, car il aurait fallu pour cela une révolution, la prise du pouvoir par les travailleurs de la Côte d'Ivoire et des pays voisins. Les atouts de la Côte d'Ivoire (cacao, coton, café, pêche, port, voies ferrées) profitent surtout aux étrangers, spécialement aux capitalistes français. Cette région de l'Afrique de l'Ouest et du Golfe de Guinée se révèle de plus en plus riche en pétrole et en gaz, que se disputent les impérialismes français et américain.

Aujourd'hui, l'impérialisme français intervient en Côte d'Ivoire pour maintenir les conditions de l'exploitation capitaliste et pour contrer l'influence grandissante de son rival américain. Plus du quart du capital social des entreprises ivoiriennes est détenu par des entreprises françaises. Les grands groupes capitalistes français (Total, Alcatel, Bolloré, Bouygues, France Télécom, Société Générale, Saupiquet....) contrôlent largement le crédit, le bâtiment, le négoce des produits agricoles, le téléphone, le transport ferroviaire, les raffineries, l'eau, etc. Pour garantir leurs profits en Afrique, l'État français y entretient 10 000 militaires en permanence.

Tous les gouvernements français ont admis les emprisonnements et les exécutions, la corruption du régime de Houphouët-Boigny et de Gbagbo, incarnations politiques de la bourgeoisie compradore chrétienne du sud du pays. Ils en sont parfois les conseillers directs. La « politique africaine » menée par De Gaulle et Foccart, Chirac et Pasqua, Mitterrand père et fils, a provoqué un génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994.

Devant le déchaînement de la violence militaire et coloniale sur ordre de Chirac en personne, les partis issus de la classe ouvrière se sont comportés comme des larbins du président et de l'armée :

Je voudrais dire l'émotion du Parti socialiste et notre totale solidarité avec les forces françaises en mission... Nous demandons à ce que les groupes parlementaires soient tenus informés... (Julien Dray, porte-parole du PS, 8 novembre).

Parce que le sang a coulé en Côte d'ivoire, provoquant des drames humains inacceptables dans nos deux pays et la mort de soldats français... permettez-moi de vous demander la réunion d'urgence de l'Assemblée nationale... et débattre des initiatives que la France doit prendre... (Marie-George Buffet, secrétaire du PCF, au Premier ministre, 7 novembre)

Les chefs réformistes refusent d'exiger le retrait des troupes. Au contraire, ils s'associent aux cérémonies d'union nationale organisées par Chirac, Raffarin et Alliot-Marie à l'occasion du retour des corps de 9 militaires. Ils approuvent l'envoi de renforts. Ils réclament d'être associés plus étroitement à la politique de Chirac.

Il faut dire que le PCF s'est, depuis 1934, rallié au patriotisme auquel le PS avait succombé dès 1914. Devenus sociaux-chauvins, ces partis ont renié toute lutte anti-militariste et anti-colonialiste. Le président Gbagbo est membre de l'Internationale « socialiste ». De la même manière qu'ils trahissent en France, en appelant à voter Chirac en mai 2002 ou en soutenant la nécessité de « réformes » contre les acquis sociaux, les partis réformistes et les directions syndicales se retrouvent aux côtés des capitalistes français et de l'armée impérialiste contre les travailleurs et la jeunesse de la Côte d'Ivoire.

Assez d'union nationale ! Impérialisme français, bas les pattes devant la Côte d'ivoire !

Ceux qui écrasent le peuple ivoirien sont les mêmes qui nous exploitent et qui nous répriment, qui privatisent les services publics et qui étranglent le droit à la santé, à l'instruction, à une retraite décente. L'ennemi est dans notre pays. L'échec de l'intervention coloniale en Côte d'Ivoire face à la mobilisation populaire serait un encouragement pour les travailleurs du monde entier, y compris pour la classe ouvrière française.

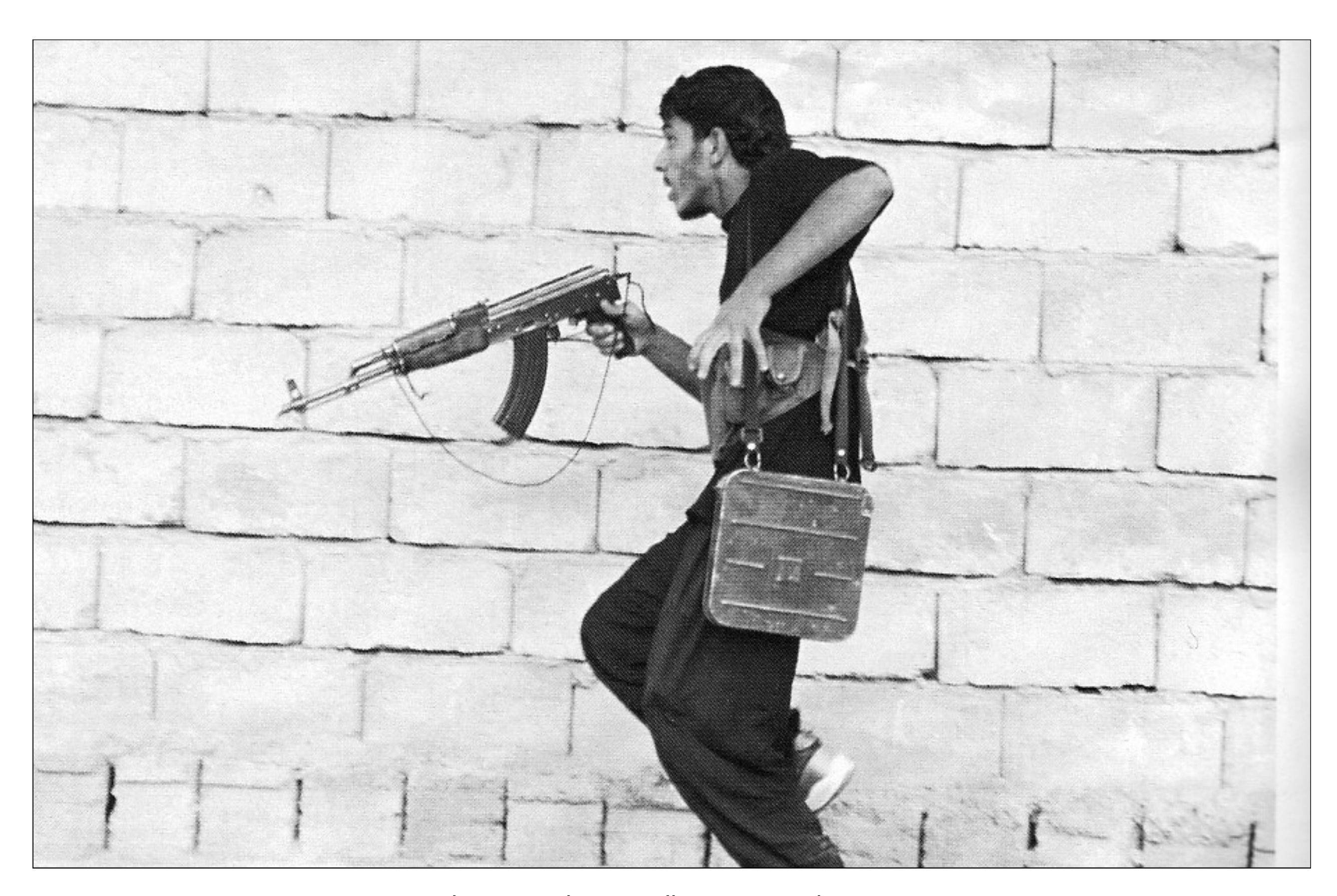
Retrait immédiat de toutes les troupes françaises de Côte d'Ivoire ! Aucune intervention militaire de l'ONU ! Fermeture de toutes les bases militaires françaises d'Afrique ! Retrait immédiat des troupes françaises de Haïti et d'Afghanistan !

Manifestation de toutes les organisations ouvrières, partis (PCF, PS, LCR, LO) et syndicats, pour le retrait des troupes coloniales, pour l'annulation de la dette, contre le gouvernement Chirac-Barnier-Alliot-Marie ! Leur responsabilité est d'organiser des grèves et des blocages dans les ports, les aéroports, les télécommunications... pour empêcher l'intervention impérialiste.

14 novembre 2004

Adresse du Collectif révolution permanente à la classe ouvrière, aux révolutionnaires internationalistes

Il est nécessaire d'arrêter la guerre impérialiste contre les peuples d'Irak pour bloquer l'offensive internationale de la bourgeoisie contre les travailleurs



Combattant irakien à Fallouja, novembre 2004

L'offensive militaire déclenchée par les impérialismes américain et britannique, qui se démasque à travers les tortures dans les prisons de l'armée américaine et la destruction de Fallouja, n'est pas seulement dirigée contre les masses irakiennes.

Après la restauration du capitalisme en Russie, le premier État ouvrier de l'histoire, l'impérialisme américain a franchi un saut qualitatif dans ses attaques contre la classe ouvrière mondiale, en particulier contre la sienne et contre les masses ouvrières et paysannes des pays dominés. En s'appuyant sur un bloc avec l'impérialisme britannique, l'impérialisme américain vise aussi à soumettre à une pression croissante les puissances impérialistes qui sont en concurrence avec lui, particulièrement les impérialismes français et allemand.

L'attentat contre les deux tours de New York a fourni à Bush, opportunément, le prétexte pour commencer une nouvelle phase des interventions armées impérialistes (dans le prétendu cadre d'une nouvelle politique de guerre préventive) et, en conséquence, pour mettre la pression sur les impérialismes français et allemands.

Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'avenir de la population d'Afghanistan et d'Irak. Si l'impérialisme n'est pas défait, si la résistance armée contre l'occupation ne l'emporte pas, si la mobilisation des ouvriers, de la jeunesse contre ses

propres gouvernements impérialistes échoue, cela facilitera l'augmentation de l'exploitation dans le monde entier de la classe ouvrière et de la petite paysannerie.

Ce qui est jeu, c'est la survivance de l'exploitation capitaliste et du pillage impérialiste. Ce qui est en jeu est l'accroissement des tensions économiques, politiques et militaires entre les impérialismes rivaux et, par conséquent, le surgissement de nouveaux conflits et massacres.

Si l'impérialisme n'est pas défait, il avancera de manière à détruire les forces productives au moyen de la guerre, de l'augmentation du chômage, de la dégradation des ressources naturelles et du pillage colonial avec l'exploitation accrue des masses de l'Amérique latine, de l'Afrique, de l'Asie et d'Océanie par la dette, mille fois remboursée déjà, et de l'achat à vil prix de leurs actifs financiers, de leurs ressources industrielles, agricoles et minières.

La classe ouvrière doit réagir et défendre non seulement Fallouja, Mossoul et Bagdad, mais à plus grande échelle : le sort auquel le régime capitaliste voue l'humanité, à savoir l'exploitation de l'homme par l'homme. Chaque jour qui passe, le dilemme socialisme ou barbarie se précise.

Les masses d'Irak n'ont rien à attendre de la persécution contre les Kurdes, ni des meurtres des femmes, ni des attentats-suicides qui tuent plus de civils irakiens que de soldats américains, mais doivent miser sur le combat révolutionnaire des travailleurs et sur la solidarité active de la classe ouvrière des États-Unis pour qu'elle lutte contre sa propre bourgeoisie et le gouvernement Bush.

Afin d'empêcher la marche vers la barbarie, les travailleuses et les travailleurs, les ouvrières, la jeunesse du monde, ont manifesté plus d'une fois leur disponibilité à la lutte. La meilleure aide que chaque fraction du prolétariat mondial peut apporter au peuple irakien est le combat contre son propre gouvernement, pour l'expropriation de sa propre bourgeoisie, pour la révolution socialiste

Mais les régimes bourgeois des pays dominés (comme le dictature de Saddam Hussein ou du régime de iranien actuel), les directions bourgeoises des peuples opprimés (l'OLP palestinienne ou l'UPK et le PDK kurdes), les directions islamistes (le Hamas comme les oulémas irakiens) sont incapables de mobiliser efficacement les ouvriers, les paysans pauvres et la jeunesse contre l'impérialisme parce qu'ils défendent la propriété privée et le capital.

Les organisations créées autrefois par la classe ouvrière sont contrôlées par des appareils vendus complètement à la bourgeoisie. Ils freinent et empêchent systématiquement les combats des masses car ils conduisent au socialisme.

Par conséquent, il est nécessaire que les travailleuses et les travailleurs les plus conscients reprennent la tâche de construire dans chaque pays un véritable parti ouvrier révolutionnaire, qui incarnera l'avenir de l'humanité toute entière.

À bas les gouvernements impérialistes agresseurs de l'Irak !

Front unique de toutes les organisations syndicales et politiques issues des travailleurs pour empêcher la guerre impérialiste !

Défaite de l'impérialisme !

Guerre à la guerre impérialiste!

Victoire de la résistance irakienne face aux troupes d'occupation !

Gouvernement ouvrier et paysan en Irak !

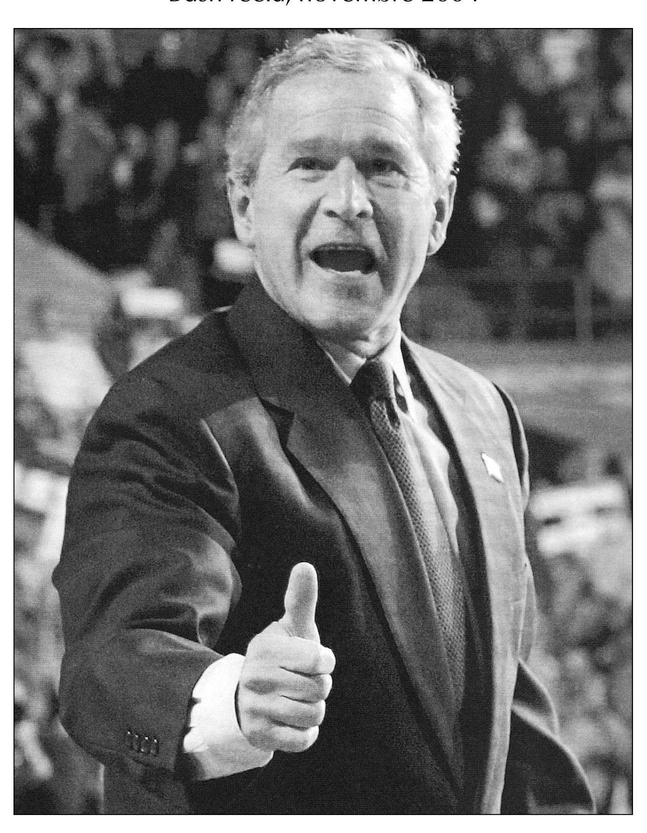
Révolution prolétarienne en Irak et tout le Proche-Orient !

27 novembre 2004

Bureau politique
du Collectif Révolution permanente



Bush réélu, novembre 2004



En défense des 21 points et du Collectif

Présentation des discussions sur l'Appel et des polémiques avec les déserteurs du Collectif

La grande œuvre du regroupement et de la consolidation de l'armée en lutte du prolétariat révolutionnaire ne peut être accomplie que si l'on se démarque totalement de ceux qui soumettent le prolétariat à l'influence de la bourgeoisie et si on les combat implacablement. (V. Lénine, Résolution du POSDR, 1911)

Que ce soit pour l'Internationale communiste en 1922 ou pour la 4e Internationale en 1951, le mot d'ordre de « front unique anti-impérialiste » a toujours désigné l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie. En ce sens, le front unique anti-impérialiste s'oppose à l'expérience historique du Parti bolchevik et surtout à la stratégie de la révolution permanente adoptée par la 4e Internationale dès ses années de gestation. Le bilan de l'adaptation au nationalisme bourgeois fut catastrophique en Argentine (Posadas et Moreno), au Chili (Vitale) et en Bolivie (Lora) et contribua à la destruction de la 4e Internationale.

Voilà pourquoi le Collectif définissait comme condition à un regroupement international principiel le rejet du front unique anti-impérialiste :

Nous réaffirmons la validité du programme de la révolution permanente contre la politique du « front unique anti-impérialiste » avec la bourgeoisie nationale, orientation qui a été réfutée par la tragédie de la révolution chinoise de 1927. Nous impulsons l'unité d'action la plus large de tous les exploités contre l'impérialisme, tout en maintenant l'indépendance totale vis-à-vis de tout courant bourgeois et de tout gouvernement capitaliste. (Appel du Collectif, août 2003, point 5)

Le projet d'un collectif international avait été lancé en décembre 2002, à Buenos-Aires par le CWG de Nouvelle-Zélande, le GOI du Chili, le GB de France, la LOI d'Argentine et LM du Pérou.

Le Collectif s'est réuni une première fois à Paris en avril 2003 pour discuter d'un Appel international dans le but de rassembler les communistes révolutionnaires. L'Appel a été l'objet d'une critique d'un membre du Grupo Germinal de l'État espagnol, restée sans réponse du Collectif. Le GG, en tant que tel, a ensuite envoyé une contribution en 14 points, avec son adhésion au Collectif, à l'occasion de la 3e conférence du GB.

Mais les représentants de la LOI, l'organisation la plus importante, ont quitté le Collectif lors de sa réunion de La Paz en avril 2004, après que la direction de la LOI a manœuvré pour empêcher sa tenue.

Entre-temps, la direction de la LOI-FTI a osé accuser LM d'être des « staliniens » et des « polpotistes», selon la misérable méthode de calomnies que la plupart des révisionnistes ont repris des nationalistes, des sociaux-démocrates et des staliniens.

Los revolucionarios franceses de la "Fracción Unidad y Revolución", en la primera línea de combate contra el frente popular brasileño

La FTI déclare : « les révolutionnaires français de la FUR, en première ligne contre le front populaire brésilien », *BIOI* n ° 6, novembre 2003



UNITE & REVOLUTION

Pourquoi nous rejoignons les rangs du Courant Communiste Internationaliste du Parti des Travailleurs,

La FUR annonce en mars 2004 son ralliement à une des prétendues quatrièmes internationales, la QI (SI) lambertiste dont la section brésilienne (OT) est toujours dans le parti de Lula… donc dans le front populaire

Au même moment, la direction de la LOI couvrait d'éloges le Britannique Chris Edwards et le groupe français FUR. Edwards, un partisan du front unique anti-impérialiste, a rejoint depuis la « 4e Internationale » pabliste ; la FUR s'est dissoute et a adhéré à la « 4e Internationale » lambertiste. La direction de la LOI est véritablement experte en matière de « trotskysme principiel » !

Le dirigeant du CWG Dave Brownz avait été particulièrement scandalisé des procédés de la direction de la LOI envers ses camarades péruviens du CEMICOR. A juste titre, le CWG avait exigé la rétractation des calomnies de Carlos Munzer et Silvia Novak.

Il ne l'a jamais obtenue, mais le camarade Brownz a choisi de s'incliner. Il ose même donner des leçons de morale prolétarienne en compagnie des bandits morénistes ! Il joue depuis le rôle pitoyable de l'intellectuel qui fournit aux interminables outrances et aux oukases grotesques des matamores de la LOI un habillage théorique qui les rende plus acceptables.

La réunion de La Paz du Collectif a décidé, malgré les manœuvres de la direction de la LOI, de maintenir le

cap de l'Appel en 21 points, vers le regroupement des révolutionnaires clairement délimité des nationalistes, des réformistes et des centristes qui s'adaptent aux précédents. Sa première initiative a été de lancer un appel internationaliste le 1er mai axé sur le soutien à la lutte anti-impérialiste du peuple irakien ; les suivantes, de rédiger un projet de document sur l'Europe (en cours de discussion) et de publier comme prévu un organe de combat et de regroupement bolchevik-léniniste à l'échelle internationale, *Révolution Permanente.*

A objectif honteux, méthodes douteuses : pour justifier son départ du Collectif, la direction de la LOI et de la FTICI a inventé toutes sortes de mensonges, dont celui de son exclusion et celui d'un tournant droitier des organisations fidèles au Collectif.

La contrefaçon ne s'est pas arrêtée là, puisqu'en utilisant frauduleusement l'écho de l'Appel des 21 points en Amérique latine, ils ont mis sur pied un « Comité Paritaire » ou « Comité de Liaison » avec des partisans du front unique anti-impérialiste (TCI, CRI...). Le Comité de Liaison « zimmerwaldien » de la LOI refuse évidemment de condamner le « front anti-impérialiste ».

Contrairement à ses engagements de publier toutes les contribution des organisations qui soutiennent l'Appel en 21 points, la FTI comme son « Comité de liaison » ont censuré le bilan détaillé du GB sur le fonctionnement du Collectif après les premières crises qu'il avait connues à cause des agissements de la direction de la LOI, la réponse du GG sur la bureaucratie ouvrière et l'aristocratie ouvrière, la réponse du GB au CWG sur le projet de résolution sur l'Europe du Collectif (qui est en cours de discussion), etc.

Malgré des moyens qui sont réduits, le Collectif publie dans ce numéro de *Révolution Permanente* un premier lot de documents :

- ***Réserves du Grupo Germinal avec l'Appel du Collectif***, est le texte que le GG de l'État espagnol a livré à la discussion quand il a demandé sa cooptation au Collectif, qui l'a en effet accepté dans ses rangs avec PO de Bolivie et PO de Colombie.

- ***La FTI et son centre international*** de LM défend la position léniniste du type de la « gauche de Zimmerwald » : éventuelle tactique de participation aux initiatives des centristes, subordonnée à la plus grande intransigeance programmatique. Il l'oppose nettement à la stratégie (héritée du morénisme) de la LOI, qui consiste à mettre sur pied, soi-même, des regroupements centristes comme une étape indispensable.

- ***Réponse au GOI (FTI) sur l'aristocratie ouvrière***, est la réponse du GG (jamais publiée par le GOI ni la FTI dont il est membre) à la polémique de deux dirigeants du GOI du Chili [les thèses du GG sur l'aristocratie ouvrière et la polémique du GOI-FTICI sont disponibles en espagnol sur le site www.revolution.socialiste.info].

- ***La positionnement sur l'Appel*** de la TCI. La TCI est un courant d'Amérique latine d'origine loriste, composé d'un groupe brésilien (FT) et d'une organisation argentine (POR). Leur contribution critique justement les outrances, les zigzags de l'intervention et des erreurs gauchistes de la LOI, mais sans jamais en voir les racines opportunistes, sans démasquer l'adaptation congénitale de la LOI au nationalisme latino-américain. Cela tient à ce que la TCI partage avec la LOI une matrice commune, le pablisme qui a détruit la 4e Internationale en adoptant des positions pro-staliniennes et pro-nationalistes en 1951, puis en trahissant la révolution bolivienne de 1952 et l'insurrection des ouvriers de l'Est de l'Allemagne de 1953.

- ***21 points ou 5 points ? Collectif ou Comité de Liaison ?*** est la réponse du GB (membre du Collectif) à la TCI (membre du Comité de Liaison). La TCI reste prisonnière de la fiction d'une « 4e Internationale » sans centre international et sans section nationale, ce qui témoigne de son incapacité à s'arracher au marais centriste, révisionniste et liquidateur du « mouvement trotskyste » contemporain. En témoigne l'adhésion explicite de la TCI au « front unique anti-impérialiste » que d'autres pratiquent plus hypocritement en capitulant devant les directions islamistes. Tout ceci explique pourquoi le POR argentin -et la FT brésilienne davantage encore- se sont engagés avec la LOI dans la constitution d'un « Comité de liaison » contre l'Appel en 21 points du Collectif. A cette date, la TCI n'a pas répondu à ce texte.

- ***Appeler les choses par leur nom***, est une lettre d'un des rédacteurs de l'Appel de 2003, envoyée aux organisations qui se sont déclaré intéressées par l'Appel en 21 points et qui sont sollicitées aujourd'hui par les alchimistes sans principes de la FTI-CI pour rejoindre un regroupement sans programme, le CL, et même attaquer le Collectif.

décembre 2004

Révolution Permanente

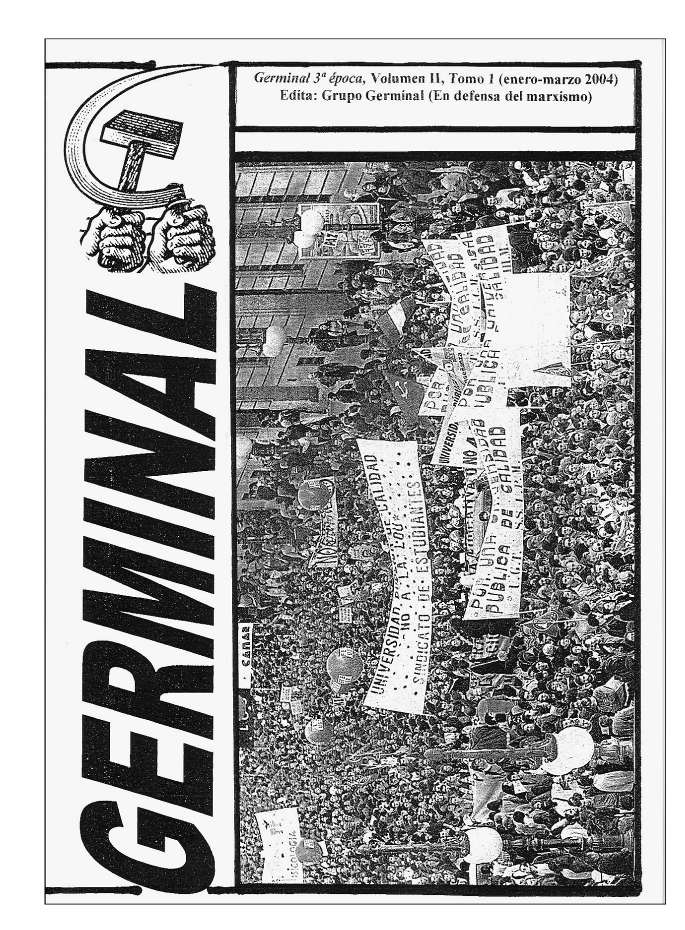
Una Polémica de la FTI (CI)
con el Groupe Bolchevik (Francia)
y el Grupo Germinal (España)
• ¿"Vía Pacífica" a los Estados Unidos
Socialistas de Europa o Federación de
Repúblicas de los Consejos Obreros?

En couverture du *BIOI* n° 2, juin 2004, la FTI invente que ses partenaires d'hier, les organisations européennes du Collectif, ont soudain adopté... la « voie pacifique » au socialisme

Grupo Germinal / État espagnol

Réserves au texte de l'Appel à une Conférence Internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes

1. Il faut approfondir et améliorer l'analyse de la crise économique, en démontrant clairement l'impossibilité pour les forces productives de continuer à croître sous le capitalisme dans sa phase impérialiste. Pour cela, il est nécessaire de définir clairement le concept de forces productives et celui des besoins de l'humanité. Le texte doit, de même, traiter du nouvel essor de l'économie d'armements (lequel, aujourd'hui, contrairement à l'après seconde guerre mondiale impérialiste) non seulement ne parvient pas à freiner le chômage mais, de plus, augmente encore, si c'est possible, le parasitisme, les déficits et le capital fictif.
2. Concernant les organisations centristes, nous, les révolutionnaires, ne devons pas simplement nous « séparer » mais nous délimiter politiquement au couteau afin de pouvoir, soit les faire évoluer et les pousser à gauche,soit nous permettre de gagner les éléments ou les courants qui s'en dégageront sur leur gauche.
3. Quant à l'impérialisme et aux puissances impérialistes, il faut expliquer que, dans sa phase actuelle, en plus de poursuivre la baisse de prix des matières premières, ils visent par dessus tout le contrôle de ces dernières, de façon conflictuelle entre les différents impérialismes. D'autre part, l'impérialisme survit en recourant à la conquête de nouveaux marchés qui plus que « géographiques » sont maintenant « sectoriels » (comme, par exemple, en agriculture avec les semences transgéniques et les brevets, en pharmacie avec des brevets nouveaux, dans le secteur audio-visuel...). De même, il nécessite de nouveaux marchés de la marchandise force de travail (« délocalisations ») et de capitaux pour financer les déficits croissants des métropoles. La conquête de ces nouveaux marchés se traduit par la négation des besoins historiques de l'humanité, la destruction des acquis et, au bout du compte, la possibilité d'atteindre un niveau historique supérieur.
4. A propos de « l'utopie bourgeoise d'une Europe capitaliste unifiée », il est nécessaire de développer davantage l'argumentation en expliquant à quelles condition, en effet, une telle utopie réactionnaire pourrait être réalisée au travers de reculs énormes des conditions de vie des masses (spécialement de la jeunesse et de l'immigration) ; à partir d'attaques redoublées contre les conditions de travail et les niveaux de salaire du prolétariat (qui n'épargnerait pas l' aristocratie ouvrière) ; au prix de l'approfondissement de la destruction de forces productives (et, spécialement, de la force de travail et des ressources naturelles) ; avec l'exacerbation des guerres commerciales et du réarmement destiné tant à défendre l'ordre bourgeois que, en dernier ressort, à résoudre les guerres commerciales sur le terrain militaire ; à condition d'une augmentation de la répression policière, de la négation de la démocratie et du développement de tendances bonapartistes dans les divers États et dans le cœur même de la « construction européenne ».
5. Il faut développer la critique du nationalisme bourgeois, spécialement de son incapacité à résoudre et assurer les exigences démocratiques radicales. La théorie de la révolution permanente, vérifiée positivement et a contrario par l'expérience historique, explique que le début et l'approfondissement de la révolution dans chaque pays, avec les conquêtes démocratiques et socialistes du gouvernement ouvrier et paysan, se résoudront sur l'arène mondiale. Par conséquent, il est nécessaire de redoubler l'appel aux prolétariats à soutenir tous les processus révolutionnaires.
6. Dans la thèse 8, il faut délimiter et distinguer clairement les organisations bourgeoises des organisations ouvrières-bourgeoises et des organisations ouvrières car la rédaction, telle qu'elle est actuellement, laisse à croire que lorsque nous exigeons l'indépendance des organisations ouvrières, nous nous référons aux organisations bourgeoises qui sont citées dans le paragraphe précédent.
7. En ce qui concerne la caractérisation du Forum social mondial comme une nouvelle internationale réactionnaire, il est nécessaire de mieux lier la reconversion du stalinisme avec le rôle que celui-ci joue dans le FSM. Ce qui, entre autres, suppose le développement en son sein de tendances social-démocrates (ainsi que l'avait déjà pronostiqué Trotsky il y a des années) comme réaction à la disparition du centre du Kremlin. Il est de même nécessaire de clarifier les difficultés que la bourgeoisie va avoir pour édifier solidement une telle internationale si celle-ci répond aux intérêts d'un impérialisme particulier. D'autant que l'Internatio-



nale social-démocrate n'est pas en voie de disparition.

8. Il saute aux yeux que l'Appel élude la discussion sur les États qui peuvent encore être caractérisés comme États ouvriers dégénérés ou déformés. En fonction de la connaissance de la réalité de chacun d'eux quant au maintien de la propriété collective, du degré d'extension et d'approfondissement du processus de privatisations, du monopole du commerce extérieur, des normes de production et de distribution, des rapports de forces entre les bureaucraties restaurationnistes et le prolétariat, entre celles-là et l'impérialisme et entre ces dernières (impérialisme et bureaucratie) et le prolétariat mondial. Il sera, en outre, nécessaire d'analyser l'importance de la destruction du premier État ouvrier, la Russie, afin d'analyser la nature de ces États, d'en déduire ce qu'implique cette caractérisation pour la lutte de classes mondiale.

9. Il est absolument indispensable de faire figurer que les révolutionnaires sont pour la défense de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, y compris de ses conquêtes partielles. Il est totalement indispensable de mentionner que les révolutionnaires sont pour la défense inconditionnelle de ces conquêtes *également* dans les pays impérialistes.

10. En ce qui concerne le passage sur le terrorisme, étant donné que ce texte se réfère au terrorisme individuel, il ne se prononce pas sur le terrorisme aveugle et massif qui prédomine actuellement. Il est absolument nécessaire que le texte condamne celui-ci, d'autant que plusieurs les attentats de ce type ont déjà été dirigées directement contre la classe ouvrière.

11. La rédaction actuelle sème des illusions sur le rôle de l'ONU. L'ONU retourne-t-elle en l'Irak pour défendre la France et l'Allemagne ? Il est nécessaire de caractériser l'actuelle crise de l'ONU, si nous voulons être armés politiquement pour la discussion avec les militants de base du centrisme et du réformisme pacifiste. Il est de même aussi nécessaire d'introduire dans le texte l'analyse, la caractérisation et le moment actuel des blocs militaires, spécialement de l'OTAN, ainsi que les projets de « défense commune européenne ».

12. On doit différencier, en les caractérisant, les différents syndicalismes (Europe, Amérique latine, États -unis, Russie, Chine, etc.). Préciser que, dans l'actuelle évolution du réformisme syndical, la collaboration de classes se transforme en une intégration de la bureaucratie et, surtout, dans l'intégration complète et la dépendance du syndicat vis à vis de l'État bourgeois. Il faut rectifier dans la thèse 14 la phrase « au profit de cette bureaucratie » : la bureaucratie collabore pour maintenir et améliorer son *modus vivendi*, mais cela profite à la bourgeoisie et, dans de nombreuses occasions, cela suppose d'aller à l'encontre de ses intérêts propres de bureaucratie en général ou de certaines de ses couches en particulier.

13. Il est indispensable de différencier le front unique ouvrier de l'unité d'action (contrairement à l'expression employée de « front unique ou unité d'action »). Le front unique est un niveau supérieur de l'unité d'action. Il convient de développer les éléments d'une politique actuelle de front unique pour chaque pays, en fonction des rapports de forces dans chacun d'eux et en fonction du degré de décomposition des partis ouvrier bourgeois et des organisations syndicales. Ces organisations restent aujourd'hui encore les instruments dont dispose la classe en l'absence du parti ouvrier révolutionnaire de masse, en conséquence de quoi il est nécessaire d'articuler les revendications transitoires en pont sur l'axe de front unique qui rend possible leur réalisation.

14. Quant au centrisme pseudo-trotskyste (thèse 18), il faut expliquer les dynamiques « internes » qui ont mené à la dégénérescence qui caractérise les politiques qui l'a menées. Expliquer le comment et le pourquoi de cette dégénérescence est une tâche indispensable à mener afin d'être armé dans les discussions que nous serons amenés à avoir avec des groupes de diverses origines idéologiques. Il est de même nécessaire d'analyser le danger de la construction de mini-appareils composés de déracinés sociaux, en tirant le leçons, entre autres, de la dégénérescence lambertiste.

2 décembre 2003

Grupo Germinal (Groupe Germinal)

Lucha Marxista / Pérou

La FTI et son « Centre International »

Du 9 à au 11 avril 2004, s'est réuni à La Paz le Collectif pour une conférence internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes, que le COTP-CI (depuis renommé FTICI) a quittée. Cet abandon a été le résultat de l'échec de la politique de manipulation de la FTI, qui prétendait imposer au Collectif son arbitraire, son orientation vers le centrisme, Buenos Aires comme siège de la Conférence projetée... L'article suivant a abordé les caractéristiques centristes de la FTI, courant moréniste de gauche qui, selon ses dernières prétentions, prétend fonder « un centre international transitoire avec centralisme démocratique ». RP

La FTI (ex-COTP-CI) impulse une Conférence Internationale pour décembre prochain, où elle prétend fonder un « Centre International » ; mais cette Conférence et ce centre ne se dirigent pas vers le regroupement révolutionnaire du trotskysme. Pour le démontrer, nous nous référerons à la justification de ce projet faite par la FTI elle-même, dans l'article *Notre lutte pour un Zimmerwald et Kienthal, sur le chemin pour régénérer et refonder la IVe Internationale,* signé par Silvia Novak et publié dans le *BIOI* n°6 de novembre 2003.

Le dogme de Zimmerwald et Kienthal

La FTI écrit comme si les décennies 1910, 1920 et 1930 de crises dans les 2e et 3e Internationales, dans lesquelles les révolutionnaires ont été obligés de combattre pour leur regroupement, la plupart du temps à l'intérieur de partis réformistes de masses, étaient identiques à aujourd'hui. Contre l'évidente actualité, la FTI souhaite avec ferveur que l'histoire puisse être répétée, pour continuer à se référer mécaniquement au passé et ainsi convertir sans problème ses déductions erronées en dogmes.

Mais comme nous le savons, la création et la débâcle postérieure de la IVe Internationale ont placé les révolutionnaires trotskystes dans une situation historique différente en général, et en particulier quant aux circonstances pratiques de la lutte pour leur regroupement. Prendre pour point de départ l'assimilation des conditions concrètes dans lesquelles sont placés les noyaux révolutionnaires contemporains, aux conditions en vigueur quatre-vingt années plus tôt, est un très mauvais début. Toutefois, c'est bien ce que fait la FTI quand elle essaie de fonder mécaniquement son projet sur une succession déterminée d'événements lors de la formation de la IVe Internationale, de la constitution de la IIIe Internationale et des Conférences de Zimmerwald et de Kienthal, telles qu'elles se sont produites, prises comme processus indispensables qu'il faut reproduire fidèlement à notre époque. Tout l'article répond à cette vision désastreuse. Pour la conception de la FTI, il est nécessaire de calquer l'histoire, même si l'histoire nous résiste. Les conclusions auxquelles elle aboutit sont mortelles.

Examinons sa position sur Zimmerwald. Si les léninistes se sont trouvés dans la nécessité d'intervenir dans un effort de regroupement dominé par le centrisme -le « Comité Socialiste International de Zimmerwald »– alors, pour Novak, les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent revivre nécessairement une telle expérience, au point de produire nous-mêmes les obstacles pour le regroupement qui, durant la première guerre impérialiste, nous avaient été imposés par les circonstances externes. Cette conception anti-dialectique peut se formuler ainsi : s'il est actuellement possible de prendre une autre option concrète pour la construction de l'Internationale révolutionnaire, il ne faut pas la suivre, puisqu'il faut inexorablement constituer d'abord un regroupement centriste zimmerwaldien.

De cette manière, l'étendard de Zimmerwald et Kienthal qu'agite la FTI conduit à un dogme pernicieux capable de bloquer et de faire avorter la formation d'une fraction révolutionnaire internationale, germe de l'Internationale, comme l'ont été en leur temps la Gauche de Zimmerwald, l'Opposition de Gauche Internationale de l'Internationale communiste ou, plus en arrière, la Ligue des Communistes.

L'évocation de la fondation de la IIIe Internationale ou de la formation du Bloc des Quatre en 1933, ne valident pas la conception mécaniciste de la FTI. L'Internationale Communiste ne s'est pas fondée avec comme plan de la remplir de « centristes cristallisés »; elle ne s'est pas fixée à elle-même une phase indispensable dans laquelle la majorité correspondrait à des « compagnons de route ». La nécessité d'un bloc avec les syndicalistes révolutionnaires n'avait pas non plus cette signification.

De même, l'Opposition de Gauche Internationale n'a jamais fait d'un possible regroupement avec le centrisme, une « étape » idéale. La *Déclaration des Quatre* de 1933 a été adoptée dans le cadre de la participation de l'Opposition trotskyste à la « Conférence des organisations communistes et socialistes de gauche », conférence non convoquée par l'Opposition ; en même temps, le SAP et l'OSP, membres du Bloc épisodique, mais non de l'Opposition trotskyste, ont été qualifiés par Trotsky de centristes de gauche. Évidemment, ce n'est qu'à partir du développement du programme révolutionnaire que le Bloc des Quatre a un sens. Ce sont les trotskystes de la Ligue Communiste Internationaliste qui l'ont développé.

Les révolutionnaires de notre temps ne viennent pas de subir l'échec du Bureau Socialiste International de la Seconde Internationale et nous ne venons non plus pas d'être exclus de la Komintern. En fait, la IVe Internationale est morte il y a déjà plus de cinquante ans.

A chaque fois, de tels événements ont créé des conditions face auxquelles les bolcheviks-léninistes ont su faire des pas tactiques pour le regroupement communiste international. Rien de ceci ne nous oblige, dans les circonstances actuelles, à une répétition de Zimmerwald ni à la constitution immédiate d'un Comité Socialiste International centriste. La désintégration de la IVe Internationale nous a placés devant la tâche de la constitution d'un courant international qui forge son identité sur la ligne programmatique de la destruction du centrisme des dernières décennies qui se réclame de la IV. Nos tactiques doivent répondre à cet objectif de regroupement. Toute prétention à rester comme la gauche d'un « mouvement trotskyste mondial » imaginaire, comme l'a toujours revendiqué la FTI, signifie faire partie de l'ensemble des aspects de ce centrisme révisionniste, pour aboutir à l'objectif d'une nouvelle « étape » de regroupement centriste international.

Étapisme centriste

La FTI prétend ignorer que Lénine affirmait le 10 avril 1917 dans *Les Tâches du prolétariat dans notre révolution* :

L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude vacillante, « kautskiste », « centriste », ce qui a immédiatement obligé la ***gauche de Zimmerwald*** *à s'en désolidariser, à s'en séparer et à lancer son propre manifeste.* (V. Lénine, *Œuvres* t. 24, p. 73)

Mais selon la méthode de la FTI, les révolutionnaires ont le devoir de s'engager à promouvoir un regroupement international avec ceux qui, **dès le début**, sont liés au centrisme. En faisant de nécessité vertu, la FTI arrive à dire que : « *Sans cette conférence de Zimmerwald (...) on n'aurait pas pu mettre sur pied la gauche de Zimmerwald* ». Ce qui équivaut à dire que le léninisme a été, et devra toujours être, un sous-produit de tout projet centriste.

Rien de plus faux. Trotsky rappelle ce qui s'est réellement passé :

Dès que s'est consolidé la « Gauche de Zimmerwald », Lénine, en dépit de son extrême faiblesse (elle était incomparablement plus faible que l'actuelle organisation internationale des bolcheviks-léninistes) posa la question de la rupture avec Zimmerwald. Cette rupture se fit attendre contre la volonté de Lénine, qui ne s'était pas trompé, toutefois, dans sa caractérisation. (L. Trotsky, *Alchimie centriste ou marxisme ?* 24 avril 1935, *Œuvres* t. 5, p. 278).

En fait, l'apparition et la consolidation de la « Gauche de Zimmerwald » a été le résultat, non d'une quelconque « étape » centriste, mais de la politique avec laquelle Lénine est allé dès le début à Zimmerwald, conférence que les léninistes n'avaient certainement pas organisée.

Toutefois, pour la FTI, il existe une **étape** de la lutte « pour la régénération et la refondation de la IVe Internationale », qui consiste à se regrouper avec le centrisme dans « un Zimmerwald et Kienthal ». Selon elle : « *Lénine en 1915 - 1916 n'a pas pu se payer le luxe de sauter cette étape* », « *n'a jamais proposé de sauter cette étape* ». Ces affirmations sont évidemment très regrettables et révèlent que la conception de « Zimmerwald et de Kienthal » a un caractère étapiste réformiste qui finit par se dévoiler. Pour la FTI, la régénération et la refondation de la IVe Internationale a le caractère d'une étape incontournable, d'où le regroupement avec le centrisme dans un « Centre International » est inévitable.

Peleamos por fortalecer un polo obrero, socialista, antiburocrático, revolucionario e internacionalista, que pueda ser un punto de referencia para miles de obreros perspicaces que vienen haciendo un costoso aprendizaje acelerado con todas las trampas del sistema, con las puñaladas por la espalda que les clavan a cada paso la burocracia sindical y las capitulaciones de la "izquierda" subordinada a los gobiernos, al régimen y al Estado de los explotadores.



L'application de la ligne de Zimmerwald : « Nous luttons pour fortifier un pôle ouvrier... », manifeste électoral de la LSR et de la LOI-DO du 4 juillet 2003

Il est impossible de ne pas identifier immédiatement cette idée du « Centre International » avec celle du Front Unique Révolutionnaire (FUR) du morénisme. Quelle autre chose peut signifier présenter ce « Centre International » dont parle la FTI, comme « *un objectif central pour toute une période* » (S. Novak, 17 juin 2003) ? Le FUR est justement la conception dans laquelle les révolutionnaires doivent se fondre dans un seul parti avec les centristes, pour qu'après une période prolongée, de cette expérience surgisse un parti révolutionnaire de masses. Dans le cas du « Centre International », cela veut dire qu'à travers une période –une étape- de cohabitation centriste, il faut supposer que sera « régénérée et refondée » la « Quatrième Internationale ». Le seul inconvénient est que le « Centre International » FTI est identique au FUR. On sait ce que cela donne. Les FUR des deux vedettes du morénisme sont des expériences probantes : le MAS argentin s'est converti au réformisme et le PSTU brésilien présente un éventail d'opportunistes.

Un exemple clair de cette conception opportuniste de

la FTI sur le centrisme, a été la constitution de son « *pôle* » ou « *bloc révolutionnaire* » électoral avec la LSR argentine en 2003.

La LSR est une organisation qui ne s'est montrée à aucun moment intéressée par la Conférence Internationale qui était convoquée par le Collectif et qui n'a pas adhéré à l'Appel, ni n'a remis aucun texte de contribution. Toutefois, la FTI a transformé opportunément la LSR en centriste « révolutionnaire », grâce au fait que celle-ci possédait la légalité électorale nécessaire. Le « *pôle révolutionnaire* » n'était pas le Collectif pour la Conférence Internationale, qui avait élaboré un programme d'action internationaliste, programme dédaigné par la LSR ! Ce qui s'est passé est que la FTI effectue des tentatives multiples pour que la LSR et les organisations de ce type acceptent de faire partie de son projet de « Centre International ».

Le sectarisme fébrile de la FTI envers la majorité des organisations du Collectif pour une Conférence Internationale (GB, GG, LM, PO) a été le corollaire de son opportunisme souple face à la LSR et après de son abandon du Collectif -conçu comme un regroupement d'égaux sous un programme révolutionnaire- au profit d'un « Comité Paritaire » (qui renvoie à l'aventure Moreno-Lambert de 1979), organisme où la FTI entend manœuvrer les groupes centristes éventuels qu'elle parviendra à agglomérer, vers son futur « Centre International ».

Maintenant, la FTI prétend « régénérer la Quatrième Internationale », sans la refonder immédiatement. C'est sûrement inutile, parce qu'il leur suffit de déclarer régénérés certains fragments pour que la « Quatrième Internationale » soit plus vivante que jamais. La question est que toutes les expériences pour « reconstruire », « régénérer » ou « refonder » la IV pendant un demi-siècle ne nous ont pas rapprochés d'un pouce de la construction du parti mondial de la révolution socialiste, mais ont terminé de pulvériser toute possibilité de dresser une Internationale ouvrière révolutionnaire, en recollant les débris des épigones. Le cas de la FTI, débris du centrisme moréniste qui prétend établir un FUR international, est très représentative des perspectives nulles de déclarer rebâtie la IVe Internationale, en ignorant les conditions réelles dans lesquelles nous a placés sa destruction complète.

Buts et méthodes de sa conférence

Quand nous élaborions l'Appel à la Conférence Internationale, quand les membres du Collectif pour une Conférence Internationale discutaient d'un « Centre International », nous ne savions pas encore que nous ne parlions pas de la même chose.

La plupart des groupes extérieurs à la FTI n'ont jamais conçu la « Centre International » auquel se réfère l'Appel, comme une « étape » centriste. La plupart d'entre nous avons revendiqué dès le début le « centre international » comme un synonyme de fraction internationale léniniste-trotskyste, non comme le dogme étapiste centriste qu'il a toujours été pour la FTI. C'est seulement en décembre 2003 (ayant déjà rompu avec l'ex COTP-CI), que nous avons pris connaissance de l'article suivant et nous avons pu vérifier les véritables intentions de la FTI :

Les camarades de Lucha Marxista et du GB, qui combattent pour une nouvelle internationale sous leur formule algébrique, posent la question de directement mettre en place une 'gauche de Zimmerwald', ce qui signifie à notre avis, que la lutte pour convoquer à la Conférence internationale poursuivrait de fait l'objectif de mettre sur pied une tendance ou fraction trotskyste révolutionnaire et internationaliste (...)

La tâche du moment est de mettre sur pied un centre international de regroupement des forces saines du trotskysme principiel et des courants ouvriers révolutionnaires qui évoluent de droite à gauche. C'est-à-dire, il s'agit de combattre par une Conférence Internationale, pour un Zimmerwald et Kienthal...

De cette manière, la grave divergence de buts est apparue. Lucha Marxista, comme le Groupe bolchevik et les autres membres du Collectif, sont pour intervenir dans les processus du centrisme, mais non pas pour capituler devant lui.

Ce n'est pas tout. A LM, nous considérons aussi nécessaire, et nous le mettons en pratique, de travailler vers certains groupes du réformisme de gauche et vers la base des partis réformistes. Les déclarations de la FTI sur cette question restent dans l'air. Les principales divergences sur la Conférence Internationale renvoient à ses objectifs et aux méthodes qui en découlent.

Les militants de Lucha Marxista étaient officiellement, pour la FTI, des « révolutionnaires internationalistes ». Quelques mois après, quand elle a découvert qu'un ex-membre opportuniste de LM voulait les rejoindre, la FTI nous a transformés d'un coup en « staliniens », en « polpotistes », en « groupe décomposé » et cent adjectifs en plus. Ensuite, ils ont répandu sur le Collectif un flot immoral de mensonges, avec les méthodes pourries du centrisme vieilles de plusieurs décennies. Enfin, les événements se sont précipités au point où la FTI lance sa Conférence Internationale propre, en marge de la majorité des groupes du Collectif qui, à l'origine, s'étaient fixé la tâche de l'organiser.

Le Collectif ne renonce pas à organiser une Conférence du trotskysme principiel, mais sans les pièges du morénisme. Désormais, avec la clarification du projet de la FTI, les groupes révolutionnaires sympathisants de l'Appel élaboré par le Collectif l'année passée, sont meilleure posture pour affiner leur caractérisation de la FTI et leurs relations avec elle. Lucha Marxista sera attentif aux manquements relatifs au programme que fera sûrement la FTI. Même si, une fois de plus, il faille pour cela passer bien trop de temps à lire des milliers de lignes d'un verbiage répétitif, saturé de formules et phrases toutes faites, qui n'apportent absolument rien au débat.

6 juillet 2004

S. Bravo, Lucha Marxista (Lutte Marxiste)

Grupo Germinal / État espagnol

Réponse au GOI / Chili et à la FTI-CI sur l'aristocratie ouvrière



Miliciens de la CNT, Barcelone, 1936

Chers camarades Lourdes et Joaquin V, nous répondons à votre critique de notre contribution à la discussion du Collectif sur l'aristocratie ouvrière, intitulée *Thèses sur l'aristocratie ouvrière*. Nous le ferons en suivant, point par point, votre lettre.

Point 1

Dans le point 1 de votre réponse, et après une citation partielle et hors de contexte de notre thèse 14, vous vous demandez :

Cela signifie que les partis de l'aristocratie ouvrière, comme la social-démocratie, suivront aussi ce cours ?

Eh bien, non, camarades, nous jugeons tout le contraire, nous affirmons noir sur le blanc dans la thèse suivante (nº 15) :

La bureaucratie ouvrière sécrétée par l'aristocratie ouvrière s'est convertie, et elle ***se convertira****, en ennemie militaire de la révolution...*

Ensuite, vous citez longuement une résolution du second congrès de la IIIe Internationale, une citation qui ne coïncide pas avec la version dont nous disposons. Sans doute, cela est dû à une traduction différente. Les temps de conjugaisons, entre autres, ne coïncident pas. Dans des conditions, vous aurez sûrement à cœur de donner les références de la version vous avez extrait la citation.

De toute façon, celle-ci ne contient pas l'argumentation plus minimale contre nos thèses... mais tout le contraire. Cette déclaration de la IIIe Internationale à laquelle vous vous recourez donne raison à nos thèses en général et à la 16.3 en particulier.

Mais il faut lier vos affirmations gratuites du point 1 de votre réponse à nos thèses avec celles du point 9 de votre même réponse où vous vous exclamez, une fois de plus :

Comment l'aristocratie ouvrière, ses partis et ses bureaucraties syndicales ne sont pas un appui militaire pour la bourgeoisie !!! [que de points d'exclamation...] *Sans cet appui, il n'y aurait pas première guerre mondiale.*

Le second congrès de la IIIe Internationale dont vous extrayez la citation hors de son contexte, s'est tenu en juillet 1920. Or, durant cette même année, Lénine a rédigé une préface à son œuvre *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, rédigée en 1916. Donc, il s'était écoulé six ans depuis le déclenchement de la Première guerre mondiale impérialiste. Contrairement à ce que vous affirmez :

On conçoit que ce gigantesque ***surprofit*** *(car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux travailleurs de "leur" pays)* ***permette de corrompre*** *les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouvertes et camouflés. Cette couche de travailleurs embourgeoisés ou d'"aristocratie ouvrière", complètement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal appui de la IIe Internationale, et, aujourd'hui, le principal* ***soutien social*** *(pas militaire) de la bourgeoisie*. (Lénine, *Préface aux éditions française et allemande de* L'Impérialisme, 6 juillet 1920, *Œuvres* t. 22, Progrès, p. 210)

Point 2

Vous prétendez réfuter notre thèse 5 avec une citation, dont, une fois de plus, vous omettez de fournir la référence au lecteur. Selon vous, l'expression « *concrétiser l'évolution de l'opportunisme ouvrier déjà dénoncé par Marx et Engels* » s'oppose à votre affirmation que, dans la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière, s'est produit « *un saut de quantité en qualité* » [sic].

Pour vous, la loi dialectique de la montée de l'abstrait au concrète n'existe pas. Pour vous, « l'évolution » des phénomènes physiques et sociaux ne donne pas lieu à des changements quantitatifs et à des sauts qualitatifs. On a envie de multiplier les poins d'exclamation, à la façon de la LOI. Évidemment, la concrétisation de cette évolution de l'opportunisme signifie un saut de quantité en qualité. Vous enfoncez des portes ouvertes ! Peut-être vous pensez que, quand on parle d'évolution, on écarte le mouvement dialectique de la réalité. Si c'est le cas:

Si le simple changement mécanique de lieu contient

déjà en lui-même une contradiction, à plus forte raison les formes supérieures du mouvement de la matière et tout particulièrement la vie organique et son développement. (Engels, *Anti-Dühring*, ch. 12, 1878, Éditions Sociales, p. 151)

Dans ce même point, vous affirmez que les camarades qui ont préparé des matériels pour les thèses :

doivent reconnaître, dans la thèse « Sur Lénine et la distinction entre aristocratie et bureaucratie » qu'ils n'ont pas trouvé une seule distinction de Lénine à ce sujet. ***Et ils ne pourront en trouver dans aucun travail et héritage stratégique et relatif au programme de la IIIe et de la IVe Internationales.*** (c'est nous qui soulignons)

Premièrement, par malheur, nous ne disposons pas de plusieurs militants pour se consacrer à une tâche tellement spécifique. Par conséquent, un seul camarade a pris sur son temps de loisir et en dehors d'autres tâches militantes.

Deuxièmement, nous voulons conseiller, comme bonne pour qu'une discussion entre des camarades soit fructueuse, la patience et l'humilité envers l'adversaire idéologique. Nous avons essayé de nous appliquer cette prescription à nous-mêmes parce que les discussions avec vous en ont plutôt besoin.

Par conséquent, nous avons accordé la plus grande attentions à votre affirmation. A l'étude, elle est hasardeuse. Dans la préface juillet 1920 que nous avons déjà citée, Lénine distingue aristocratie et bureaucratie :

Corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière...

Lénine, s'il ne faisait pas une distinction, aurait économisé l'emploi des deux expressions « chefs ouvriers » et « couche supérieure de l'aristocratie ouvrière ». Vous savez bien, puisque vous recourrez si souvent à son autorité, que Lénine essayait d'être modéré et didactique dans ses documents destinés aux travailleurs.

Mais nous avons essayé de profiter plus encore de votre réponse pour avancer dans la discussion, pour avancer **collectivement** dans le développement de nos positions.

On sait depuis longtemps que la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières sont la base sociale de l'opportunisme. En Russie, ce phénomène a pris des formes nouvelles. Sur la base de la dictature du prolétariat - dans un pays arriéré et encerclé par les pays capitalistes - s'est créé pour la première fois, à partir des couches supérieures de travailleurs, un puissant appareil bureaucratique qui s'est élevé au-dessus des masses, qui leur commande, qui jouit de privilèges considérables ; ses membres sont solidaires les uns des autres et il introduit dans la politique de l'État ouvrier ses intérêts propres, ses méthodes et ses procédés. (Trotsky, *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, ch. 10, 27 janvier 1932, *Comment vaincre le fascisme,* Buchet-Chastel, p. 174)

Nous parlons, évidemment, des simples ouvriers, et non de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. [...] Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la social-démocratie et une mince couche de l'aristocratie ouvrière préfère en dernière instance une victoire du fascisme à la dictature révolutionnaire du prolétariat. (Trotsky, *Le Tournant de l'IC et la situation en Allemagne*, ch. 5 et 8, 26 septembre 1930, *Comment vaincre le fascisme,* Buchet-Chastel, p. 27 et 38)

Camarades, ne vous semble-t-il pas que Trotsky, que vous invoquez également souvent, pourrait, lui aussi, faire l'économie des termes « bureaucratie ouvrière » et « aristocratie ouvrière », entre « dirigeants de la social-démocratie » et « petite couche de l'aristocratie » si, pour lui, il n'avait aucune différence ?

En fait, vous ne vous interrogez pas sincèrement sur l'existence d'une telle différence, mais vous essayez de profiter du manque de temps des camarades pour faire accroire que Lénine, mais aussi la IIIe et la IVe Internationales n'ont jamais distingué entre bureaucratie et aristocratie ouvrière.

Nous avons vu ce qu'il en était pour Lénine (et pour Trotsky). Passons maintenant aux IIIe et IVe Internationales :

La ***vieille bureaucratie*** *professionnelle essaye par tous les moyens d'obtenir que les syndicats conservent leur caractère d'organisations de* ***l'aristocratie ouvrière****.* (*Le Mouvement syndical, les comités d'usine et d'entreprises,* 2e congrès de la IIIe Internationale, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Librairie du Travail, p. 53)

A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail ! [...] De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant ***la bureaucratie et la nouvelle aristocratie*** *doivent être chassées des soviets.* (*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* IV Internationale, ch. sur l'URSS, 1938, GB, p. 41)

Encore une fois, ne croyez-vous pas, camarades, que si les fondateurs de la IVe Internationale, dont Trotsky, ne distinguaient pas entre bureaucratie et aristocratie, ils auraient économisés les formulations qui précèdent ? Vous conviendrez avec nous qu'ils s'efforçaient d'être didactiques et concis. Nous pourrions citer davantage mais c'est bien suffisant pour avoir dissipé nos doutes. Bien sûr, Lénine et Trotsky, la IIIe Internationale et la IVe Internationales ont clairement distingué entre bureaucratie et aristocratie.

En outre, vous avez arrêté la déclaration de l'IC que vous citez partiellement... juste avant la phrase suivante :

Et ce n'est que sous la direction d'un Parti [qui est véritablement l'avant-garde de la classe révolutionnaire] *que le prolétariat peut annihiler l'apathie et la résistance de* ***la petite aristocratie ouvrière, composée des chefs du mouvement syndical*** *et corporatif corrompus par le capitalisme...* (*Les Tâches principales de l'Internationale communiste,* thèse 4, 2e congrès de la IIIe Internationale, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Li-

brairie du Travail, p. 43)

Vous avez choisi de couper cette phrase parce qu'elle infirmait clairement votre critique hostile, *« en rien exagérée ».* Cette phrase prouve que pour le second Congrès de la IIIe Internationale, l'aristocratie ouvrière est restreinte, petite, et composée de chefs syndicaux qui sont corrompus. Alors que, pour vous, l'aristocratie ouvrière était, et est maintenant, composée de nombreux travailleurs, par beaucoup plus ! Si nous prenons au pied de la lettre ce que vous écrivez, pour vous, seuls les travailleurs au chômage sont à l'abri de l'accusation d'appartenir à « l'aristocratie ouvrière ».

Bien sûr, nous ne pouvons pas nous guider sur la base d'une seule phrase, mais par l'ensemble des déclarations et résolutions de la IIIe Internationale. Le Grupo Germinal a sûrement commis des erreurs et, probablement, nous avons présenté un projet qui présente des limites et qui a besoin d'être développé. C'est pourquoi nous avons besoin d'examiner au sein du Collectif cette proposition. Nous croyons aussi que le Collectif et les militants révolutionnaires et internationalistes méritent une vraie discussion sur la question, pour arriver, si c'est possible, à des thèses clarificatrices et à des positions qui nous aident tous à avancer.

Mais une chose est claire : il existe une différence réelle entre la bureaucratie et l'aristocratie ouvrière. Nous vous l'avons démontré avec des citations des mêmes auteurs auxquels vous vous remettez.

Au delà des citations, pensez-vous un seul moment que les partis sociaux-démocrates et les reliquats du stalinisme, sont des organisations parcourues aussi par des divisions sociales et politiques internes, fidèle reflet de la classe ouvrière et de la société à un moment déterminé. Comme matérialistes, pensez-vous que les conditions concrètes de vie quotidienne des bureaucrates « libérés » de l'esclavage salarié (les permanents) sont les mêmes que celles de l'aristocrate ouvrière non libérée de leur assujettissement au travail quotidien ? Pensez-vous que quand le capital ferme des segments de la production, quand il reconvertit des branches complètes de l'économie, quand il « délocalise » la production, la distribution et les services, cela épargne la petite couche minoritaire de l'aristocratie ouvrière ? Pensez-vous que ces phénomènes affectent de manière identique les bureaucrates syndicaux et les dirigeants politiques de la social-démocratie, du stalinisme et même du centrisme « trotskyste » ? Ne pensez-vous que cette réalité a des répercussions, en dernière instance, sur la réalité politique du mouvement ouvrier ? Vous avez cité le texte du second Congrès de la IIIe Internationale (*Les Tâches principales de l'Internationale communiste*), mais nous vous recommandons de faire attention aussi à *la Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne* de ce même congrès. Vous y verrez qu'entre le parti et la classe, il existe une différence, qu'il est nécessaire de les distinguer.

Point 3

Dans le point 3, vous affirmez que :

Dans vos thèses, vous parlez comme si nous étions face à un mouvement ouvrier comme celui de l'époque relativement réformiste et du développement organique du capitalisme. C'est pourquoi vous parlez d'une seule couche de travailleurs, l'aristocratie ouvrière -...

Camarades, à vous lire, un doute soudain nous assaille. Nous voulons vous le communiquer, pour que vous nous éclairiez : avez-vous lu nos thèses ? Avez-vous lu le texte dont vous faites une critique si acerbe ? Discutez-vous avec notre texte ou avec vos propres fantômes ? Ne croyez vous pas que tout militant qui a eu l'occasion de lire nos thèses, s'interrogera de même sur votre affirmation ?

Si nous avons fait un effort dans ces thèses sur l'aristocratie ouvrière, accompli dans la mesure de nos faibles possibilités, c'est bien d'essayer de saisir le mouvement historique réel de la classe, son évolution jusqu'à nos jours. Une autre chose est ne pas être d'accord avec le résultat, ce qui est votre droit. Lisez donc notre document, spécialement les thèses 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 14, et vous en conviendrez.

D'autre part, nous accuser de ne parler que de la couche des travailleurs qui forment l'aristocratie ouvrière nous paraît une très mauvaise méthode de discussion, très peu sérieuse. Permettez-nous-vous d'utiliser à nouveau une exclamation (votre style est décidément contagieux) : notre projet est intitulé *Thèses sur l'aristocratie ouvrière* !

Si je dis que l'organisme humain ne peut vivre sans respirer de l'air frais, je ne nie pas pour autant les avantages de la nutrition, ni l'importance de l'estomac comme organe de la digestion. (Trotsky, *Contribution à une discussion sur les fondements théoriques de la LCI,* pt. 13, 4 décembre 1933, *Œuvres* t. 3, p. 116)

Évidemment, il serait nécessaire d'élaborer des thèses sur les chômeurs. Pourquoi ne le faites-vous pas ? Puisque vous dites qu'on ne peut parler de l'aristocratie **sans** parler des chômeurs, vous avez le devoir moral de le faire. Nous les attendons avec impatience, parce que nous avons besoin de savoir ce que vous pensez réellement et parce que ce segment de la classe ouvrière nous préoccupe spécialement, pas seulement parce que vous l'utilisez comme argument polémique, mais parce qu'il affecte et affectera l'ensemble de la classe ouvrière mondiale.

Vous mêmes reconnaissez la nécessité de clarifier cette question dans la seconde citation de la IIIe Internationale que vous faites dans votre point 3, mais vous négligez la phrase :

Le parti communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat en lutte par la révolution socialiste, retiendra ***les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés****...* (*Thèse sur la tactique,* ch. 5, 3e congrès de la IIIe Internationale, juin 1921, *Quatre premiers congrès de l'IC,* p. 100, nous soulignons)

A ce propos, ne vous semble-t-il pas que ce même texte que vous invoquez contient une affirmation de la IIIe

Internationale qui renforce notre thèse 14 ? Comment comprenez-vous l'expression du troisième congrès ?

*intérêts **momentanés** de l'aristocratie ouvrière... (*p.100, nous soulignons)

Pour en finir avec ce point, nous voulons attirer l'attention sur votre façon de manipuler et de désinformer vos militants, mais qui se retourne contre vous. Vous avez pour coutume de déformer les véritables positions de votre adversaire, mais vous battez les records avec cette accusation :

Pour vous, au contraire, ce qu'il s'agit est de faire à l'aristocratie ouvrière beaucoup de publicité...

Vous répétez le même message indigent dans votre point 7, avec les poins d'exclamation habituels :

Et vous nous appelez à faire publicité à l'aristocratie ouvrière et à ses partis... !

Camarades, vous nommez maintes et maintes fois dans vos publications, le Forum Social Mondial. Faites-vous avec cela de la publicité au Forum Social ? Si l'on suit votre piteux raisonnement, oui.

Hélas, pour ne pas nommer le diable, il n'en cessera pas moins d'exister dans les âmes. Et on aura beau invoquer le diable et les dieux, on n'exorcisera pas les démons qui produisent les canailles.

Point 3

Vous finissez ce point avec une des vos nombreuses de menaces :

Dites la vérité, camarades : vous jugez que Lénine et la IIIe Internationale se sont trompés sur cette question. Ainsi, nous serions devant une révision sérieuse, et nous pourrions l'examiner avec une plus grande clarté. On ne peut pas réviser sans dire qu'on révise, camarades.

En premier lieu, nous avons le droit d'espérer que vous, et tout révolutionnaire et internationaliste, nous accordez que nous parlons franchement, que nous livrons notre pensée à son point de développement actuel et que nous l'avons fait explicitement, par écrit. Mais, si voulez nier notre droit à proposer cette contribution à la discussion, comment se fait-il que vous n'ayez jamais critiqué notre contribution à l'Appel ? C'est sur cette base que vous avez accueillis le Grupo Germinal dans le Collectif et nous y disions déjà ce que nous avons développé dans les *Thèses*.

Deuxièmement, nous maintenons que notre contribution sur l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie est le résultat d'un effort pour poser la question de l'aristocratie et de la bureaucratie avec la plus grande clarté possible. Au contraire, votre commentaire est un document rempli de confusions et basé sur l'esbroufe. Toute personne qui met sur la table côte à côte nos thèses et votre critique n'aura pas d'autre choix que le reconnaître, qu'elle soit d'accord ou non avec nos thèses. Mais vous nous avez déjà habituées à exiger beaucoup de ménagement et à ne pas vous comporter, vous, de manière correcte.

Troisièmement, quant à la révision, vous devez- tirer la leçon de votre différend avec l'héritage de Lénine et de Trotsky, celui de la IIIe et de la IVe Internationale. Nous l'avons vu précédemment et ce n'est pas fini...

Point 4

On doit arrêter sur un point camarades !

Il est certain que vous avez rédigé quelques lignes sans vous être exclamés. Sur quel point devons-nous arrêter ? Il semble que le lecteur devrait vous accorder que :

Il n'y a pas meilleures alliées pour les bourgeoisies indigènes des pays semi-coloniaux que l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières des pays impérialistes !

Camarades, en effet, vous devez vous arrêter pour reprendre votre souffle, après cette grande découverte. Il est des sots qui, voulant jeter une pierre à quelqu'un, se blessent eux-mêmes. Vous devez méditer sérieusement sur votre affirmation-exclamation : il n'y aurait pas meilleure alliée des bourgeoisies indigènes que l'aristocratie ouvrière. En avez-vous tiré sérieusement les conclusions ? Cela signifierait que les bourgeoisies locales ont un plus grand soutien d'une partie de la classe ouvrière que de la bourgeoisie impérialiste elle-même...

Point 5

Dans le point 5 de votre critique, vous prétendez que pour nos thèses, le *Programme de Transition* est erroné. En outre que, en définissant le stalinisme en reconversion comme centrisme de droite, nous cessons de considérer à le stalinisme comme une bureaucratie. Qui plus est, nous nous transformons en compagnons de route de tous les renégats qui participent aux Forums Sociaux pour aider l'impérialisme. Enfin, nous justifions le « Bloc Socialiste » que ces renégats du trotskysme ont constitué au Chili avec le stalinisme.

À chaque ligne de votre réponse, nous devons nous frotter les yeux et le doute nous assaille à nouveau : avez-vous lu les thèses que vous prétendez critiquer ? Est -ce que vous parlez à des révolutionnaires internationalistes qui combattent avec vous depuis des mois pour constituer un regroupement internationale ? Ou écrivez-vous un texte pour la galerie ? Dans ce dernier cas, il faut forcer la manipulation dans l'interprétation du texte au maximum, car peu vous importe le résultat de la discussion, seul compte l'effet démagogique.

De nouveau, nous devons vous dire que cela nous paraît une mauvaise méthode. Ce qui est révolutionnaire et internationaliste, c'est d'essayer de construire un regroupement international pour mettre sur pied un centre, une direction. Mais, pour cela, nous avons besoin d'arguments basés ce qui est réellement en discussion. Les militants méritent plus de respect ; il ont besoin d'une discussion dans laquelle se confrontent réellement les positions défendues de part et d'autre.

Répondons à toutes ces avanies une par une. Vous dites :

Le Programme de Transition *était-il pour vous erroné dans son programme pour la révolution politique*

quand il affirmait : « Dehors l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière des soviets ! » et qu'il appelait à l'insurrection et à la guerre civile pour les mettre en échec ?

Eh non, camarades ! Une fois de plus, non. Peut-être nous nous expliquons mal. Si nous avançons nos positions par écrit, c'est aussi pour nous expliquer mieux, tant pour les autres que pour nous, dans le but de trouver une explication aux phénomènes actuels de la lutte de classes. Ceci seulement ne peut être approché que dans le cadre d'une discussion collective. C'est ce que le Grupo Germinal a expliqué dans sa lettre d'adhésion au Collectif. Nous n'avons ni dit ni pensé que le *Programme de Transition* était erroné sous cet angle.

Qu'est-ce qui vous permet d'avancer, camarades, que le GG renie le *Programme de Transition* ? Rien dans notre contribution, nulle part. Reconnaissez-le publiquement ou apportez des preuves.

Les thèses du Grupo Germinal essaient de saisir le développement d'un phénomène concret, à savoir l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières, dans leur réalité du moment, dans leurs déterminations et dans les implications que cela comporte pour les révolutionnaires et internationalistes. Remarquez bien que nous disons « essayer ». Ce n'est pas pour nous une formule vide, ni une pose, ni de la fausse modestie. Nous étudions un phénomène et nous rédigeons nos premières conclusions pour discuter avec davantage de camarades. Nous le faisons à partir d'évidentes limitations politiques, pour profiter et faire profiter d'une véritable discussion, de l'échange de réflexions et d'autres contributions, qui ne peuvent que servir l'ensemble des organisations et des militants révolutionnaires et internationalistes.

Qu'avons-nous dit précisément ? Voici ce que dit sur la question de la bureaucratie stalinienne la thèse n° 8 :

D'autre part, cette exacerbation des caractéristiques de l'impérialisme a exercé une telle pression sur son agent direct dans l'État ouvrier dégénéré soviétique qu'elle a entraîné le « suicide » social de la bureaucratie thermidorienne stalinienne comme telle et a ouvert le processus de sa conversion en bourgeoisie compradore. Ces développements ont abouti à la disparition de la bureaucratie soviétique et à la dissolution de l'aristocratie ouvrière soviétique. De cette façon, le stalinisme a perdu son rôle spécifique au sein de l'opportunisme politique et il doit, maintenant, entamer un processus de reconversion politique (concrétisé, pour le moment, dans un centrisme de droite qui s'exprime de manière exemplaire dans le mouvement des Forums Sociaux).

Tel était le moment de notre pensée, soumise à discussion pour avancer, pour l'améliorer et pour mieux saisir le mouvement de la réalité de la lutte de classes. Dans l'*Appel à une Conférence internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes*, le Collectif analyse la période ainsi :

L'événement décisif a été la destruction de l'URSS en 1991 et le rétablissement consécutif du capitalisme en Russie par la bureaucratie stalinienne qui usurpait le pouvoir des travailleurs depuis 1924.

L'Appel a-t-il raison ? Si oui, l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a été détruit et, par conséquent, avec lui ont aussi disparu quelques couches sociales qui lui étaient spécifiques. En particulier, la bureaucratie soviétique et l'aristocratie soviétique étaient deux couches très spécifiques de cet Etat.

L'histoire a confirmé la pire des hypothèses formulées par les révolutionnaires internationalistes dans le *Programme de Transition* : la restauration du capitalisme dans le premier Etat ouvrier de l'histoire. Mais de là à dire que l'histoire a condamné les mots d'ordre destinés dans le *Programme de Transition* à sauver à cet Etat de sa destruction, voici presque 70 ans, il y un pas. Au contraire, l'histoire a confirmé, précisément, le *Programme de Transition*. Si les masses d'URSS étaient parvenues à réaliser ces mots d'ordre, on aurait sauvé l'Etat ouvrier de la destruction.

Par falsification ou par incompréhension, vous concluez de notre thèse :

Le stalinisme a cessé d'être une bureaucratie, a cessé d'être contre-révolutionnaire.

Eh non, camarades. Pour nous, comme il est pourtant clairement dit, ce qui a été détruit est la bureaucratie soviétique, non le stalinisme. Le stalinisme international est dans un processus de reconversion, certainement déjà tellement mûr qu'il a commencé à se décomposer, inévitable à partir de la transformation achevée de l'ex-bureaucratie soviétique en bourgeoisie compradore, du moins les segments de la bureaucratie qui ont pu le faire. Tout ceci est conforme au Programme de Transition. Vous devriez y réfléchir.

Selon vous, parce que nous affirmons que *« le stalinisme a perdu son rôle spécifique dans l'opportunisme politique et doit maintenant faire face à un processus de reconversion politique »*, vous déduisez que pour le GG *« le stalinisme a cessé d'être une bureaucratie, a cessé d'être contre-révolutionnaire »* et, par conséquent, que la conclusion est qu'il est *« cristallisé pour le moment dans **un centrisme de droite**, qui se manifeste de manière exemplaire dans le mouvement des Forums Sociaux »*

Pour vous, alors, le stalinisme serait une bureaucratie identique à la bureaucratie opportuniste social-démocrate, par exemple... et un critère pour l'analyse des Forums Sociaux. Il s'agit de nouveau d'une révision de l'héritage de Trotsky et de la IVe Internationale. Ceux qui n'admettent pas ouvertement qu'ils révisent le marxisme, accusent les autres de le réviser sans le dire, tout en piétinant à chaque ligne le legs qu'ils disent défendre... Vieille, très vieille méthode bureaucratique de « discussion ».

Pour quelle raison la fraction stalinienne ne s'est-elle pas engagée jusqu'au bout dans la voie de l'opportunisme national ? Parce que c'est la bureaucratie d'un État ouvrier. Si la social-démocratie internationale défend les fondements de la domination de la bourgeoisie, la bureaucratie soviétique est forcée de s'adapter

aux bases sociales apparues de la Révolution d'Octobre, tant qu'elle ne procède pas à un bouleversement au niveau de l'État. De là la nature double de la psychologie et de la politique de la bureaucratie stalinienne. Le centrisme, centrisme qui s'appuie les fondements de l'État ouvrier, est la seule expression possible de cette double nature." (Trotsky, *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, ch. 10, 1932, *Comment vaincre le fascisme,* Buchet-Chastel, p. 176)

On peut considérer comme une règle générale que l'antipathie pour le concept de centrisme et pour toute autre subdivision dans le centrisme, est caractéristique des tendances qui, ou bien sont elles-mêmes centristes ou bien n'ont pas réussi encore à se libérer de leur amorphie intellectuelle. (Trotsky, *Contribution à une discussion sur les fondements théoriques de la LCI*, pt. 15, 4 décembre 1933, *Œuvres* t. 3, p. 117)]

Nous condamnons l'appareil du KPD (...) pour son ***centrisme bureaucratique****. Il s'agit d'un courant politique original qui a ses bases dans une couche sociale précise, avant tout en URSS, et adapte sa politique aux besoins de cette couche. Jusqu'aux derniers événements, la question de savoir quel facteur l'emporterait à l'intérieur du KPD (les intérêts de la bureaucratie stalinienne ou la logique de la lutte de classes) demeurait ouverte. Maintenant, il a été entièrement répondu à cette question. Si des événements d'une aussi gigantesque ampleur n'ont pas pu corriger la politique du KPD, cela signifie que le centrisme bureaucratique est absolument sans espoir. Et c'est de là que découle la nécessité d'un nouveau parti. (*Trotsky, *Le Naufrage du KPD et les tâches de l'Opposition*, 9 avril 1933, *Œuvres* t. 1, p. 117)

*Le centrisme de la fraction stalinienne (...) la plus conservatrice de toutes les formations centristes qui aient existé dans le mouvement ouvrier. Cela s'explique par le fait que le centrisme a, cette fois, trouvé un support social puissant dans la bureaucratie soviétique; les appareils des partis occidentaux n'en sont qu'un appendice. (*Trotsky, *Les Organisations socialistes de gauche et nos tâches,* 15 juin 1933, *Œuvres* t. 1, p. 213)

Il est difficile d'arriver à savoir comment vous avez tiré les conclusions de votre lettre contre les *Thèses* si on part de l'hypothèse, peu vraisemblable, que vous les avez réellement étudiées et de l'hypothèse, tout aussi hasardeuse, que votre but est de les améliorer ou de les réfuter.

En effet, nous avons un autre exemple de votre méthode de discussion. Puisque nous parlons de centrisme de droite à propos du stalinisme en reconversion, vous déduisez que nous voulons dire que le stalinisme n'était pas contre-révolutionnaire quand il dirigeait tous ses satellites depuis le Kremlin et que, maintenant, il ne l'est pas non plus. Camarades, tout opportunisme ne peut qu'être réactionnaire et contre-révolutionnaire à l'époque impérialiste. Et nous sommes à l'époque de l'impérialisme. Voulez-vous dire que, sous l'impérialisme, on peut trouver un opportunisme et un centrisme de droite qui n'est pas réactionnaire et contre-révolutionnaire ? Voilà ce que vous dites dans le point 5 de votre réponse. Qui révise le marxisme, camarades, vous ou nous ? Vous, évidemment.

Point 6

Le point 6 de la lettre des dirigeants du GOI est typique de leur vocation à la manipulation : il accuse sans aucune preuve.

Quant à l'accusation de ne pas laisser pierre sur pierre de l'*Appel à la conférence internationale,* notre seule préoccupation est de renforcer cette fortification contre l'opportunisme et le centrisme, tandis que les matériaux que vous apportez ne tiennent pas debout par rapport à vos prétentions et à votre signature de l'Appel à nos côtés. Et ceci, camarades, est une pratique très mauvaise pour des révolutionnaires, et plutôt malhonnête envers vous mêmes et vos propres militants.

Point 7

Ce point est aussi bref mais, contrairement au précédent, a un réel contenu politique. Pour vous, combattre avec acharnement contre la bureaucratie sécrétée par l'aristocratie ouvrière, préparer la confrontation violente avec cette bureaucratie et effectuer un travail politique pratique sur l'aristocratie qui la soutient, allant débusquer cette bureaucratie et l'affronter sans crainte au sein des organisations que le mouvement ouvrier a construites, mais qui ont dégénéré, ce serait du... pivertisme !

Vous militez bien dans la fraction FTI-CI qui prône aux quatre vents la nécessité d'aller chercher le centrisme là où il est, pour l'affronter ? Il semble que oui, puisque votre réponse aux *Thèses sur l'aristocratie ouvrière* est signée du SI du FTI et puisqu'elle vient, non de la boîte aux lettres du GOI Chili, mais de celle la LOI Argentine. Incontestablement, vous êtes des membres du SI de la FTI-CI. Définitivement, l'incongruité et l'inconsistance de ses déclarations est à son zénith, de nouveau.

D'autre part, dans ce point, vous prétendez avoir décelé « *quelques séquences* » opportunistes de notre déclaration mais, par malheur, vous n'avez pas l'honnêteté ni le courage de mentionner les quelles.

Point 8

Ici, vous donnez un nouvel exemple de votre ignorance du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, vous retombez dans un mécanicisme émoussé et vulgaire.

Dans notre contribution à la discussion, nous analysons comment l'impérialisme est une phase de putréfaction et de destruction des forces productives (dont la plus importante est la force de travail) et comment, quelles que soient ses aspirations, la bourgeoisie impérialiste ne peut pas échapper aux lois de l'histoire, aux contradictions mortelles du capitalisme dans sa phase tardive. Par conséquent, des destructions de branches complètes de la production se produisent, avec les effets destructeurs de postes de travail, un processus qui fait aller reculer à l'humanité vers la barbarie. Vous en dé-

duisez que, pour le Grupo Germinal, le mouvement ouvrier va retrouver le XIX e siècle.

En effet, camarades, nous comprenons que avec votre méthode mécanique, vous ayez interprété ainsi notre texte. Mais si vous abandonniez le mécanicisme vulgaire et si vous utilisiez le matérialisme dialectique, vous ne prendriez pas l'apparence pour la réalité. Si vous analysez les processus au moyen de l'outil puissant du matérialisme historique et dialectique, vous verriez que les reculs que l'impérialisme impose à l'humanité ne conduisent pas pour autant à une nouvelle phase d'expansion de la production et de la culture, par laquelle la bourgeoisie reprendrait son rôle progressif.

Si vous réfléchissez, camarades, outre que, du XIXe au XXI siècle, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de l'histoire de la lutte des classes, dans plus d'un cas, elle a été teintée du sang ouvrier grâce aux trahisons de le social-démocratie et du stalinisme (aidés dans le mesure de leur possible par le centrismes). Bref, nous pensons que le mouvement ouvrier ne se dirige pas, tout comme la société entière, vers une nouvelle époque dorée, mais vers la dislocation et la désagrégation si les révolutionnaires ne parviennent pas à l'éviter.

Dans ce point aussi, vous évoquez « *le camarade Trotsky dans qui, dans* Comment vaincre le fascisme *avait averti que le fascisme pénétrait dans le prolétariat par ses couches déclassées, mais aussi par en haut, par l'aristocratie ouvrière.*

Il se trouve que votre affirmation ne s'appuie sur aucune citation, ni aucune référence précise. C'est une bien curieuse manière d'éduquer et de faciliter la discussion démocratique. Quoi qu'il en soit, nous doutons de votre compréhension de la pensée du camarade Trotsky. Si vous le preniez au sérieux, vous sauriez qu'il a constaté l'impact du fascisme sur de larges couches de la classe ouvrière :

Le fascisme est sorti vainqueur de ces élections, ayant rassemblé non seulement des millions d'éléments semi-prolétariens, mais aussi des centaines de milliers de travailleurs industriels. (Trotsky, *Le Tournant de l'IC et la situation en Allemagne,* ch. 4, 26 septembre 1930, *Comment vaincre le fascisme,* Buchet-Chastel, p. 24)

Les dirigeants du FTI conviendront que Trotsky, dans ses textes contre le fascisme en Allemagne, utilisait le concept d'aristocratie ouvrière. Donc, s'il ne l'a pas utilisé dans ce cas, il savait ce qu'il faisait. Il se réfère clairement à des « *milliers de travailleurs industriels* ». Dans les écrits contre le fascisme, Trotsky a offert tout un spectre d'analyses précises de la situation changeante et de tactiques adaptées, en particulier celle du front unique ouvrier que vous rejetez.

Nous devons vous remercier pour le copieux extrait de l'excellent document de Trotsky sur les 90 années du *Manifeste Communiste* qui visait à démontrer que nous ne savons pas discerner « *les lois qui régissent l'époque impérialiste* ». Une fois de plus, votre citation vient donner raison, non à vos arguments contre nos thèses, mais à celles-ci. Nous avons déjà pu voir précédemment, quant à votre perception des lois générales, que vous procédez de manière très mécanique, éloignée du matérialisme dialectique, tandis que nos thèses sont fidèlement guidées par la méthode matérialiste dialectique. Nous avons aussi pu constater que vous appliquez incorrectement le legs de Lénine et de Trotsky, de la IIIe et de la IVe Internationales, sur ces lois sous la phase impérialiste.

Les lecteurs attentifs qui examineront la citation de Trotsky et nos thèses, trouveront plus d'une coïncidence et, en tout cas, aucune divergence. Trotsky a consacré cette préface à la première traduction du *Manifeste* en afrikaans à indiquer les thèses de Marx et Engels qui avaient démontré en 1937 leur pertinence et a aussi utilisé la méthode matérialiste pour mettre à jour d'autres aspects qui en avaient besoin.

La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les prévisions se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience qui est pour la pensée humaine le critère suprême. (Trotsky, *90 années de Manifeste communiste,* 30 octobre 1937, *Œuvres* t. 15, p. 233)

C'est pourquoi, camarades, nous avons tous l'obligation de développer une discussion franche et calme sur les questions brûlantes qui affectent le futur de la classe ouvrière, qui détermineront le cours de l'époque des révolutions et contre-révolutions à laquelle nous faisons face.

Face à ceux qui prétendent qu'ils polémiquent avec nos thèses sur l'aristocratie ouvrière, nous réaffirmons que nos les avons rédigées dans cet esprit, qui n'a « *rien de commun avec l'idolâtrie* ». Nous insistons à nouveau sur le fait que nous avons probablement commis des erreurs de rédaction (nous n'avons pas su concrétiser précisément ce qui a résulté des discussions du Collectif) ; nous avons aussi pu commettre des erreurs d'appréciation de la situation ; sûrement, nous avons négligé des questions ou des aspects de problèmes à éclaircir ; etc. Mais une chose est sûre : nous avons fait une proposition de discussion pour l'ouvrir sur des bases claires et qui rendent possible d'avancer dans la construction du Collectif, pour jeter les bases d'un centre international révolutionnaire.

Pour leur part, les camarades Joaquin V et Lourdes ont choisi une autre voie : citer hors contexte, ne pas répondre aux *Thèses,* recourir à la démagogie au lieu de traiter les lecteurs, tous les militants du Collectif, avec respect.

Que n'ont-ils réellement lu le texte de Trotsky qu'ils citent, sur la validité de la thèse de l'appauvrissement du prolétariat qu'ont défendue Marx et Engels :

La thèse du Manifeste *sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux se sont élevés contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils ont invariablement découvert le bien-être croissant des*

travailleurs en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat ou en prenant une tendance temporaire pour une tendance générale. En même temps, l'évolution même du capitalisme plus puissant du monde, c'est-à-dire, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus au prix de la charité étatique, municipale ou privée. (Trotsky, *90 années de Manifeste communiste,* 30 octobre 1937, *Œuvres* t. 15, p. 230-231)

Parce que camarades, avec vos positions, vous faites passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat entier et, par conséquent, en partant de positions populistes, vous vous transformez en collaborateurs des ecclésiastiques, universitaires, ministres, journalistes, idéologues social-démocrates et bureaucrates syndicaux dans leurs efforts pour détruire et jeter aux ordures le legs du marxisme.

Vous écrivez en caractères gras la phrase suivante du document de Trotsky en question :

a produit non l'éducation de l'avant-garde révolutionnaire mais la dégénérescence bourgeoise de ***l'aristocratie*** *ouvrière ce qui à son tour s'est transformé le principal frein à la révolution prolétariat*

En d'autres termes, vous reconnaissez, vous qui critiquez tant nos thèses, que Trotsky leur donne raison en rappelant l'importance du phénomène pour le succès ou à l'échec de la révolution prolétarienne. Une telle citation justifierait la rédaction de nos thèses ainsi que leur pertinence, dans les grandes lignes et même beaucoup de détails.

Ceci dit, nous devons de nouveau poser la question des citations des camarades Joaquin V et Lourdes. Nous avons vu que ce n'est pas la coutume du SI de la FTI de respecter ses propres militants, sans parler de ceux avec qui il prétend polémiquer. Tout militant a le droit démocratique de contester ce qu'affirment ses dirigeants. Puisque vous invoquez Lénine et Trotsky, la IIIe et la IVe Internationales, le minimum serait de fournir aux militants qui vous dirigez (évidemment aussi aux autres du Collectif) les éléments pour vérifier vos prétendues sources et la le contexte des citations. En l'occurrence, d'où tirez-vous cette phrase que vous attribuez à Trotsky ?

Parce que les sources dont nous disposons donnent des choses passablement différentes :

· *the bourgeois degeneration of the labor* ***aristocracy*** (édition en anglais du MIA*)*

· *la degeneración burguesa de la* ***clase*** *obrera (*édition en castillan : *Escritos* de la Editorial Pluma, p. 27)

· *la dégénérescence bourgeoise de la* ***bureaucratie*** *ouvrière* (édition en français : *Oeuvres* de l'Institut Léon Trotsky, p. 234)

De « classe ouvrière » à « bureaucratie ouvrière » il y a une différence significative, de « bureaucratie » à « aristocratie » aussi.

L'édition en castillan des Editions Pluma est traduite de l'anglais et admet que *« la version originale de* New International *de janvier 1938* [la revue de la section américaine], *contenait plusieurs erreurs et qu'une version corrigée est parue le mois suivant ».*

L'édition en français de l'ILT signale (p. 229) que la « Préface à l'édition en langue afrikaans de la première édition dans cette langue du *Manifeste du parti communiste* » est une traduction du russe revue et corrigée à partir des *Archives Trotsky*, réf. 4225. Tout le monde reconnaît la connaissance excellente du russe des éditeurs de l'édition française (« bureaucratie ouvrière »). Tout le monde admet que les Editions La Pluma (« classe ouvrière »), dont les responsables appartenaient au courant politique d'où viennent les dirigeants du FTI, ont essayé de rassembler les écrits de Trotsky de manière sérieuse et consciencieuse. N'est-il pas étrange que vous ne donniez pas la référence de la version que vous avez retenue, celle de la version anglaise du MIA (« aristocratie ouvrière »), mise l'an dernier sur Internet ? Nous inclinons à donner raison à l'édition française (« bureaucratie ouvrière »), puisqu'elle part de l'original russe et que les éditeurs de l'ILT sont de bons connaisseurs tant de l'anglais que du russe. Mais, quelle que soit la traduction du russe, elle n'invalide pas nos thèses.

Point 9

Ce point, camarades, contient pour sa part deux affirmations très intéressantes. La première, la question de l'appui militaire de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie dans la Première guerre mondiale a été déjà été examinée (pt. 2). Nous vous laissons vous en prendre à Lénine, et non à nos thèses. La seconde nous a laissées absolument perplexes malgré plusieurs lectures et nous avons, pour finir, renoncé à comprendre.

Vous écrivez sur le GG :

Vous affirmez que nous sommes soumis à des pressions qui nous conduisent, dans nos positions théoriques et relatives au programme, à nous adapter à nos bourgeoisies nationales du monde semi-colonial. Et nous affirmons que vous avez commencé à vous adapter sur le terrain théorique (et relatif au programme ?) à la bureaucratie et à l'aristocratie ouvrière qu'en Europe vont étrangler ou combattront pour le faire, les tendances au soulèvement du prolétariat de ce continent.

Nous avons donc relu nos thèses à plusieurs reprises pour voir où il était écrit que vous vous adaptiez aux bourgeoisies semi-coloniales et nous n'avons rien trouvé. Si vous souhaitez lire les thèses du Grupo Germinal, nous vous les enverrons avec plaisir. En tout cas, vous avez l'obligation de dire quelle thèse, ou paragraphe, de notre proposition de discussion contient le propos que vous nous prêtez. A défaut, tout lecteur sera obligé de constater une nouvelle falsification.

A moins qu'il s'agisse d'un lapsus qui trahit votre véritable pensée et vos véritables positions. Mais, comme nous prétendons parvenir à des conclusions politiques, non psychologiques ni moins encore, psychanalytiques, nous vous demandons quelques précisions... Aucune

des déclarations que vous (ou bien comme GOI ou bien comme membres de la fraction -non déclarée- de la LOI au sein du Collectif) avez signées avec le reste d'organisations du Collectif pour une Conférence Internationale ne défend une telle position.

Vous ne vous réfèrerez pas à la thèse nº 11 qui dit :

Ni l'existence d'une couche minoritaire de l'aristocratie ouvrière dans les pays impérialistes, ni l'existence d'une couche, encore plus minoritaire, de l'aristocratie ouvrière indigène dans les pays semi-coloniaux et dominés ne suppriment la structure des classes sociales. La lutte de classes continue, exacerbée, tant dans les pays impérialistes que dans les pays semi-coloniaux et dominés. Toute tentative de présenter les mobilisations des prolétaires et paysans pauvres des pays semi-coloniaux et dominés comme une confrontation avec une contre-révolution qui inclurait les prolétariats des pays impérialistes ne serait rien de plus qu'une capitulation politique devant les bourgeoisies nationales de ces pays et, par conséquent, devant les bourgeoisies impérialistes elles-mêmes.

Nous avons envisagé cette hypothèse, pour l'écarter puisque cette thèse dénonce l'adaptation aux bourgeoisies nationales et, par conséquent, **aux bourgeoisies impérialistes**. Or, vous vous référez seulement aux « bourgeoisies nationales ».

Vous ne nous sortez pas des doutes que vous avez provoqués, parce que, bien avant, nous avons déclaré sur le point 8 de l'Appel international :

Dans la thèse 8 il est nécessaire de distinguer plus clairement les organisations bourgeoises des organisations ouvrières, puisque la rédaction actuelle fait croire que, quand nous exigerons l'indépendance des organisations ouvrières, nous nous référons aux organisations bourgeoises qui sont citées auparavant dans ce paragraphe. (Germinal, 3ª époque, II, 1, p 30).

Ce n'était pas un simple problème de rédaction ? Essayez-vous de dire quelque chose que vous n'aviez pas dit durant la discussion avec les autres composantes du Collectif ? Avez-vous préféré laisser courir pour ne pas donner votre véritable position ? Maintenant, régressez-vous dans vos origines morénistes ? Pour nous, c'était un problème de rédaction mais, devant votre réponse à nos thèses, nous avons besoin maintenant de clarifier la question.

Quant à la seconde affirmation, l'accusation selon laquelle nous avons commencé à nous adapter, etc., sincèrement, camarades, elle ne se marie pas très bien avec l'ensemble de votre réponse qui part du présupposé que nous n'avons pas commencé, mais achevé une chute complète dans la capitulation et le révisionnisme. A vous de préciser si nous nous adaptons, si nous allons le faire ou si nous l'avons fait.

Vous parlez de notre « *lamentable point 16* » pour vous exclamer immédiatement :

*Comme si la lutte pour la démocratie ouvrière n'était pas une lutte presque de guerre civile **à l'intérieur des organisations ouvrières** ...) ! (*nous soulignons*)*

C'est exactement notre position, camarades. D'abord notre thèse 16, si « lamentable » affirme qu'il est nécessaire de travailler avec la prévision que la bureaucratie sera un ennemi militaire et que :

*L'axe de tout ce travail doit être une intervention patiente et permanente **au sein des syndicats**, tant dans les pays impérialistes que dans les pays semi-coloniaux, sur l'objectif politique de l'indépendance syndicale envers l'État bourgeois et envers les organisations patronales.* (nous soulignons)

D'ailleurs, le point 14 des 21 points de notre Appel pour une Conférence Internationale dit :

Les trotskystes combattent dans les syndicats pour éliminer leur bureaucratie, imposer la démocratie ouvrière et nous affirmons que ceci n'est pas possible sans combattre pour l'indépendance totale des organisations ouvrières de l'État bourgeois qui les corrompt et les intègre.

Vous avez signé cet Appel, vous dites le défendre, vous nous accusez de ne pas en laisser pierre sur pierre. Mais nos thèses sur l'aristocratie ouvrière, concrètement la « lamentable » thèse 16, répètent précisément ce que nous nous avons dit et que vous avez signé avec nous-dans notre Appel pour une Conférence Internationale.

Où est le problème ? Est-ce dans notre ajout sur l'indépendance envers les organisations patronales ? Tous ceux qui interviennent dans des syndicats ne peuvent voir quelque chose de « *lamentable* » dans cette précision. S'il en était ainsi, vous devez clairement convenir que lutter dans le syndicats pour l'indépendance par rapport aux patrons et à l'État n'a rien de « lamentable ». S'il n'est pas ainsi, vous devez reconnaître que l'Appel était pour vous un trompe-l'œil, que les pierres que vous avez mises ou laissé mettre étaient étrangères à vos véritables positions et à vos réelles pensées. Nous vous le disons une fois de plus, cette méthode est mauvaise.

Deuxièmement, à propos de cette « lamentable » thèse 16, qu'entendez-vous vous-mêmes par *« organisation ouvrière »* ? Les syndicats ? Les partis de la social-démocratie ? Les partis staliniens ? Les organisations centristes ? Tout lecteur a besoin de savoir ce que vous entendez par là puisque, vous nous appelez à lutter *« à l'intérieur des organisations ouvrières »*, de toutes les organisations ouvrières. Par conséquent, c'est un appel à l'entrisme (ne serait-ce pas du pivertisme ?) mais sans nous dire où... La discussion sérieuse, ce n'est pas jouer à cache-cache.

En fait, pour vous, le concept de parti ouvrier-bourgeois n'existe pas. Alors, vous devriez convenir qu'il s'agit d'une révision du marxisme sur cette question. C'est le coup de la ressemblance de l'oiseau et de l'insecte : vous volez et picorez d'un côté à l'autre à une telle vitesse que cela devient difficile d'élucider si nous avons affaire à un oiseau ou à un insecte.

Quant à vos accusations d'adaptation à la social-

démocratie, qui serait l'inévitable résultat de nos origines lambertistes, nous devons vous rappeler, camarades, que notre rupture avec le lambertisme s'est produite avec la création du *Comité pour le redressement politique et organisationnel du PCI* (plus tard renommé *Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de l'Internationale ouvrière*). Cette organisations a été capable de rassembler des forces politiques et humaines pour réagir contre cette adaptation à la social-démocratie. Plus précisément, cela a été une de ses principales batailles contre Lambert. Vous le savez et, par conséquent, vous devriez étendre votre accusation à cette organisation, ce qui la rendra parfaitement ridicule.

D'autre part, nous devons de nouveau vous remercier pour nous sortir du doute :

Nous nous dispensons ici des arguments détaillés que nous avons développés dans le supplément spécial au BIOI nº 6.

Quand, en cherchant dans les références bibliographiques que vous donnez, nous avons examiné cet article auquel, nous y avons cherché en vain de la profondeur. A dire vrai, comme vous l'annonciez, nous n'y avons trouvé que des détails.

Vous finissez votre réponse à notre proposition de discussion en nous intimant de nous transformer en tendance. Merci pour vos conseils, mais le Grupo Germinal a une position très claire sur le centralisme démocratique, les tendances et les fractions. Nous essayons de garder des principes à ce sujet. Nous avons aussi une idée claire, vous même l'avez expliquée et accepté, des limites du Collectif à héberger des tendances.

Ainsi, nous avons toujours cru que pour être constitué en tendance, il est nécessaire de doter celle-ci d'un contenu politique et que ce cadre organisateur justifie son existence. Est-ce le cas du Collectif, comme vous l'entendez avec vos camarades membres du FTI-CI ? Sauf erreur, vous avez expliqué, avec les autres membres du SI du FTI-CI, les dirigeants de la LOI, que les conditions pour faire fonctionner le Collectif selon les principes du centralisme démocratique ne sont pas réunies. Mais, dans les faits, vous avez tantôt considéré le Collectif comme formé de plusieurs groupes nationaux, dont la LOI et le GOI, comme il était convenu avec vos partenaires du Collectif ; tantôt vous avez considéré que le FTI en était une composante en tant que telle. Cette dernière possibilité était légitime, si vous aviez avancé, si dès la constitution du Collectif, vous aviez fonctionné comme fraction interne du Collectif, à drapeau dévoilé, sous le nom de FTI-CI. Vous ne l'avez jamais dit. C'est pourquoi, camarades, vous ne pouvez pas comprendre que nous nous n'avons pas constitué ni n'avons fonctionné en tendance, puisque vous avez coutume de pratiquer des fractions qui ne se déclarent pas publiquement. Nous en prenons note.

Conclusion

Pour terminer, camarades, nous vous rappellerons que vous commenciez votre lettre du 7 avril ainsi :

Nous n'avons certainement aucun accord (...) Vos Thèses sur l'aristocratie ouvrière, à notre avis, révise toutes les positions de la IIIe et de la IVe Internationale à ce sujet. C'est au point que vous êtes incapables d'apporter la moindre citation de la IIIe ou de la IVe Internationale à l'appui de votre position.

Nous vous avons déjà remerciés pour apporter de votre côté un certain nombre de citations de la IIIe et de la IVe Internationales qui appuient nos thèses. De notre côté, nous avons nous-mêmes apporté quelques références précises, non seulement avec des textes de la IIIe et de la IVe Internationale, mais à partir des écrits d'Engels, de Lénine et de Trotsky.

Nous avons aussi démontré les dangers des citations abusives et la nécessité d'abandonner votre leur coutume de les tripoter à votre guise sans toujours indiquer vos sources. Il ne s'agit pas de pédanterie, mais du simple respect de la démocratie ouvrière.

Vous avez peut-être besoin, pour être convaincus, d'une citation de plus :

Il est, cependant, de la plus haute importance d'élaborer pratiquement (dans leur développement nécessaire) des méthodes d'action, d'une part à l'égard des chefs ou des représentants autorisés des organisations, totalement corrompus par les préjugés impérialistes et petit-bourgeois (ces chefs, il faut les démasquer impitoyablement et les exclure du mouvement ouvrier) et d'autre part, à l'égard des masses... (Les Tâches principales de l'Internationale communiste, thèse 9, 2e congrès de la IIIe Internationale, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Librairie du Travail, p. 44)

L'ancienne subdivision classique du mouvement ouvrier en trois formes (partis, syndicats, coopératives) a fait son temps. La révolution prolétarienne en Russie a donné naissance à la forme essentielle de la dictature du prolétariat, les soviets. La nouvelle division que nous mettons en avant est la suivante: 1º le parti, 2º le soviet, 3º le syndicat. (Résolution sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne, thèse 8, 2e congrès de la IIIe Internationale, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Librairie du Travail, p. 43)

Vous avez grand besoin de ces deux citations. Toutes deux sont extraites du Second Congrès de la IIIe Internationale, à l'abri duquel vous avez prétendu dissimuler votre révision du marxisme.

Vous avez à poursuivre votre inventaire de l'héritage d'Engels, de Lénine, de Trotsky, de la IIIe et de la IVe Internationales, à examiner pourquoi vous le rejetez. Tout au long de notre réponse, nous avons pu constater que lorsque, de manière « *nullement exagérée* », vous déclarez n'avoir « *aucun accord* » avec nos thèses, vous aboutissez à n'avoir aucun accord avec le marxisme.

Nous vous livrons une dernière citation sur laquelle vous devez indiquer, puisque s'ils n'ont **aucun** accord avec nos thèses, y compris la thèse 14 que vous attaquiez dès le point 1 de votre lettre.

Aux moments critiques de la lutte, la bourgeoisie sème la discorde parmi les masses ouvrières militantes et empêche les actions isolées de différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ; elle est soutenue dans ces tentatives par l'œuvre des anciennes organisations syndicales, morcelant les travailleurs d'une branche d'industrie en groupes professionnels artificiellement isolés, bien qu'ils soient tous rattachés les uns aux autres par le fait même de l'exploitation capitaliste. Elle s'appuie sur le pouvoir de ***la tradition idéologique de l'ancienne aristocratie ouvrière, bien que cette dernière soit sans cesse affaiblie par l'abolition des privilèges de divers groupes du prolétariat*** *; cette abolition s'explique par la décomposition générale du capitalisme, le nivellement de la situation de divers éléments de la classe ouvrière, l'égalisation de leurs besoins et leur manque de sécurité. (Le Mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine,* thèse 4, 2e congrès de la IIIe Internationale, juillet 1920, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Librairie du Travail, p. 43)

Camarades, vous rejetez la tactique de front unique ouvrier de IIIe et de la IVe Internationales. C'est votre droit. Mais comme nous voulons continuer à construire un cadre de regroupement international qui préserve cet acquis et qui nous permette, comme révolutionnaires, de faire face aux tâches historiques énormes qui s'approchent. Nous ne croyons pas exagérer en affirmant que le prolétariat n'a jamais été autant désarmé dans le cadre de son organisation comme classe. Nous n'exagérons pas en affirmant que le trotskysme, qui n'est rien d'autre que le marxisme mis à jour dans la phase impérialiste et après la trahison du stalinisme, n'a été jamais organisationnellement et politiquement, aussi affaibli.

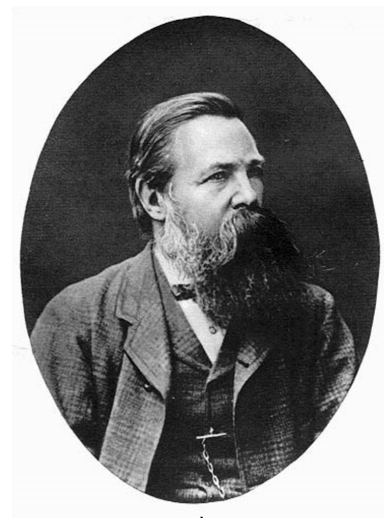
Pour cette raison, il est nécessaire que vous, qui participez à la direction d'une fraction non déclarée dans le Collectif (mais qui est celle qui réunit le plus grand nombre de militants), trouviez le chemin pour appliquer le legs du Troisième Congrès de la IIIe Internationale :

Ce n'est que dans la lutte pour les intérêts les plus simples, les plus élémentaires des masses ouvrières que nous pourrons former un front uni du prolétariat contre la bourgeoisie. Ce n'est que dans cette lutte que nous pourrons mettre fin aux divisions au sein du prolétariat, divisions qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut prolonger son existence. Mais ce front du prolétariat ne deviendra puissant et apte au combat que s'il est maintenu par les Partis Communistes dont l'esprit doit être uni et ferme, et la discipline solide et sévère. C'est pourquoi le 3° Congrès mondial de l'Internationale Communiste, en même temps qu'il lançait aux communistes de tous les pays le cri de « Aux masses ! », « Formez le front uni du prolétariat ! » leur recommandait : « Gardez vos rangs purs d'éléments capables de détruire le moral et la discipline de combat des troupes d'attaque du prolétariat mondial, des partis communistes ». (Manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, juin 1921, 3e Congrès de la IIIe Internationale, *Quatre premiers congrès de l'IC,* Librairie du Travail, p. 141)

Et, dans ce cas, la citation doit plus appeler la réflexion sur son dernier paragraphe, plus encore que les phrases sur le front unique. Ce sera une autre discussion que nous mènerons à bien. Il dépendra de vous d'en faire partie.

2 mai 2004

Grupo Germinal
(Groupe Germinal)



F. Engels, 1877

BIBLIOGRAPHIE

III Internacional; [1919-1920] 1973, *Los cuatro primeros congresos de la Internacional Comunista. Primera parte,* Córdoba, Cuadernos de Pasado y Presente-Siglo XXI Argentina Editores SA.

III Internacional; [1921-1922] 1973, *Los cuatro primeros congresos de la Internacional Comunista. Segunda parte,* Córdoba, Cuadernos de Pasado y Presente-Siglo XXI Argentina Editores SA.

ENGELS, Federico; [1878] 1968, *Anti-Dühring. La subversion de la ciencia por el señor Eugen Dühring,* México, Editorial Grijalbo SA.

LÉNINE, V; [1897-1917] 1970, *Obras escogidas en tres tomo,* tomo I, Moscú, Editorial Progreso.

TROTSKY, León; [1930-1940] 1980, *La lucha contra el fascismo. El proletariado y la revolución,* Barcelona, Editorial Fontamara.

TROTSKY, León; [1932-1933] 1976, *Escritos* tomo IV, volumen 2, Bogotá, Editorial Pluma.

TROTSKY, Léon [1933-1934], 1978, *Œuvres* tome 3, Paris, Edi.

TROTSKY, León; [1937] 1983, *Oeuvres* tome 15, Grenoble, Publications de l'Institut Leon Trotsky.

TROTSKY, León; [1937-1938] 1977, *Escritos* tomo IX, volumen 1, Bogotá, Editorial Pluma.

TROTSKY, Léon, [1938] 2003, *Programme de Transition. L'Agonie du capitalisme et les tâches de a 4e In-*

FT / Brésil & POR / Argentine

Positionnement sur l'Appel à une Conférence Internationale des trotskystes principiels et des organisations ouvrières révolutionnaires internationalistes

Le « Collectif » est composé de Lucha Marxista (Pérou), du Groupe Bolchevik (France), du Communist Workers' Group (Nouvelle-Zélande), du Grupo Obrero Internacionalista (Chili) et de la Liga Obrera Internacionalista (Argentine). S'y sont ajoutés dernièrement d'autres groupes, entre autres Poder Obrero de Bolivie.

La TCI a pris part à une rencontre (mi-décembre de 2003) avec ce Collectif, représentée par deux camarades de la direction de la section argentine.

Nous avons échangé de copieux matériels politiques, un débat fraternel a eu lieu et un Comité Coordinateur a été mis en place, qui en plus d'orchestrer concrètement des activités communes, organise la discussion écrite sur les bases déjà livrées par chaque organisation.

Pour remplir cet objectif prioritaire, nous devons utiliser une méthode polémique rigoureuse : nous prendrons comme base pour notre critique le document d'appel à la Conférence, bien qu'il nous paraît enrichissant de recourir les divers matériels et les lettres, comme ressource clarificatrice additionnelle de nos approches.

Depuis, il nous paraît déjà que nous sommes au début d'un débat important, qui permet d'élever politiquement la compréhension et la conscience de l'avant-garde qui s'y intéresse.

De même, nous sommes d'accord avec les camarades du « Collectif » qu'il faut avancer dans la discussion clarificatrice, mais aussi sur le terrain de l'action politique commune devant chaque fait concret de la lutte de classes. Débat et action ne sont pas contraires, et il nous paraît fondamental d'exposer avec toute clarté nos points de vue

I. Quatrième, cinquième ou algébrique, quelle internationale faut-il mettre sur pied ?

La « numérotation de l'internationale » ne peut pas de limiter à « *sa théorie et son programme maintiennent l'utilisation totale et l'actualité et ont passé le test de l'histoire* » (en se référant à la Quatrième Internationale). Quant à ceux qui ont régressé et ont révisé ses principes (le centrisme), ils n'ont pas joué un rôle décisif dans la lutte de classes qui permettrait de les comparer au rôle de la social-démocratie dans la 1e Guerre Mondiale, ou au stalinisme dans la décennie de 1930 en ce qui concerne la IIIe Internationale.

Le caractère contre révolutionnaire de la IIe et de la IIIe à partir de ces tests concrets de la lutte de classes vient de leur rôle dirigeant de puissantes organisations de masses, et comme partis, comme des « centres internationaux » qui œuvraient d'une manière décisive dans le cours de l'histoire.

Pour cette raison, ils ont dû trahir concrètement beaucoup plus rapidement et donc procéder des changements du programme, en édifiant des théories qui justifiaient leurs conduites politiques de défaite devant l'Impérialisme mondial.

Au nom de la IIe, ils ont soutenu la guerre impérialiste.

Au nom de la IIIe, le prolétariat allemand a été livré au fascisme, avec l'accord Hitler-Staline.

Les centristes qui se revendiquent de la Quatrième n'ont pas encore eu l'occasion de consommer des trahisons semblables, parce qu'il n'ont jamais eu un rôle dirigeant de masses. C'est une question de proportions, qui quand on les perd, aboutit à naviguer sans boussole à l'échelle mondiale, en appelant « traîtres » ou renégats n'importe qui, tournant le dos à une lutte politique correcte dans une perspective adéquate.

C'est si vrai que les courants d'origine trotskyste qui ont le plus dégénéré (le SWP des États-Unis ou le PRT argentin, par exemple), ont dû dénoncer la Quatrième Internationale, et couper toute amarre avec elle, pour évoluer vers des positions idéologiques et politiques anti-marxistes.

En ce moment, le Secrétariat unifié suit le même chemin. L'abandon explicite de la « dictature du prolétariat » par la Ligue communiste révolutionnaire de France fait partie du même processus qui celui de la « section brésilienne » (DS) qui participe au Gouvernement bourgeois de Lula. Le Ministre du Développement agricole, Miguel Rosetto, est seulement une incarnation extrême de ce parcours de rupture avec le trotskysme de la part du mandélisme.

Mais, contrairement à cette évolution franchement contre-révolutionnaire de ceux que nous pouvions autrefois cataloguer comme centristes, il existe un ample éventail de tendances qui, se proclamant héritières de Lénine et Trotsky, oscillent entre la révolution et la contre-révolution.

L'intérêt de combattre pour la reconstruction de la IVe Internationale, sur un plan mondial et évidemment, dans chaque pays, est celui d'utiliser le centrisme révi-

sionniste comme un vaste théâtre de bataille, de manière à opposer le programme qu'ils revendiquent et leur pratique politique de conciliation de classes. Le développement de tendances et fractions au sein du centrisme trotskyste est un phénomène hautement progressiste, parce qu'il constitue la pépinière d'où sont issus les cadres pour réorganiser la Quatrième Internationale. Ce n'est pas par hasard si toutes les forces qui sont en discussion, nous avons pour origine « la mouvance du centrisme quatrième internationaliste ».

Dans le dialogue avec une fraction, une tendance ou un cadre qui proviennent d'une branche qui se prétend trotskyste, nous devons mener des débats relatifs au programme, que dans tous les cas nous devons approfondir à partir de leur application, examiner comment ont été déformés les vieux concepts. Mais nous n'avons pas avec eux un obstacle idéologique de l'ampleur des approches de ceux qui viennent de la social-démocratie, du stalinisme, du nationalisme ou du foquisme *[le foquisme est la stratégie de guerilla, note de RP]*.

Justement, puisqu'ils n'ont pas joué un rôle contre-révolutionnaire décisif depuis leur fondation, le problème central des trotskystes est de trouver le chemin des masses : comme dirigeants, mettre en rapport les conquêtes relatives au programme et les événements concrets de l'histoire

Quand pour « diriger », il faudra renier en pratique le programme, et ainsi quitter le rôle auxiliaire par rapport aux véritables directions du mouvement ouvrier (mondial et de chaque pays), le centrisme donnera les preuve de toute son impuissance, et cela permettra une évolution politique de ses meilleurs cadres.

Cela a été notre propre parcours, d'abord avec l'altamirisme *[du nom de Jorge Altamira, dirigeant du PO argentin, en provenance du courant de Lora, RP]*, et ensuite avec le lorisme *[du nom de Guillermo Lora, dirigeant du POR de Bolivie, rédacteur des Thèses de Pulacayo en 1946, adepte de la ligne de Pablo en 1952, RP]*. Notre rupture ne prouve rien de décisif en tant que direction des masses, mais plutôt l'échec et leur échec à devenir direction, ainsi que les analyses qui en découlent et leurs traits anti-marxistes, mensongers et prétentieux.

La logique stalinoïde de ces sectes (qui ont produit et engendrent quotidiennement des expulsions et des excommunications) prend des formes caricaturales et produisent dans les masses un grand rejet, et finalement, un plus grand isolement.

Notre tâche consiste à séparer, au plan de la théorie, de l'élaboration du programme et de la pratique politique, l'héritage que nous revendiquons et la dégénérescence que nous combattons. C'est notre tâche dans la lutte contre le centrisme de défendre le concept que le programme de la Quatrième Internationale n'est pas taché de sang des trahisons et que les petites taches du centrisme disparaîtront de nos drapeaux avec la croissance de l'influence du trotskysme dans les masses.

Ceci ne signifie pas que la conduite des sommets bureaucratiques des sections centristes n'est pas contre-révolutionnaire : cela signifie que sa place historique de ne pas être encore dirigeants de masses nous ouvre un vaste espace de lutte politique pour les mettre en échec dans le travail préparatoire. Il nous permet d'entreprendre une « médecine préventive » pour empêcher que le centrisme se cristallise en contre-révolutionnaire, de telle manière que, de ce phénomène par définition instable et transitoire, puissent surgir les cadres de la Quatrième Internationale.

Ceci signifie-t-il que la construction du parti mondial et ses sections se fera sans militants qui proviennent du stalinisme, du nationalisme ou d'autres origines politiques ? D'aucune manière. Comme nous le verrons plus loin, spécialement dans la discussion sur la tactique du Front Unique, nous accordons une grande importance à la construction de l'avant-garde à partir de sa propre histoire et non de nos préjugés. Mais en termes de construction d'un « centre mondial révolutionnaire », ceux qui se revendiquent de la fondation de la Quatrième Internationale devront traiter avec nous un débat préalable, indispensable, qui confirme que, dans le bilan historique, seul le trotskysme peut créditer son rôle concret de lutte contre les fossoyeurs de la révolution. Seul le trotskysme (avec ses erreurs, ses limites et son centrisme), peut défendre son droit à être la continuité du marxisme-léninisme.

Tant la position pro-« Cinquième Internationale » que celle qui proclame la nécessité de combattre par une formule algébrique « pour l'Internationale ouvrière révolutionnaire », commettent l'erreur grave de courir le risque de comparer les Quatrième Internationalistes avec la social-démocratie et avec le stalinisme, spécialement quant au programme et spécialement quant à son rôle historique contre-révolutionnaire. C'est pourquoi nous croyons que c'est une concession erronée de ceux qui se réclament de la « refondation de la Quatrième Internationale » de considérer que *« ces discussions (...) nous les aurons dans un centre international commun »*.

Si les mots ont un sens, la définition d'un Centre International signifie une unité idéologique, programmatique et politique qui permette, par exemple, un régime de centralisme démocratique international. Comment considérer ceci comme proche quand s'exprime, à notre avis, une divergence si profonde sur le bilan historique de le Quatrième (dont nous provenons tous !) qu'il n'y a même pas d'accord sur le numéro de l'Internationale ?

A la TCI, nous pensons que le processus de reconstruction de la Quatrième Internationale sera beaucoup plus laborieux, pavé de davantage d'obstacles, et nous voyons sa réalisation éloignée dans le temps. Nous le concevons comme le résultat d'un travail patient à moyen et long terme. Non parce que cet instrument n'est pas nécessaire, mais parce que la dure réalité marque la lutte contre le courant que nous devons mener. Dans cette lutte, il est possible d'obtenir différentes victoires partielles, qui permettent de mûrir des posi-

tions, de croître politiquement, de coordonner des actions communes, etc. Mais mettre par écrit que « *conquérir un groupement révolutionnaire avec des leçons et un programme révolutionnaire pour préparer les prochains combats, le moment est venu pour cette tâche* », place nos petits groupes (qui, selon Silvia Novak, « *pouvons difficilement nous unifier dans les pays où nous sommes* ») devant un ultimatum au-dessus des possibilités réelles de notre développement.

En constituant la TCI, nous nous orientons vers un travail d'ouverture internationaliste, qui à notre avis doit rejeter toute auto-proclamation sectaire, en explorant avec beaucoup de rigueur les accords et divergences qui sont posés avec les multiples morceaux des principaux troncs du révisionnisme dans le trotskysme. Dans cette exploration, la revendication des conquêtes acquises est très importante. Pour nous, la Quatrième Internationale est une d'entre elles, en tant que une continuité programmatique du Manifeste Communiste et des quatre premiers congrès de la IIIe Internationale.

II. A propos de la caractérisation et des rapports de forces entre les classes et sa relation avec les tâches pour avancer dans le dépassement de la crise de direction révolutionnaire

Cette question présente une grande importance, pour deux motifs fondamentaux :

a) comme la relation que nous sommes en train de construire n'est pas celles d'universitaires, mais de militants révolutionnaires, caractériser correctement une situation est le passeport pour que les mots d'ordre et l'intervention pratiques soient aussi correctes. Toute prétendue avance dans les « accords principiels » restera au plan abstrait, si nous n'avons pas d'accord en matière d'intervention concrète.

b) ce qu précède met à l'épreuve la MÉTHODE avec laquelle nous abordons la réalité. Évidemment, tant le « Collectif » que la TCI nous revendiquons du matérialisme dialectique, et nous n'avons pas l'intention d'entamer la compétition pour savoir « celui qui le manie mieux ». Mais... quand certaines analyses et caractéristiques s'opposent avec une telle ampleur la réalité, nous ne nous pouvons pas nous limiter à interroger détail, mais aussi la méthode d'analyse en général.

Il nous paraît que le « Collectif » utilise le mot « RÉVOLUTION » de façon excessive au moment de caractériser des situations. C'est tellement vrai, qu'on parle indistinctement dans un même endroit d'analyse de « révolution », de « situation révolutionnaire », de « crise révolutionnaire », etc. Comme nous pouvons courir le risque de tomber dans une discussion stérile sémantique, provenant de nos divers origines et parcours, nous allons essayer de remplir les définitions d'un contenu. Nous allons concentrer la discussion de ce chapitre sur l'Argentine, pour deux motifs :

1) Il s'agit de d'un des endroits où avec davantage de richesse se sont exprimés, dans la dernière période, les facteurs objectifs et subjectifs de la situation mondiale.

2) Tant le « Collectif » que la TCI ont des détachements de militants qui sont intervenus et interviennent dans le développement de la situation, cela nous permettra une étude « in situ » de la relation qui existe entre caractérisation, mots d'ordre et ligne politique, sur le plan concret de la pratique.

Le « Collectif » a caractérisé le 19 et 20 décembre comme le début de la « Révolution Argentine », c'est-à-dire, qu'il comprend qu'une crise révolutionnaire s'est produite.

En toute logique, de la caractérisation du Collectif découlent tâches et consignes qui posent la lutte pour le pouvoir politique en termes immédiats. Ainsi, ils continuent à revendiquer dans l'appel à la Conférence la consigne suivante : « *Pour un gouvernement de la Troisième Assemblée Nationale des travailleurs occupés, chômeurs et assemblées populaires, avec ses organismes d'autodéfense !* ». En complément de cette consigne, lancée comme mot d'ordre partout où ils le pouvaient, les camarades de la LOI-CI proposaient diverses variantes à cet exercice immédiat de double de pouvoir (armement des masses, contrôle ouvrier d'entreprises, etc.).

Le rejet éprouvé au sein de l'avant-garde (sans parler de secteurs des masses), par les camarades avec cette politique ne peut pas être attribué seulement à la politique des bureaucraties de tout poil et de la gauche réformiste, car il faut comprendre la relation qui existe entre ces ligne et le niveau de conscience des exploités et son expression dans l'avant-garde.

Le mouvement de masses du 19 et 20 décembre n'ayant pas pris un caractère « *généralisé et indépendant en termes politiques de la bourgeoisie* », et le mouvement ouvrier avec emploi étant absent comme classe organisée, les révolutionnaires sont confrontés à des LIMITES OBJECTIVES pour notre intervention, ce qui nous obligeait à développer notre politique avec les traits PRÉPARATOIRES des situations pré-révolutionnaires.

Ainsi, dans notre Conférence Extraordinaire sur la situation politique nationale (janvier 2002), nous écrivions

Avoir caractérisé comme défensif le mouvement de lutte des masses dans la dernière période a été un succès politique de notre organisation.

Jusqu'aux luttes les plus héroïques qui ont eu comme axe défendre une conquête ou un droit (parfois, plus qu'élémentaire), que la logique de la politique bourgeoise obligeait à arracher, à enfreindre.

L'organisation de ces luttes défensives a créé des conditions pour un saut qualitatif, dans des franges croissantes d'exploités qui pourraient politiser leurs réclamations, et passer à l'offensive, en plaçant en premier plan la nécessité d'un programme de Gouvernement.

La politique consciente de la bureaucratie syndicale (y compris le Bureau Exécutif de l'Assemblée Piquetera), que nous analyserons dans un chapitre distinct, a constitué le principal blocage à un tel processus, résultat

d'une action consciente des directions syndicales et politiques.

La crise économique et politique même (dont fait partie la trahison de la bureaucratie) a conduit à ce que le saut qualitatif s'opèrent dehors de ces structures et de ces directions.

Les journées des 18, 19 et 20 décembre, et leur suite face aux les gouvernements de Rodriguez Sáa et Duhalde impliquent un virage, une reconquête de l'initiative des masses, qui d'une manière empirique, avec un haut degré de spontanéité et sans direction révolutionnaire (nous pourrions même dire, sans direction), ont fait irruption sur la scène politique.

Le caractère indépendant de ce mouvement est relatif :

Il l'est quant à ce qu'il manque d'une tutelle assurée de la bourgeoisie et de ses agents.

Il ne l'est pas tant, pour autant qu'il lui manque un programme et une direction qui expriment politiquement une sortie à la crise, qui ne peut pas être une autre qu'anticapitaliste, ouvrière et socialiste.

C'est cette faiblesse, nous insistons, qui a donné une marge à la bourgeoisie pour capter le temps et s'armer de solutions politiques successives.

C'est un lieu commun de dire que les journées des du 18, 19 et 20 décembre ont eu un haut degré de spontanéité. Ceci a été effectivement ainsi : tant les affamés qui ont assiégé les supermarchés que les « caceroleros » des quartiers ouvriers et de classe moyenne, comme les occupants de Place de mai du vendredi 20, n'ont pas agi suite à une mot d'ordre d'une quelconque organisation (ni politique ni syndicale).

Personne ne peut lui attribuer un programme, une proposition en positif, parce qu'il manque une telle chose. Le « Dehors de la Rúa et de Cavallo » *n'est pas un programme : c'est une manifestation de répétition.*

Son caractère progressif indéniable peut seulement être consolidée dans la construction d'une alternative de double pouvoir par rapport à la bourgeoisie tant que les masses ne dépassent pas leurs illusions de « pression » sur le système. Ne pas poser ce problème idéologique, politique et organisationnel comme central, ou pire encore, faire une apologie de la spontanéité en mentant sur une hypothétique rôle de direction « virtuelle », est un mécanisme typique des secte autoproclamées, incapables de poser les problèmes qui impliquent une lutte concrète pour la direction.

Effectivement, le prolétariat est intervenu dilué dans la population, sans identité, ni politique, ni syndicale, qui marquerait sa direction de classe.

Comme dans les situations ouvertes avec le Cordobazo (1969), et les grèves juin et juillet (1975), le problème des problèmes est celui de la direction. Mais le problème est qualitativement différent : dans ces événements, la lutte pour la direction révolutionnaire s'appuyait le dépassement en termes marxistes-léninistes-trotskyste du nationalisme petit bourgeois, du stalinisme, du foquisme.

Aujourd'hui, la lutte pour la direction révolutionnaire suppose d'avancer, avant tout, la nécessité d'une telle chose. Plus encore : la nécessité d'une direction.

Ce n'est pas qu'il n'y a pas lutte contre les mêmes adversaires : elle est placée dans une scénario différent, avec un retard politique très grand des masses, voire l'avant-garde elle-même.

Cette difficulté marque nos tâches qui sont contournées par les sections autoproclamées : celles de politiser, élever le niveau de conscience collective, et aider le mouvement à avancer dans son ensemble.

Bien que la conférence programmatique récente effectuée par notre Parti ait convenu de caractériser de manière majoritaire, l'actuelle situation politique nationale comme une situation pré-révolutionnaire, cela ne signifie, absolument pas que la polémique autour de ces points soit épuisée. Bien au contraire, cette caractérisation ne constitue pas une vision cristallisée et inamovible de la réalité, mais elle a comme axe fondamental sa mise à jour permanente au mouvement vivant des masses, à sa possible évolution, à son caractère indépendant et à sa potentialité.

Au-delà des différences dans les analyses entre les différentes tendances des partis -entre les « pré-révolutionnaires » et les « révolutionnaires »- toutes les deux sont d'accord, cependant, pour souligner une contradiction on ne peut plus claire : il y a un abîme entre le processus empirique de lutte, la conscience et l'organisation que le mouvement acquiert. Il existe une « indépendance » (jusqu'au rejet) des appareils traditionnels, mais la « dépendance » envers l'influence idéologique de la bourgeoisie se maintient, qui s'est y compris dans la persistance (et la possibilité de réanimation) des illusions démocratiques.

C'est justement cette constatation qui explique que, malgré la mise en question massive dont il fait l'objet, l'actuel régime ait pu opérer le changement qui a mis Duhalde dans le fauteuil de la Roasada.

La situation, qui est encore pré-révolutionnaire, a impulsé un saut dans tous les facteurs composants qui l'accentuent. La formation du Gouvernement de Duhalde ne l'a pas fermée, bien au contraire, elle a produit un recul. Les principaux combats restent à mener. Il dépendra de l'ampleur et du dénouement de ces derniers, que cette dernière mue en situation révolutionnaire ouverte, ou au contraire, si celle-ci se ferme en ouvrant un cours réactionnaire aux événements.

Ce qui est sûr pour nous, c'est que, pour autant que le gouvernement obtienne transitoirement –au moyen « de la carotte et du bâton »- un recul du mouvement de masse, cela signifiera seulement que le niveau de départ n'aura rien à voir avec la situation antérieure aux 19 et 20 décembre, mais ce niveau pourrait partir de l'expérience énorme accumulée par les masses dans tout le pays. L'assemblée de quartier comme forme d'organisation et les comités, les piquets et les « cacerolazos » comme expressions de lutte concrète, sont intégrées au bagage de l'expérience historique et

Argentine, 2003



collective des masses dans leur lutte.

La situation actuelle peut durer plusieurs mois, puisque, comme il est exposé plus haut, ce gouvernement, de guerre contre les travailleurs et le peuple, cherchera à armer solidement ses forces le plus possible pour attaquer. Il est vrai que la crise économique aiguë ne laisse pas beaucoup de marge, mais dans ce point il obtiendra sûrement l'aide de l'Impérialisme pour manœuvrer.

Nous devons profiter au maximum du temps qui nous offre la situation pour nous préparer mieux, pour nous organiser mieux, pour croître qualitativement comme militants et comme groupe politique et pour approfondir les liens de Front Unique, l'outil vital pour dépasser les divisions, le sectarisme et l'opportunisme de nombre de boutiques de la « gauche », avancer dans la mise en pied et dans le renforcement de cette nouvelle avant-garde qui comme cristallisation inévitable, a commencé à apparaître et à être fortifiée au feu des assemblées, des manifestations et de piquets de la dernière période ». (commentaire du document de base, approuvé dans cette Conférence et ratifié par notre Xe Congrès).

Cette caractérisation correcte de notre part nous a placés dans de meilleures conditions pour faire face au réarmement de la bourgeoisie, aux coups soufferts par le mouvement de masses (la répression du pont Pueyrredón !) et à la solution électorale qui a imposé le reflux qui persiste encore.

La critique correcte par les camarades français [du GB] de l'analyse et la politique de la LOI-CI en Argentine (voir le supplément spécial du *BIOI* du 6 novembre 2003), souffre, toutefois, du talon d'Achille d'avoir signé une caractérisation commune et des mots d'ordre communs de la « révolution argentine » des 19 et 20.

Les atténuations auxquelles procèdent la LOI-CI envers cette « révolution » : « *une semi-révolution, mi-aveugle, mi-sourde, mi-muette...* », ne supprime pas, toutefois, la méthodologie existante dans l'analyse, et la pratique d'avant-garde dans la politique concrète, consistant à sauter comme détachement trotskyste d'un secteur à un autre de l'avant-garde, pour essayer de « diriger » tel ou tel mouvement en faisant voter un certain « programme passe-partout », pour ensuite proclamer à qui veut l'entendre *« qu'il faut faire comme à... (Mosconi, Brukman, Zanón, etc.) »*. Cette politique de « microclimat » a empêché le Collectif en général, et la LOI-CI en particulier de voir la situation dans son ensemble et encore moins de développer un travail préparatoire d'insertion des cadres (avec une perspective à moyen et long terme) dans des fronts de masses précis.

Spécialement pour un petit groupe, la tâche fondamentale est de se renforcer dans la lutte des partis contre contre-révolutionnaires et centristes dans l'affrontement pour la direction concrète des masses, et quand on ne pourra pas obtenir des résultats victorieux à court terme (parce que la situation N'est PAS révolutionnaire, parce qu'en effet il y a retard dans la conscience), il s'agit de gagner de l'autorité au sein de l'avant-garde, de définir des plans d'insertion et de construction de longue haleine, pour démolir avec patience l'édifice des directions qui bloquent la possibilité du développement révolutionnaire de la situation.

Pas par hasard, le Collectif partage avec la majorité du

centrisme trotskyste la caractérisation de la situation argentine. Avec tel mot en plus ou en moins, les PTS, PO, MST, les divers représentants de la LIT, entre autres, nous parlent de la « Révolution Argentine ». Des courants staliniens, spécialement le PCR maoïste, nous parlent aussi de même chose, sous le nom de deuxième argentinazo.

Évidemment, nous savons voir qu'au moins, les camarades de la LOI lancent les consignes révolutionnaires qui correspondent avec les situations d'un tel type.

Le centrisme a montré sa face démocratiste et opportuniste avec ses « Assemblées Constituantes », et le PCR, évidemment, son front populaire étapiste avec son « Gouvernement d'Unité Populaire et patriotique ».

Sans aucun doute, la force elle-même de la réalité doit déstabiliser l'équilibre des jongleurs centristes et des contre-révolutionnaires, en entraînant sûrement la démoralisation de ses cadres moyens et de sa base, malgré les tentatives de justification opportunistes de ses directions. Une partie fondamentale de la lutte envers ces derniers est le sérieux et la rigueur scientifique avec lesquels les marxistes-léninistes-trotskystes sont armés pour la lutte politique. Partager les analyses de nos ennemis, ne nous permet de rivaliser avec eux, mais bien au contraire nous discrédite dans notre propre construction.

En guise de conclusion de ce chapitre, voici une citation de Trotsky qui avertissait contre ces dangers :

Lors d'un revirement brusque des événements, les partis même les plus révolutionnaires risquent de se laisser dépasser et de proposer les mots d'ordre ou les méthodes de lutte d'hier pour des tâches et des besoins nouveaux. (...) C'est là que surgit le danger : il se peut que la direction du parti, la politique du parti dans son ensemble ne correspondent pas à la conduite de la classe et aux exigences de la situation. Quand la vie politique se déroule avec une relative lenteur, de pareilles discordances finissent par se résorber; elles provoquent des dommages, mais ne causent pas de catastrophes. En revanche, en période de crise révolutionnaire aiguë, on manque précisément de temps pour surmonter le déséquilibre et, en quelque sorte, rectifier le front sous le feu (...) La discordance entre la direction révolutionnaire (hésitations, oscillations, attente, tandis que la bourgeoisie attaque furieusement) et les tâches objectives peut, en quelques semaines et même en quelques jours, provoquer une catastrophe qui ruine le bénéfice de nombreuses années de travail.

Il est évident que le déséquilibre entre la direction et le parti, ou bien entre le parti et la classe, peut jouer en sens opposé : c'est le cas lorsque la direction devance le développement de la révolution, en confondant le cinquième mois de gestation avec le neuvième. L'exemple le plus éclatant d'un déséquilibre de ce genre s'est produit en Allemagne, en mars 1921. Nous avons vu là-bas se manifester dans le parti une violente « maladie infantile de gauche », et par suite le putschisme (aventurisme révolutionnaire). Ce danger est tout à fait réel, même pour l'avenir. Les leçons du IIIe Congrès de l'Internationale communiste gardent ici toute leur force. (L. Trotsky, Critique du programme de l'IC, 1928, L'Internationale communiste après Lénine t. 1)

III. La politique militaire du prolétariat : Faut-il ou non un travail préparatoire pour renverser les institutions armées de l'État Bourgeois ?

Les forces répressives de l'État Bourgeois ont démontré être les derniers remparts du pouvoir bourgeois. Toute avancée significative de la classe ouvrière et ceux exploités par l'imposition et la conquête de son pouvoir propre fait face inévitablement à ces institutions gardiens de la propriété privée. Les forces qui prétendent reconstruire la IVe Internationale (l'Internationale ouvrière révolutionnaire sans algèbre) ne peuvent que proclamer ouvertement leur intention et leur lutte pour DÉTRUIRE LES FORCES ARMÉES ET POLICIÈRES. Mais cette tâche de destruction, à cause de son importance, de sa difficulté et de son appartenance à « l'art de l'insurrection » se traduit par la nécessité de bonnes tactiques. Les camarades de Democracia Obrera *[la LOI apparaît en fait sous le nom de son journal, comme LO France, note de RP]* ont relevé parmi les principales divergences avec notre tendance la politique que nous impulsons de développer un travail préparatoire en direction des forces de répression. Pour autant que nous le sachions, tous les groupes qui font partie du « Collectif de des 5 » appartiennent au camp révolutionnaire de ceux qui travaillent pour détruire les forces répressives. De la même manière, nous partageons les leçons qui montrent que dans toute révolution, ces dernières se scindent en un secteur qui passe du côté insurrectionnel, un autre qui est neutre, qui se maintient en dehors, et un vaste secteur qui combat à mort la révolution, sa direction et ses militants. Ce fait objectif, toutefois, implique de la part des révolutionnaires un travail subjectif, préparatoire et qui ne peut pas être limité à la période de l'insurrection.

Pourquoi pourrait-on accepter de faire un appel à des policiers, des soldats et des sous-officiers dans une situation insurrectionnelle mais n'accepterait-on pas, dans une manifestation ou lors d'une grève (en dehors des nécessaires mesures d'autodéfense) de les appeler à désobéir aux supérieurs et ne pas réprimer ces actions collectives ? En Argentine, dans plusieurs manifestations, nous avons vu des manifestants armés de matraques et de cocktails Molotov et avons chanté avec eux : *« Policier, tu broies du noir, ils ne te payent même pas une crotte et par dessus le marché, tu nous réprimes »*. Nous croyons que cette politique, si elle reste confuse, est essentiellement correcte. Sûrement dans une situation qui n'est pas encore révolutionnaire, aura peu de résultats immédiats mais qu'elle fait partie des tâches préparatoires. Lénine a souligné l'importance de cette tâche dans les forces répressives en l'incorporant aux 21 conditions pour participer à à la IIIe Internationale. La fondation de la IVe revendique aussi les 21 points qui comprennent le travail ouvert et clandes-

tin vers les organisations militaires.

Les camarades de LOI-CI Democracia Obrera dénoncent, dans un courrier électronique qu'ils nous ont envoyé, une position de notre section argentine où nous faisons appel la police pour ne pas réprimer. D'abord, ce tract n'est pas le nôtre mais une résolution émanant de plusieurs assemblées populaires des quartiers ouvriers de la banlieue nord de Buenos Aires (influencées par nos positions), où on n'appelle pas la police (comme institution), mais *« les policiers à s'organiser et à désobéir à tout ordre de répression contre le peuple ».*

L'année passée en Argentine, il a été largement question du « policier piquetero ». Ce sous-officier d'idéologie nationaliste bourgeoise avançait plusieurs revendications (qui ont recueilli plusieurs centaines de signatures de policiers) la mise en pied d'un syndicat, des améliorations de salaires et de conditions de travail et le refus de réprimer le peuple. Dans le même sens, on a vu à Santa Fé, un cortège de policiers dans la dernière grande mobilisation des fonctionnaires pour 200 $ d'augmentation. Sans parler du Brésil, où les grèves policières ont eu une ampleur nationale, en obligeant à approfondir la lutte de classes à l'intérieur des institutions.

Dans le cas de ce pays, il est impératif (en lien avec le développement de l'organisation révolutionnaire et ses priorités), de faire un travail d'agitation et de propagande en direction des gendarmes (soldats, caporaux et sergents), dans la perspective de transformer leurs associations en syndicats, comme le faisaient déjà les policiers civils et les policiers fédéraux. De même, nous comprenons ce travail en combinaison avec la structuration de cellules de caporaux, de soldats et de sergents, bien que nous n'écartons pas la possibilité de coopter en manière individuelle des officiers et des lieutenants, comme autrefois le Parti communiste brésilien. On sait que la destruction de l'Armée et la construction de milices ouvrières et campagnardes passe aussi par la création de cellules dans les forces armées (armée de terre, marine, forces aériennes) et de la sécurité (policiers civils, gendarmes et policiers municipaux).

Évidemment, les augmentation salariales et les améliorations des conditions de travail peuvent, à certains moments, fortifier l'institution répressive et, tant l'impérialisme que le nationalisme bourgeois essayeront d'aller dans cette direction (de la même manière, toutes proportions gardées, qu'une victoire des employés judiciaires dans la lutte actuelle pour la Loi d'embauche pourrait « renforcer » la Justice bourgeoise).

Ce qui est en jeu, c'est quelle est la position du prolétariat (qui fournit les bases économiques de toute force répressive) face à ce fait. Doit-il appuyer cette tendance pour casser la discipline et orienter le mouvement vers la convergence avec la classe ouvrière et ses intérêts ou doit-il s'en écarter en déclarant qu'ils sont tous des assassins ou qu'il s'agit d'un problème sur lequel nous ne devons pas nous préoccuper ? Quelle doit être notre position concrète quand les organisateurs de syndicats policiers pour les salaires et contre la répression du peuple sont renvoyés, emprisonnés ou leurs domiciles et leurs familles sont des victimes d'attentats ? Nous croyons que tendanciellement cette abstention (dont fait partie cette généralité qui avance : « *dissolution des forces armées et de sécurité* ») peut dériver vers un spontanéisme pacifiste, réformiste et impuissant ou, à l'opposé, vers une politique de type foquiste ou putschiste.

Lénine dans ses discussions avec les économistes et les syndicalistes affirme :

Nous ne serions des « politiques » et des social-démocrates qu'en paroles (comme cela se produit très souvent dans la réalité), si nous ne comprenions pas que notre tâche est d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement, de rassembler et d'étudier, d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fût-elle embryonnaire. Sans compter que des millions et des millions de paysans travailleurs, de petits producteurs, de petits artisans, etc., écouteraient toujours avidement la propagande d'un social-démocrate tant soit peu avisé. Mais est-il une seule classe de la population où il n'y ait pas des hommes, des cercles et des groupes mécontents de la servitude et de l'arbitraire et, par suite, accessibles à la propagande du social-démocrate, interprète des aspirations démocratiques les plus urgentes ? (*Que faire ?* Seuil, p. 143)

Appliquer cette position programmatique générale (qu'au POR argentin nous avons adoptée à notre Ve Congrès, contre une fraction interne hostile à cette politique) est une question de priorités et de développement de l'organisation. Mais il est fondamental de comprendre que, même si nous n'avons pas de forces pour concevoir un plan dans les casernes, cette position relative au programme est fondamentale pour le travail préparatoire dans les masses.

Il nous paraît hautement révélateur que rien n'est dit de cette question fondamentale dans les 21 points de convocation de la Conférence, tandis qu'on nous signale verbalement que celle-ci est la divergence essentielle entre le Collectif et la TCI.

Pour finir, nous voulons indiquer clairement que nous avons un profond désaccord de classe avec toute organisation qui pose des espoirs dans les « Colonels Rouges », en déviant de la politique nécessaire pour mettre en pied des milices ouvrières et paysannes et pour séparer la troupe et les sous-officiers, de l'état-major et des officiers (les camarades de Poder Obrero et du COTP-CI *[le COTPCI était le courant international de la LOI, rebaptisé depuis FTICI. RP]* disent que ce serait la position actuelle du POR bolivien). Une telle déviation ne nous surprendrait pas de la part d'un appareil sectaire simplificateur de la réalité, incapable d'élaborer théoriquement à partir de son expérience propre. Toutefois, en honneur de la vérité, nous voulons souligner que l'accusation qui est habituellement faite à Guillermo Lora en ce qui concerne les épisodes de la Révolution bolivienne des années 1970, n'est pas fondée. Le POR a commis beaucoup d'erreurs, mais il est faux que sa politique visait à gagner Torrès *[le géné-*

ral nationaliste Torres a paralysé la révolution de 1971, qu'a ensuite écrasée le général Banzer, note de RP] ou les officiers. Ce que Lora reflète dans ses œuvres complètes est une donnée objective de la réalité : des garnisons de l'Armée et de la Police, avec leurs officiers, demandaient leur intégration à l'Assemblée



Bolivie, 2003, l'armée et la police tuent 67 manifestants

populaire.

Les forces répressives seront brisées de façon généralisée seulement quand elles feront face au pouvoir armé du prolétariat. De fait, l'aspect national des revendications que diffuse notre section argentine s'adresse la troupe et aux sous-officiers, sans mentionner les officiers. Toutefois, par rapport à ce débat et à tout autre, il paraît important de comprendre que *« grise est la théorie et vert est l'arbre de la vie » [citation tirée du « Faust » de Goethe. RP].* L'État major de la Classe Ouvrière doit se diriger vers ses objectifs stratégiques de révolution et de dictature du prolétariat, armé d'une grande capacité tactique et de manœuvre. Le cas de la Bolivie (comme aussi sûrement celui de l'Équateur) peut présenter des particularités nationales des forces armées, qui à cause de son retard, à cause de l'absence d'une doctrine de sécurité propre vu la soumission à l'Impérialisme, ou à cause des précédents historiques concrets, font que les officiers eux-mêmes rompent. Rappelons qu'une des plus grandes créations de la classe ouvrière dans sa lutte contre l'exploitation capitaliste (l'Armée Rouge des Travailleurs et des Paysans), a compté dans ses rangs des milliers de fonctionnaires tsaristes, dont le Commandant Toukhatchevski, non seulement doué d'aptitudes extraordinaires quant à la technique et à la stratégie militaire, mais aussi converti à l'internationalisme prolétarien dans les premières années de la révolution d'octobre.

IV. Révolution Permanente contre Thèses d'Orient : fausse opposition qui démontre l'incompréhension de l'importance de la tactique du front unique dans la lutte pour la direction révolutionnaire. Comment se reflète cette divergence dans le travail concret dans les fronts de masses

Il très important, avant tout, de mesurer l'ampleur d'un débat. Nous croyons être d'accord avec le « Collectif » pour considérer que la question du Front Unique est de nature TACTIQUE. C'est une avancée, du moins pour la LOI-CI argentine, qui affirmait jusqu'à présent (oralement et par écrit) que la politique de front unique conduit nécessairement au Front Populaire.

Toutefois, comme nous l'avons déjà exposé dans d'autres chapitres de ce document, le chemin des masses, et la structuration de l'avant-garde par rapport à une politique ouvrière dirigée vers les exploités, est un problème essentiel pour les reconstructeurs de la Quatrième Internationale.

Sans perdre son caractère tactique, le Front Unique est, à notre avis, une clé de voûte pour l'ouverture et un développement de ce travail. En vérité, la résolution de la crise de la direction révolutionnaire dépend dans une bonne mesure de l'habileté dans l'utilisation de cette tactique, tandis que nous devons combattre les tendances à la dissolution du parti qui comporte comme risque son application.

Ceci est ainsi parce que l'avant-garde (comme reflet plus ou moins déformé du niveau général de conscience des masses), arrive à nous avec les traditions et la direction de courants et partis contre-révolutionnaires (la social-démocratie, le stalinisme, le nationalisme bourgeois ou petit-bourgeois, le foquisme, etc.).

Partager une expérience commune avec les bases et les cadres moyens de ces directions, en conflit plus ou moins ouvert avec leurs directions, est une tâche pour une longue période (comme l'enseignent les *Thèses d'Orient* de l'Internationale communiste), pour la raison simple qu'il n'y a de tour de magie dans la construction difficile de l'indépendance politique du prolétariat.

Par conséquent, le Front Unique n'est pas limité pour nous à un accord conjoncturel devant une circonstance ponctuelle (comme paraissent le soutenir les camarades du Collectif), mais d'une forme de groupement, qui sait voir les possibilités transformatrices de l'avant-garde par les révolutionnaires.

Notre organisation, la TCI, a été forgée dans la lutte pour le Front Unique contre deux tendances également dangereuses :

1) L'abstraite-sectaire-illusoire, incarnée dans le lorisme, qui proclame le FU d'une manière paraissant stratégique, et ne le construisant pas dans la pratique, en s'autoproclamant « direction », et en décrétant mortes, sur le papier, les véritables directions des masses (le nationalisme indien, le stalinisme). Dans les journées d'octobre 2003 il a été démontré que, malheureusement, « les morts que vous avez tués jouissent d'une bonne santé ».

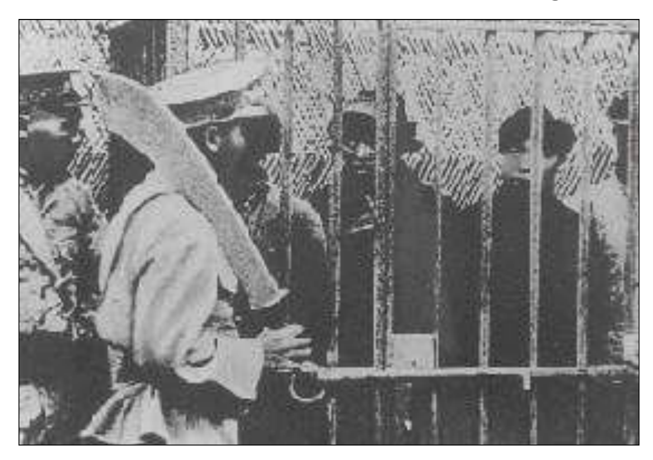
2) La concrétisation sectaire authentique, dont le berceau connu est le morénisme, prétend établir une

opposition absurde et arbitraire entre les Thèses d'Orient et la Théorie de la Révolution Permanente. Nous recommandons au lecteur d'avancer dans l'étude théorique (et ses conséquence pratiques) de ces deux textes, et comme apport à leur étude, revoir nos polémiques écrites avec le Partido Bolchevique (fraction du PO), et spécialement, avec la LBI du Brésil *[les lecteurs hispanophones peuvent consulter le site : www.pormasas.com.ar. RP].*

Le CC-POR d'Argentine a synthétisé ces débats dans ses Règles Relatives au programme, mises à jour dans son Xe Congrès.

Évidemment, le document d'Appel à la Conférence relève de la seconde catégorie, spécialement son point 5 :

Nous réaffirmons la pertinence du programme de la Révolution Permanente contre la politique de front unique anti-impérialiste réfutée depuis la tragédie de la révolution chinoise de 1927. Toutes les bourgeoisies semi-coloniales sont nécessairement pro-impérialistes."



Chine 1927, des militants ouvriers peu avant leur exécution par les nationalistes du Guomindang

Nous ne voulons pas ennuyer le lecteur avec de longues citations de Trotsky sur la Révolution Chinoise, ni de répéter les Thèses d'Orient, ni non plus nos propres argumentations déjà citées. Le lecteur a sa disposition tous ces textes. Nous voulons concentrer le feu de nos arguments sur la relation qui existe entre la seconde affirmation, et la première définition.

S'il était effectivement certain que TOUTES les bourgeoisies semi-coloniales sont nécessairement pro-impérialistes, il n'y aurait pas possibilité de direction bourgeoise à partir des différends et des confrontations entre les nations opprimées et l'Impérialisme.

Les mouvements nationalistes bourgeois qui entraînent derrière eux les travailleurs et les paysans ne seraient pas possibles. Mettre un signe égal entre les intérêts de classe (et la relation avec les masses qui en découle) des secteurs de la bourgeoisie qui veulent un développement capitaliste du pays, et ceux qui se comportent comme une oligarchie acheteuse associée à l'Impérialisme, désarme politiquement pour le dialogue avec les masses, qui, pas par hasard, sont encore victimes des bouillies idéologiques du nationalisme populiste dans de vastes secteurs de la planète.

Une autre chose est, tout en faisant la distinction, de développer la prévision de la capitulation du nationalisme bourgeois envers l'Impérialisme. L'angle de la critique est complètement différent. Et un angle correct est fondamental pour être écouté, pour être lu, pour influencer les tendances et les fractions de gauche qui se détachent nécessairement des mouvements nationalistes bourgeois. Non aux conduites de capitulation, non à la bureaucratie syndicale qui opère comme agent, mais à ces fractions et à ces tendances nous proposons la construction du front uni anti-impérialiste. Nous ne nous lasserons pas de dire que c'est la même tactique que les Thèses d'Orient elles-mêmes recommandent pour les pays impérialistes, sous la dénomination de Front Unique, et ceci simplement parce que les directions des masses n'y sont pas des mouvements nationalistes bourgeois, mais les soi-disant partis ouvriers bourgeois (sociaux-démocrates, staliniens, travaillistes, diverses variantes de syndicalisme).

Sans connaître suffisamment le contexte, la tactique du CWG de Nouvelle-Zélande « *Pour une Alliance Socialiste !* » nous paraît, par exemple, correcte car elle se présente explicitement comme une variante du Front Unique *[le modèle du CWG, la « Socialist Alliance » de Grande-Bretagne ou d'Australie, n'est pas un front unique ouvrier mais un regroupement électoral de centristes qui ne se prononce pas pour la révolution. RP]*. Elle nous paraît correcte (bien qu'ayant des doutes sur la caractérisation de l'Île du Rugby quant à son développement capitaliste et sa relation avec l'Impérialisme *[le CWG soutient que la Nouvelle-Zélande est une semi-colonie. RP]*), parce qu'il est évident que la direction des masses réside pour ce pays dans le travaillisme, c'est-à-dire un parti ouvrier-bourgeois.

Selon la même ligne de pensée, la tactique de Front Unique ouvrier nous paraît totalement incorrecte pour le Chili, bien que les directions des masses y soient aussi des partis ouvriers- bourgeois. Ceci parce que, comme il est correctement développé dans le dossier sur ce pays, le bilan historique de ces partis est d'occuper la place du nationalisme bourgeois d'Ibáñez, en formant des fronts Populaires avec un haut degré de nationalisme populiste *[le « dossier » dont il est question est la position de la LOI sur le Chili, et non celle du Collectif : pour la LOI, l'UP d'Allende n'était pas un front populaire. RP]*. C'est pourquoi le dialogue avec les bases et les cadres moyens des syndicats (dirigés par le PC, le PS mais aussi par la Démocratie Chrétienne), passe par la question de l'oppression nationale, et est c'est pourquoi, pour les tâches de libération nationale et sociale posées pour le Chili (inséparables de l'ensemble des Amériques latines), la tactique adéquate est le Front Unique Anti-Impérialiste.

Pour toutes ces raisons, la discussion sur « qui convoquer » dans un appel au front unique est fausse si n'est pas correctement défini quel type de front nous

manque.

En partant du fait que la politique du Gouvernement de la Concertation conduit à une soumission plus grande à l'Impérialisme, le front anti-impérialiste qu'il faut construire doit inclure tout ceux qui sont contre cette soumission, elle s'exprime au moyen du programme d'action dont le contenu est l'anti-impérialisme.

La question était ainsi formulée par l'International Communiste dans ses Thèses d'Orient (jamais réfutées par Trotsky, qui a activement pris part à ses quatre premiers Congrès).

Et ceci pose une instrumentation pratique de la plus grande importance. Par exemple, les groupements que nous construisons dans les divers fronts de masses (spécialement dans les syndicats), ont un clair profil de Front Unique Anti-Impérialiste. Tant les militants du Parti ouvrier révolutionnaire que les noyaux classistes que nous développons en leur sein, sont en lutte permanente avec d'autres tendances qui coexistent avec nous (social-démocrates et staliniens, péronistes et radicaux mal repentis, chrétiens de gauche, syndicalistes dépolitisés, etc.). La direction ouvrière du Front est une tâche complexe, qui, évidemment, souffre de tous les risques du « manque de pureté ». Mais... la pureté (qui ne court pas le risques de contamination), entraîne à coup sûr l'isolement, l'abandon des véritables de guide des masses via le sectarisme et l'auto-proclamation.

V. Une question fondamentale à approfondir dans le débat : la dégénérescence des États ouvriers et la restauration capitaliste

De notre point de vue le caractère de classe d'un État est un problème fondamental pour déterminer les tâches face à ce dernier et pour analyser la relation de forces entre les classes au niveau mondial et national. Notre tendance considère que la chute de l'État Ouvrier Russe et en Europe de l'Est a été un fort coup à la classe ouvrière mondiale au début des années 90 et nous croyons qu'il a fait partie fondamentale de l'offensive impérialiste de cette décennie qui ont encore des répercussions politiques énormes. Les débats autour de la question de classe de l'État ont été aussi centraux dans ce qui est Quatrième Internationale même où vers la fin des années 30 s'est consolidée une fraction petite-bourgeoise avec une base dans la section américaine de la IV qui plaçait l'État au-dessus des classes. Cette question a ensuite été aussi la base de nombreuses tendances et fractions, depuis les pablistes pro-staliniennes jusqu'aux tendances qui ont nié le caractère ouvrier de l'État Russe et de ceux appelés « États Ouvriers Déformés ».

L'Appel en 21 points indique :

Les nouveaux bourgeois restaurationnistes chinois ont conçu la pseudo-théorie réactionnaire et anti-ouvrière du « Socialisme de Marché » qui, comme le démontre l'exploitation brutale de la classe ouvrière chinoise est la politique pour mettre à la classe ouvrière de genoux devant les capitalistes.

Mais quel est le caractère de classe de l'actuel État chinois ? Notre organisation soutient qu'il est un État Ouvrier Déformé et Bureaucratisé, mais il y a des camarades qui considèrent que c'est un État Bourgeois. Personne parmi nous ne peut croire que c'est minime quand il s'agit de définir les tâches révolutionnaires en partant de l'une ou l'autre définition.

Dans notre stratégie, qu'est-ce qui doit prédominer : la destruction de la machine étatique de l'ennemi et la construction d'un État Ouvrier ou la révolution politique violente contre une bureaucratie qui usurpe notre Dictature de Classe ? Il existe des groupes comme la FTEI *[courant international du PTS argentin, rebaptisé récemment FTCI, note de RP]* ou le MRCI *[la « 4e Internationale » altamiriste du PO argentin. RP]* incapables de dire un seul mot sur le « détail » du caractère de classe des États chinois et russe, dont, jusqu'il y a quelques années, ils soutenaient qu'ils étaient tous deux des États Ouvriers bureaucratisés et dégénérés. Quelle est la position du « Collectif » à ce sujet ?

Nous croyons qu'il est nécessaire de réexaminer et d'examiner la vison qu'a soutenue la IV en ce qui concerne la question de l'État, les conditions de surgissement d'une Dictature Ouvrière, les relations de cette dernière avec le mode de production dominant, la transition au communisme, etc. Dans notre revue semestrielle *Internacionalismo,* nous aurons une section consacrée spécialement à analyser ces questions. Les événements dans l'ex-l'URSS, l'Allemagne de l'Est, la Yougoslavie, la Chine, Cuba, etc. nous obligent à approfondir programmatiquement, d'autant que les principales élaborations à ce sujet, après le décès de Trotsky, sont l'œuvre de Pablo et son épigone Mandel. C'est d'autant plus nécessaire quand nous voyons la lâcheté théorique et les considérations diplomatiques d'une bonne partie du centrisme à ce sujet.

VI. L'importance du centralisme démocratique : il n'y a pas de place dans la reconstruction de la IVe Internationale pour les camarillas staliniennes

L'Appel à la Conférence souligne nos origines : nous sommes tous des produits de l'éclatement, de la fragmentation des principaux troncs du « trotskysme ».

Il nous paraît très important de souligner, toutefois, ce qu'on veut dire avec la « partie saine », avec les « éléments sains ».

Pour ne pas tomber dans une vision subjective (voire idéaliste) dans la caractérisation de nous-mêmes et des multiples groupes et forces militantes qui, tôt ou tard, croiseront notre chemin, il est nécessaire de spécifier des facteurs concrets qui nous permettent de « diagnostiquer la santé ».

Comme il a été déjà dit, aucun nous n'a été nommé « Inspecteurs des Douanes » au moment d'examiner les passeports d'adhésion à la Quatrième Internationale.

La TCI donne une importance énorme à la question

méthodologique, qui permet la retenue formelle pour le développement du contenu des débats.

Il est évident que le centralisme démocratique comme concept et comme méthode est seulement possible dans son accomplissement complet et exact avec le développement du parti mondial. Développement en matière de programme et d'organisation, ce qui suppose une élévation du niveau des cadres et une plus grande influence dans les masses.

En tenant compte de cette limite, il nous paraît fondamental d'explorer dans notre fonctionnement cette question : nous sommes le produit de la manifestation de la révision du trotskysme, mais ne sommes n'importe que produit : nous sommes les expulsés, les purgés, les persécutés par les bureaucraties staliniennes, dont la caricature sévit dans de nombreux débris des branches centristes.

Depuis notre expulsion du Parti "Ouvrier", nous avons parcouru un chemin long et difficile :

- nous avons subi l'expulsion comme dissidents, mais aussi de la complicité de Jorge Altamira et la direction du P« O » avec les organes de répression avec la détention de Fernando Armas en 1989.

- notre coexistence excessivement prolongée avec le POR de Bolivie nous a conduits à capituler dans un premier temps devant l'expulsion de Bacherer. Seule l'autocritique approfondie à l'occasion de notre VII Congrès a permis de nous remettre en cause programmatiquement et méthodologiquement.

- La formation du Comité Paritaire avec le PTS (avant la scission de ce qu'est aujourd'hui la LOI-CI), nous a fait connaître une bureaucratie plus élégante, en « gants blancs », qui a bafoué l'accord signé avec nous : donner aux cadres intermédiaires et à la base notre document critique devant le processus de rupture, aujourd'hui connu comme « la lettre cachée ». Une divergence préexistante à ces événements (la politique vers les forces de l'armée et de sécurité) a été prise comme excuse pour la rupture, en étant utilisé comme feuille de vigne pour couvrir les véritables divergences idéologiques, politiques et méthodologiques entre le PTS et le Comité Constructor por un POR.

- Le noyau fondamental qui forme aujourd'hui la Fracción Trotskysta du Brésil a subi la marginalisation bureaucratique de la section lorista du Brésil (la T-POR), pour avoir divergé à l'occasion de l'occupation de l'Ambassade du Japon au Pérou par le groupe foquiste Tupac Amaru.

- Les Journées Internationales de Débat programmées avec la LBI brésilienne furent bureaucratiquement avortées par ce groupe, au moyen d'un expédient stalinien : l'exclusion préalable de la FT, pour une supposée capitulation sur le Front Populaire dans un front de masses.

Dans tous les cas, nous qui avons constitué la TCI, nous récusons tout type de manœuvre qui revient à empêcher le déroulement du débat, qui vise à obscurcir la discussion. En ce sens, nous sommes d'accord avec l'idée de « Transparence, transparence, et davantage de transparence».

De la même manière, nous avons déjà manifesté notre volonté de prendre part à un Tribunal Moral qui juge la conduite policière et délatrice de la direction du Parti « Ouvrier » pour le cas connu d'un camarade de la LOI-CI.

Pour finir ce chapitre, il nous intéresse en particulier d'approfondir la hiérarchie de cette question méthodologique : il ne s'agit pas d'un principe abstrait, bien au contraire qu'une catégorie morale absolue. La lutte politique exige la démocratie ouvrière pour croître, et seul un riche processus de lutte des contraires, dans le camp du marxisme-léninisme-trotskysme peut donner lieu à la synthèse révolutionnaire, à la maturation des cadres, à la solidité dans l'intervention pratique. Nous sommes centralistes démocratiques (et dans cette phase de construction, nous préférons un excès de démocratie), par nécessité, parce que seule cette méthode peut conduire à avancer dans notre objectif : reconstruire la Quatrième Internationale et ses sections.

c) La MÉTHODE de préparation doit consister en l'édition d'un bulletin interne international, qui publie obligatoirement tous les documents les groupes et les camarades qui adhèrent à l'Appel. Dans ce contexte, il nous paraît légitime que chaque tendance ou courant publie son propre matériel (nous avons appris que le « Collectif » doit sortir prochainement *Révolution Permanente*, et notre TCI boucle le premier numéro de *Internacionalismo*).

d) La DATE de concrétisation de l'événement devrait partir de la priorité à la préparation, de manière à intéresser de nouveaux groupes, et d'avancer dans la maturation véritable et collective du débat entre ceux qui adhèrent déjà. Six mois de préparation nous paraît être un temps raisonnable, qui placerait l'événement en 2004, sans précipitation qui pourrait faire avorter le développement des discussions.

e) Nous ne pouvons pas définir a priori les CONCLUSIONS de la Conférence. Mais il ne s'agit pas seulement de discuter, mais aussi d'avancer dans les actions pratiques à l'échelle mondiale, et aussi dans chaque pays où il y a plus d'un groupe organisé. Il est souhaitable que l'organisation de tous et les réunions bilatérales des groupes, attirent à leur tour d'autres courants et d'autres camarades, non seulement pour les débats préparatoires, mais pour l'action politique commune que la situation exige.

janvier 2004

Comité Constructor por un Partido Obrero Revolucionario (Comité Constucteur du Parti Ouvrier Révolutionnaire)

Fracción Trotskysta (Fraction Trotskyste)

membres de la Tendance Quatrième Internationaliste

Site : www.pormasas.com.ar

Réponse du GB / France à la FT (TCI) et au POR (TCI)

21 points ou 5 points ? Collectif ou Comité de liaison ?

Chers camarades,

Le Groupe bolchevik a reçu de votre part :

- La position de la TCI sur l'Appel du Collectif (26 janvier 2004)
- La proposition de la TCI pour une conférence internationale ouverte (19 mai)
- Une lettre de la FT proposant de participer à la fondation d'un « comité paritaire » (7 juillet)
- Une proposition de rejoindre un « comité de liaison » (10 & 11 juillet)

Entre-temps, vous avez cosigné avec le GB et plusieurs autres organisations la déclaration internationaliste en défense de l'Irak, diffusée le 1er mai dans sept pays. Cette dernière initiative est une des décisions de la réunion du Collectif des 8, 9 & 10 avril, qui avait confié la rédaction du projet aux camarades de Poder Obrero de Bolivie.

Le GB répond aujourd'hui à vos contributions et à vos propositions, de manière honnête et franche. D'abord, nous nous efforçons de tirer toutes les conséquences d'une opinion que nous semblons partager (I) ; ensuite, nous mesurons les divergences de programme telles qu'elles apparaissent actuellement (II) ; enfin, nous examinons le bilan de l'initiative internationale à laquelle vous nous aviez invités (III).

Vous tiendrez compte de nos limites linguistiques : d'une part, nous avons pu nous tromper en traduisant vos propos et ceux d'autres organisations rédigés en espagnol ou en portugais ; d'autre part, nous vous écrivons, avec nos excuses, en français *[une traduction en espagnol, faite par le GG, a été depuis envoyée, note de RP].*

I. Pour une compréhension lucide et partagée des principaux événements

A propos de l'analyse des rapports de forces entre les classes

Dans votre contribution sur l'Appel, vous soulignez l'importance de partager l'analyse de la situation :

Comme la relation que nous établissons n'est pas de type universitaire, mais de militants révolutionnaires, caractériser correctement une situation est le moyen pour que les mots d'ordre et l'intervention pratique soient corrects. Toute prétendue avancée en termes « d'accords de principes » resterait abstraite si nous ne nous entendons pas sur l'intervention concrète... Il nous semble que le « Collectif » abuse du mot « révolution »... (*Positionnement de la TCI*, 26 janvier 2004, partie II)

Le Groupe bolchevik partage cette préoccupation :

La nécessaire délimitation des forces révolutionnaires soit s'appuyer à notre avis sur les textes fondamentaux de la LC (Manifeste de 1848, Adresse de 1850), les résolution de la dernière période de l'AIT (en particulier les Adresses de 1871), les textes adoptés par les quatre premiers congrès de l'IC (1919-1923), les fondements de la 4e Internationale (Appel de 1933, Thèses de 1936, Programme de 1938, Manifeste de 1940). Mais les références programmatiques ne sont utiles que si elles servent de base pour comprendre ensemble les grands événements contemporains, pour définir une ligne internationale stratégique commune, pour intervenir à la mesure de nos forces dans chaque forme nationale de la lutte des classes mondiales. (CC du GB, *Message au Plénum international des groupes et organisations de classe appelé par le CR Brésil, la LBI Brésil et l'OCI Argentine,* 24 janvier 2003)

Le marxisme n'est pas un credo. Il n'est pas non plus pas un empirisme, mais il respecte les faits. L'étude sérieuse et l'analyse des contradictions doit permettre de saisir les processus réels et d'en rendre compte :

Notre conception de l'histoire est, avant tout, une directive pour l'étude... (F. Engels, *Lettre à C. Schmidt,* 5 août 1890)

Par conséquent, les marxistes tentent d'analyser concrètement les situations concrètes. Ils s'efforcent de percevoir les stabilisations, les reculs et les défaites, comme les mobilisations des masses, les crises de domination et les révolutions qui s'ouvrent.

Donc, ils évitent de se borner à des analogies, de recourir à des formules toutes faites, à des mythes consolateurs et à des falsifications : prendre la situation argentine de la mi-2003 comme du « *semi-kérenskysme* » et Kirchner pour un front populaire, appeler les contre-révolutionnaires islamistes des « *combattants héroïques* », truquer le montant des dépenses militaires de l'UE, inventer une « *vague rose* » social-démocrate qui submerge l'Europe en 2004, mystifier avec une révolution en Palestine en 2003, imaginer un impérialisme unifié en Europe dirigé par le Parlement européen, duper sur la possibilité de « brigades internationales » en Irak, etc.

Ces messieurs ont parfois l'air de s'imaginer que tout est assez bon pour les ouvriers. (F. Engels, *Lettre à C.

Schmidt, 5 août 1890)

Le GB a cru un temps que la direction de la LOI-CI Argentine souffrait seulement d'une sorte de maladie infantile, qu'il s'agissait de la contrepartie d'une ligne révolutionnaire en Argentine contre la ligne réformiste de l'assemblée constituante, pour le double pouvoir et pour l'insurrection. Nous pensions que ces erreurs étaient compréhensibles face au Partido obrero d'Altamira et aux débris du MAS qui a explosé après la mort de Moreno. Nous avions l'illusion qu'elles pouvaient être corrigées à l'aide des organisations révolutionnaires étrangères, au premier chef celles du Collectif qui travaillaient en confiance avec la direction de la LOI et du GOI.

Mais nous avions tort : la direction de la LOI n'a aucune intention de se soumettre au contrôle de révolutionnaires d'autres pays. La grandiloquence et l'hystérie, les postures théâtrales et les outrances de langage dissimulent toutes sortes de manœuvres et de fourberies. La direction de la LOI ne souffre pas d'une simple déviation de gauche, mais plutôt d'une maladie plus grave et congénitale, *l'opportunisme.*

Contre les phrases radicales qui n'engagent à rien et qui trompent le prolétariat

Quand on compare ce qu'ils disent à ce qu'ils font, comment prendre au sérieux les outrecuidances et les rodomontades des permanents du COTP-FTICI ?

Ces dirigeants, qui comparaient encore en juillet 2003 Kirchner à Kerenski, ont comme perspective à offrir au prolétariat argentin, en juin 2004... une journée d'action *(« paro »).*

Les permanents qui proclament, de leurs bureaux de Buenos-Aires, qu'une révolution est en cours en Palestine ferment les yeux sur les faits (l'écrasement des camps par l'armée sioniste, la liquidation de dirigeants, le bombardement du siège de l'Autorité palestinienne, la construction du mur en Cisjordanie...) : tout regroupement révolutionnaire en Palestine qui se fierait au prétendu « secrétariat international » serait en très mauvaise posture.

Les phraseurs qui disent : *« dehors le PSOE et le PCE »* pour un pays lointain comme l'Espagne soutiennent les journées d'action des staliniens chiliens qui dirigent la CUT et sont incapables de travailler au sein des CGT argentines contre la bureaucratie péroniste.

Les guérilléristes de salon, qui prétendent qu'il faut envoyer des volontaires combattre en Irak sous la direction du Baas et des islamistes, se gardent, heureusement, d'y envoyer leurs militants.

Les Tartuffes qui inventent un « tournant droitier » des groupes européens du Collectif courtisent sans vergogne les cogestionnaires du CRI France, les pablistes du type C. Edwards et même les lambertistes de la FUR France, qui ont rejoint le PT.

Les gauchistes de pacotille qui appellent au boycott des élections en Europe présentent eux-mêmes dans leur pays une liste aux élections municipales de Buenos Aires sous le mot d'ordre : « *un pôle ouvrier* » avec la LSR.

Les héritiers de la « troisième période d'erreur » de l'IC qui expliquent que le front unique ouvrier s'oppose au gouvernement ouvrier, qu'il n'est possible que lorsqu'on dispose d'un parti de masse, qu'il a disparu du trotskysme à partir de 1933, se révèlent partisans de l'appel aux « organisations des droits de l'homme ».

Les girouettes politiques qui calomnient brutalement en décembre 2003 des membres du Collectif (« *staliniens* », « *polpotistes* ») trafiquent secrètement, au même moment, dans le dos du prolétariat argentin, avec le renégat L. Zamora.

Le désir de se situer à gauche du marxisme conduit fatalement dans le marais centriste. (L. Trotsky, *Sectarisme, centrisme et 4e Internationale*, 22 octobre 1935, *Œuvres* t. 7, p. 43)

Militant dans le même pays, le CC-POR doit en savoir plus sur la pratique de la LOI que nous. Une chose est sûre : la construction du parti ouvrier révolutionnaire en Argentine nécessite d'en finir une fois pour toutes avec les zigzags opportunistes et les coups fourrés du morénisme ; la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire impose l'honnêteté et le respect des faits.

L'accord doit porter sur la compréhension des principaux événements

Vous serez d'accord avec nous pour préciser que seule une secte exige qu'il faille être d'accord sur tous les aspects d'une conjoncture et sur tous les aspects de la tactique pour être membre d'une même organisation nationale, à plus forte raison pour être membres d'une même organisation internationale. Le bolchevisme nécessite « seulement » la compréhension commune des *principaux* événements et des *principales* tâches.

Une fusion exige une unité de pensée, non sur des questions particulières et secondaires, mais sur les questions fondamentales. (L. Trotsky, *Alchimie centriste ou marxisme,* 24 avril 1935, *Œuvres* t. 5, EDI, 1979, p. 263)

Il nous semble que caractériser décembre 2001 comme un début de révolution (l'Appel du Collectif) ou une situation pré-révolutionnaire (TCI, *Positionnement*, 26 janvier 2004, partie II) peut se discuter au sein d'un même centre international, surtout avec des camarades qui sont sur place. Par contre, seuls des inconséquents et des irresponsables peuvent confondre les reculs du prolétariat palestinien en 2003 face à l'offensive de Sharon avec une révolution.

Pour sa part, le GB a attiré l'attention de la direction de la LOI sur le reflux de 2003 en Argentine, ainsi que sur la situation dramatique du peuple palestinien. Surtout, le GB a tenté de doter le Collectif, dès sa gestation, d'une vision lucide de la situation mondiale. Le préambule de l'Appel esquisse une analyse sérieuse de la période, en se basant sur les rapports entre les classes à l'échelle mondiale :

La montée révolutionnaire de la fin des années 1960 et

du début des années 1970 a été mondiale : mobilisation de la jeunesse et des ouvriers en Chine, révolution antibureaucratique en Tchécoslovaquie, guerre du peuple vietnamien, grève générale en France, grèves à grande échelle en Italie, grève victorieuse des mineurs en Grande-Bretagne, mouvements nationaux en Irlande et au Pays Basque, mouvement étudiant au Mexique, révolution en Bolivie, lutte des Noirs et mouvement anti-guerre aux États-Unis, Cordobazo en Argentine, révolution au Chili et au Portugal... Mais cette vague a été contenue et trahie par les nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois et les directions traîtres du mouvement ouvrier.

A partir des années 1980, ce nouveau retard infligé à la révolution mondiale a permis aux bourgeoisies des pays impérialistes de reprendre l'offensive. Un épisode marquant fut la défaite des mineurs britanniques en 1985, mais l'événement décisif fut la destruction de l'URSS en 1991 et le rétablissement consécutif du capitalisme en Russie par la bureaucratie stalinienne qui usurpait le pouvoir des travailleurs depuis 1924.

Cette victoire historique de la bourgeoisie mondiale a encouragé l'impérialisme américain à prendre la tête de coalitions qui ont écrasé l'Irak en 1991, les Balkans en 1999, l'Afghanistan en 2002, l'Irak de nouveau en 2003.

Mais les puissances impérialistes sont incapables de stabiliser la situation. A la fin du XXe siècle, se sont succédées des luttes de masse en Afrique du Sud, l'Intifada de 1987 en Palestine, des manifestations massives en Allemagne de l'Est et en Chine en 1989, les grèves de novembre décembre 1995 en France, les grèves de 1997 en Corée du Sud, les révolutions d'Albanie et d'Indonésie en 1997. Le XXIe siècle a débuté avec de puissantes mobilisations de masse, comme la lutte héroïque palestinienne en 2000, le soulèvement algérien en 2001, les grèves et manifestations italiennes et la révolution en Argentine en 2001, le soulèvement en Bolivie en 2003... La guerre contre l'Irak a été contestée par une énorme mobilisation anti-impérialiste de masse à travers le monde, jusqu'au cœur des métropoles impérialistes. Les prolétariats d'Europe combattent contre la liquidation des acquis arraché durant les précédentes poussées révolutionnaires.

Il faut dire la vérité aux masses, aussi dure et cruelle soit-elle, toutes ces défaites, les reculs des processus révolutionnaires et les déroutes militaires des nations opprimées, ont été des produits de la trahison des directions du prolétariat et des masses exploitées, aujourd'hui groupées pour la plupart dans le Forum Social Mondial. (Collectif, *Appel,* 20 août 2003)

L'Appel est sans doute insuffisant, mais il a écarté les formulations initiales du « SI » du COTPCI, rebaptisé « FTICI » (peu après la fondation de la « FTCI » par le PTS Argentine).

La vision tiers-mondiste de la direction de la LOI

Le projet du « secrétariat international » du COTP expliquait la situation mondiale avec, d'une part, la prétendue « désynchronisation » entre la lutte révolutionnaire du monde colonial et semi-colonial, contrastant avec une prétendue atonie des centres impérialistes, d'autre part la trahison du prolétariat européen lui-même :

Le prolétariat nord-américain est celui qui paye le plus durement, avec de gigantesques pertes de conquêtes, cette situation. La trahison de la social-démocratie et du stalinisme a conduit ***le prolétariat*** *des pays impérialistes d'Europe, à la fin des années 1980 et au début des années 1990,* ***à se subordonner aux intérêts de ses bourgeoisies impérialistes et à appuyer la restauration capitaliste*** *impulsée par les bureaucraties staliniennes qui se sont converties en agents directs du capital impérialiste mondial. Cela a signifié une* ***désynchronisation*** *par rapport à la lutte du prolétariat et des exploités du monde semi-colonial qui, dans les dernières décennies, sont entrés tout à tour dans le combat ouvrant des situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires...* (S. Novak, *Projet de texte pour l'Appel,* 10 mai 2003, souligné par nous)

L'éclectisme fait coexister des formulations « trotskystes » et d'autres qui n'ont rien à voir avec le marxisme. Ces dernières, en un seul paragraphe, révèlent une incompréhension de la lutte à l'échelle mondiale entre les deux classes sociales fondamentales :

- Pour la direction du COTP-FTI, une couche petite-bourgeoise, la bureaucratie des États ouvriers dégénérés (ou déformés de naissance) impulse le rétablissement du capitalisme.
- Pour la direction du COTP-FTI, le prolétariat européen s'est subordonné aux bourgeoisies des pays impérialistes.
- Pour la direction du COTP-FTI, le prolétariat du monde semi-colonial lutte seul depuis des décennies.

La bureaucratie russe était-elle une classe sociale ou un relais de la bourgeoisie mondiale ?

La direction empirique de la LOI confère de fait à la bureaucratie le rôle d'une véritable classe sociale. Elle aurait été capable de prendre l'initiative, elle-même, de bouleverser les rapports de propriété en URSS.

Or, pour les bolcheviks-léninistes, la bureaucratie stalinienne n'était qu'une couche intermédiaire, dont le règne s'expliquait par le retard de la révolution prolétarienne et l'isolement du premier Etat ouvrier. L'appareil de l'Etat a échappé à partir de 1924 au contrôle de la classe ouvrière, en lien avec l'arriération du pays et la série de défaites des années 1920 et 1930 à l'échelle mondiale :

La bureaucratie soviétique gagnait en assurance au fur et à mesure que la classe ouvrière mondiale subissait de plus lourdes défaites. Entre ces deux faits, la relation n'est pas seulement chronologique, elle est causale et réciproque : la direction bureaucratique du mouvement contribuait aux défaites ; les défaites affermis-

saient la bureaucratie. (L. Trotsky, *La Révolution trahie,* 1936, ch. 5, Minuit, p. 66)

Mais cette caste n'avait pas pour autant de place indépendante dans le processus de production. En dernière analyse, elle était l'expression d'une sorte d'équilibre instable entre d'une part de la pression de la bourgeoisie mondiale sur l'État issu d'Octobre et d'autre part la résistance de la classe ouvrière mondiale, au premier chef le prolétariat soviétique.

Ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ; ou la classe ouvrière renversera la bureaucratie. (L. Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* 1938, GB, 2003, p. 38)

La question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vives sur le terrain national et international. (L. Trotsky, *La Révolution trahie,* 1936, ch. 9, Minuit, 1963, p. 170)

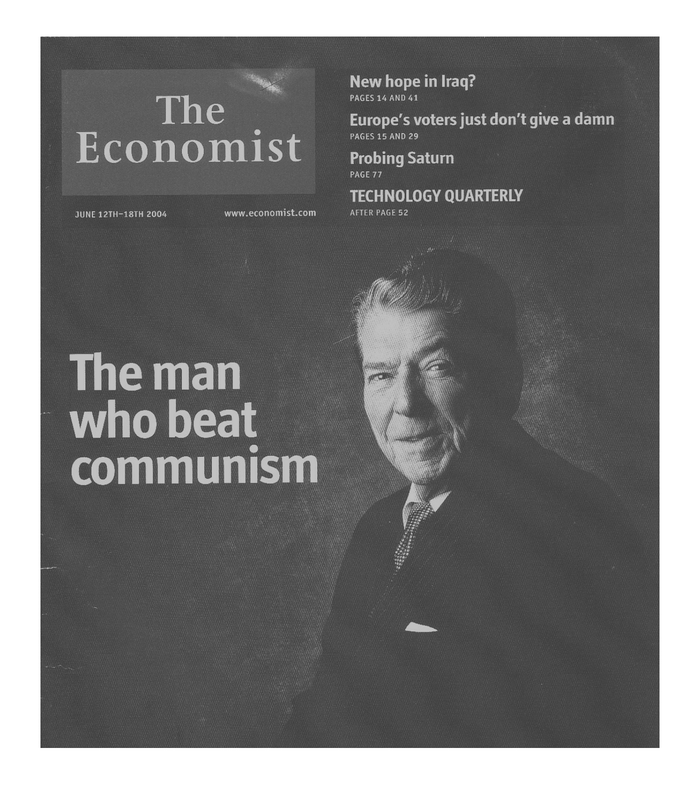
Si Novak prenait au sérieux l'expression « agent » qu'elle emploie pour désigner la bureaucratie, elle comprendrait que « l'impulsion » de la restauration capitaliste est venue de la classe bourgeoise mondiale et en particulier du plus puissant des impérialismes, l'impérialisme américain.

Il faut ne rien comprendre pour ne pas distinguer, derrière les combinaisons passagères du moment, l'antagonisme fondamental qui existe entre les États impérialistes et la République soviétique. (L. Trotsky, *Le Conflit sino-russe et l'Opposition,* 4 août 1929, *Écrits* t. 1, Rivière, 1955, p. 222)

Il faut ne rien comprendre pour ne pas distinguer entre la force motrice du démembrement de l'URSS et de la restauration du capital (la bourgeoisie mondiale) et de son agent au sein de l'Etat ouvrier (la bureaucratie). Dans les faits, les secteurs décisifs de la bureaucratie de l'URSS, incarnés par Gorbatchev puis Eltsine, ont finalement cédé à la pression impérialiste et avancé vers la restauration en même temps qu'ils capitulaient complètement devant les exigences américaines en Afrique du sud, au Nicaragua, en Afghanistan…

Ronald Reagan lance donc à Moscou le défi « d'une course aux armements que vous ne pourrez pas gagner »… On s'est mis d'accord dès 1986 sur une série de « mesures de confiance » jusque là rejetées en bloc par Moscou, ainsi que sur l'Afghanistan : le tandem Gorbatchev-Chevardnadze a admis dès le début le principe d'un retrait de l'armée rouge, qui deviendra effectif dès 1989. (« L'homme qui a bousculé 'L'Empire du mal' », *Le Monde,* 8 juin 2004)

La présidence Reagan de 1981-1989 a changé la face du monde… Il décida de mettre de l'argent dans les forces armées américaines et d'installer des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe… Il avait raison. L'année de son départ de la Maison Blanche, les Russes avaient perdu l'Europe de l'est ; l'année suivante, ils abandonnèrent le communisme. (« L'homme



qui a battu le communisme », *The Economist,* 12 juin 2004)

A leur manière, les porte-parole du capital financier rendent compte de l'interaction entre les « mondes » et établissent un lien entre l'évolution au sein des pays impérialistes et l'effondrement des États ouvriers d'Europe.

Omettre le rôle de la bourgeoisie impérialiste comme déterminant la restauration capitaliste est une erreur théorique. En pratique, la FTI pouvait ainsi refuser de défendre les États ouvriers contre la bourgeoisie mondiale (dans le droit fil de Shachtman et Cliff, Moreno et Lambert). D'ailleurs, le projet d'Appel initial de la FTI abordait la question des États ouvriers, sans dire un mot de la défense des dernières conquêtes qui subsistaient en Chine, au Vietnam, en Corée du Nord et à Cuba.

La « désynchronisation » de deux « mondes », un thème nationaliste et néo- pabliste

Pour comprendre les conjonctures nationales et continentales, il faut partir de l'échelle planétaire.

Le marxisme procède de l'économie mondiale considérée non comme la simple addition de ses unités nationales mais comme une puissante réalité indépendante… (L. Trotsky, *Préface de l'édition française,* 29 mars 1930, *La Révolution permanente,* Minuit, 1975, p. 8-9)

Voilà pourquoi notre bulletin, *Révolution Socialiste,* s'efforce d'analyser régulièrement l'économie mondiale. Il n'y a pas d'un côté des prolétariats à l'offensive (dans le monde semi-colonial) et de l'autre un prolétariat subordonné à sa bourgeoisie. Comme le dit le préambule de l'Appel, à la vague révolutionnaire *mondiale* des années 1960 et 1970 a succédé une contre-offensive *mondiale* de la bourgeoisie.

Il n'est pas difficile de retrouver la filiation de la théorie

de la « désynchronisation » entre les « secteurs ». Elle vient des nationalistes bourgeois et des staliniens du type Castro et Mao et elle a été incorporée depuis longtemps dans les révisions des faussaires de la « 4e internationale » :

Dans ces conditions, la Révolution coloniale occupe la place d'avant-garde de la révolution mondiale et agit comme force principale... (6e congrès du SI pabliste, *Bilan, problèmes et perspectives de la Révolution coloniale*, *Quatrième Internationale,* 1er trimestre 1961, p. 47)

Le retard de la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes a, en général, indubitablement empêché la révolution coloniale de suivre la voie socialiste aussi rapidement et aussi consciemment que c'eût été possible (7e congrès du SU pabliste, *La Dialectique de la révolution mondiale,* 1963, in P. Frank, *La Quatrième Internationale,* Maspero, 1969, p. 139)

Pendant deux décennies, le centre de gravité de la révolution mondiale s'était déplacé vers les pays coloniaux et semi-coloniaux... (9e congrès du SU, *La Nouvelle montée de la révolution mondiale, Quatrième Internationale,* mai 1969, p. 14)

Quelles que soient les formules utilisées, l'opposition entre fractions du prolétariat mondial est toujours basée sur le scepticisme à l'égard de la capacité révolutionnaire des bastions de la classe ouvrière.

L'accusation des chefs de la LOI contre le prolétariat européen

De la même manière que sur la question de la bureaucratie de l'URSS, le faux est juxtaposé au vrai dans la description de la situation mondiale faite par la LOI. Il en est ainsi depuis le premier révisionnisme, en passant par Moreno et son maître Pablo : leurs textes comportent toujours des emprunts formels au marxisme pour rassurer les militants attachés au marxisme et camoufler la révision. Ainsi, le « SI » admet que la social-démocratie et le stalinisme trahissent (hommage à l'orthodoxie), mais il attribue *à* la *classe ouvrière* la responsabilité de s'être subordonnée à la classe dominante (la véritable position de la direction de la LOI) :

La trahison de la social-démocratie et du stalinisme a conduit le prolétariat des pays impérialistes d'Europe, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, à se subordonner aux intérêts de ses bourgeoisies impérialistes. (S. Novak, *Projet de texte de convoation,* 10 mai 2003)

Les centaines de millions travailleurs salariés des pays impérialistes sont exploités. Une partie significative est en permanence réduite au chômage. Tous subissent de multiples attaques de leur bourgeoisie. Et il faudrait en plus qu'ils supportent les insultes de quelques permanents de Buenos-Aires...

Pour des marxistes, *l'entièreté* du prolétariat mondial, tant les prolétariats des pays dominés que ceux des pays dominants subissent une crise de direction :

Les masses n'ont pas été capables de briser la coalition des socialistes, des staliniens, des anarchistes et du POUM avec la bourgeoisie. Ce modèle de sophisme procède d'une sorte de concept d'une sorte de maturité absolue, c'est-à-dire d'une condition de perfection des masses dans laquelle elles n'ont aucun besoin d'une direction... Ce n'est que peu à peu, et seulement sur la base de leur propre expérience que les couches les plus larges des masses finissent par se convaincre que la nouvelle direction est plus ferme, plus sûre, plus loyale que l'ancienne... Mais il faut qu'un tel parti existe bien avant la révolution... (L. Trotsky, *Classe, parti et direction,* août 1940, *La Révolution espagnole,* Minuit, 1975, p. 558 & 560)

Avec la disparition sans gloire de la 4e Internationale qui avait été proclamée pour résoudre ce problème, la crise de direction s'est aggravée à un point inédit.

Si les journalistes empiristes du *BIOI* appliquaient leurs critères à leur propre pays, ils concluraient que le prolétariat argentin s'est subordonné en 2003 à sa bourgeoisie. Mais, comme les nationalistes et les tiers-mondistes, ils suintent le scepticisme et l'hostilité *à la classe ouvrière des pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du nord*, rendue responsable de ce que font « ses » capitalistes.

La classe ouvrière des Etats-Unis ne se réduit pas aux Noirs et aux Latinos

Pour la direction de la LOI, le prolétariat d'Amérique du nord ne vaut guère mieux que celui d'Europe, à l'exception des Noirs et des travailleurs d'origine latino-américaine :

Mais cette tâche historique ne peut être menée que par le jeune et héroïque prolétariat latino-américain, en étroite unité avec son allié le plus important, la classe ouvrière nord-américaine, et en particulier sa fraction la plus exploitée et opprimée, les millions d'ouvriers noirs et latinos, surexploités et traités comme des parias par cette bourgeoisie impérialiste et aussi par l'arrogante aristocratie ouvrière et la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO, qui sont ceux qui souffrent le plus de la flexibilité du travail, du chômage, de la pauvreté, de la persécution et de l'hostilité de la police. ***C'est à eux que doit s'adresser la classe ouvrière latino-américaine***... (SI du COTP, *Projet de déclaration Bolivie*, 30 septembre 2003, souligné par nous)

De nouveau, après quelques mots orthodoxes et prudents (la classe ouvrière nord-américaine est l'alliée de celle d'Amérique latine), suit l'expression détaillée de la véritable ligne de la direction de la LOI : le prolétariat d'Amérique latine –« *héroïque* »– doit compter *uniquement* sur les Noirs et les Latinos d'Amérique du Nord.

C'est à eux que doit s'adresser la classe ouvrière latino-américaine...

Selon la direction de la LOI, il ne sert à rien de s'adresser à l'ensemble des travailleurs américains. D'évidence, la « désynchronisation » des post-morénistes s'explique par leur concept de « l'aristocratie ouvrière ». Leur « aristocratie ouvrière » est bien différente de celle

d'Engels et de Lénine, car elle englobe implicitement la majeure partie des classes ouvrières des pays impérialistes. Rien de bien nouveau dans le révisionnisme des épigones qui usurpent la référence à la 4e Internationale de Trotsky. Dans une conférence de 1965, Mandel expliquait déjà que tout le prolétariat des pays impérialistes était corrompu :

Aujourd'hui, nous sommes plus conscients des réalités économiques de la situation ouvrière dans le monde entier. Nous pouvons constater que la véritable aristocratie ouvrière n'est plus constituée par certaines couches du prolétariat des pays impérialistes par rapport à celui des pays coloniaux et semi-coloniaux : le rapport des salaires entre un ouvrier noir d'Afrique du Sud et un ouvrier anglais varie d'un à dix... Il est donc manifeste que le premier est très supérieur au deuxième. C'est d'ailleurs l'exploitation impérialiste qui a permis de réaliser cette énorme différence globale des salaires entre les pays impérialistes et les pays sous-développés. (E. Germain, *De la bureaucratie,* Maspero, 1971, p. 24)

La classe ouvrière nord-américaine d'origine européenne ou asiatique est-elle de « l'aristocratie ouvrière » ? Le mini-appareil de la FTI use et abuse d'un terme qu'il ne définit jamais, qu'il n'incarne jamais (quelles couches ? quel rôle concret ? comment affronte-t-on *pratiquement* « l'aristocratie ouvrière » ?...).

Mais la direction de la LOI n'est jamais très rigoureuse en matière de théorie. Elle n'est pas non plus très soucieuse des faits. Elle oublie l'immigration asiatique aux États-Unis. Elle semble croire que tous les Noirs et tous les Latinos sont des prolétaires.

La nature des bureaucraties syndicales et de leurs « journées d'action »

Le COTP-FTICI prétend que les partis réformistes et les syndicats des pays impérialistes sont l'expression pure et simple des intérêts de l'aristocratie ouvrière.

A proprement parler, les organisations « réformistes » ne sont pas sous le contrôle d'une quelconque section de la classe ouvrière, mais plutôt sous l'hégémonie de la classe dominante. Car, à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie met la main sur les organisations ouvrières par l'intermédiaire de leurs appareils qu'elle corrompt et qu'elle domestique. Ceux-ci font sciemment la politique de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, y compris en Amérique latine.



Les contrôleurs aériens en grève

Le 5 août 1981, Reagan a licencié 11 359 contrôleurs aériens en grève. Ces travailleurs forment une catégorie du prolétariat très qualifiée et bien payée, une aristocratie ouvrière au sens de Lénine. Après l'échec des contrôleurs, de nombreux ouvriers et employés, y compris des centaines de milliers de Latinos et de Noirs, furent dissuadés durablement de recourir à la grève. Cette défaite retentissante a donc encouragé l'offensive des patrons. Mais elle a aussi facilité le cours international agressif et contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain, contre l'Afghanistan et l'URSS, mais aussi en Amérique latine, en particulier à Grenade, au Nicaragua et au Salvador.

Voilà pourquoi la bureaucratie de l'AFL-CIO, loin de défendre ces « aristocrates ouvriers », les a trahis face à la répression et à l'État bourgeois. Seuls les contrôleurs aériens du Portugal et du Canada boycottèrent les vols américains durant 48 heures, en solidarité avec leurs camarades licenciés. Quant à elle, la direction de l'AFL-CIO a refusé d'appeler à la grève les autres travailleurs des aéroports des États-Unis et ceux des compagnies d'aviation.

Contre la grève générale des travailleurs des transports aériens, la bureaucratie a appelé à une journée d'action symbolique (« *paro* » en argentin) en septembre 1981. Ce jour-là, 500 000 travailleurs manifestèrent pourtant à Washington, dont des dizaines de milliers de Latinos et de Noirs, ce qui montre le potentiel de combat qui existait. Mais ils sont restés sans perspective.

C'est à cela que servent les « journées d'action » des bureaucraties syndicales agents de la bourgeoisie, aux États-Unis comme au Chili, en France comme en Argentine. Voilà pourquoi le GB a refusé de signer la déclaration rédigée par la direction de la LOI sur les victimes de l'accident de Rio Turbio : ce projet appelait à un « paro », à une journée d'action, tourné contre la grève générale des mineurs d'Argentine. Avec le CRI France, vous avez cosigné cette déclaration à caractère très opportuniste.

Un autre reproche du GB était l'aspect étroitement national de ce texte prétendument international. Le projet de la LOI n'avait *pas un mot* pour les dizaines de mineurs russes ni pour *les milliers* de mineurs chinois morts des exigences de la restauration du capitalisme en Chine. Aucune organisation (LOI, CWG, FT, CRI, POR...) n'a repris nos suggestions d'amendements, ni n'a répondu à nos critiques.

Contre toute adaptation au nationalisme

D'ailleurs, les concessions au nationalisme apparaissent explicitement dans le projet de déclaration sur la Bolivie qu'avait proposé au Collectif la direction du COTP-FTICI :

Lutte contre la remise de la richesse en gaz aux Ricains [« gringos »]... Dehors les Amerloques de Bolivie ! [« Fuera los gringos de Bolivia! »] (SI du COTP, *Projet de déclaration Bolivie*, 30 septembre 2003)

Loin de corriger, la FTICI (ex-COTP) s'est vanté de ce type de vocabulaire :

« Dehors les Ricains » est révolutionnaire. (*BIOI*, supplément spécial au n°6, 6 novembre 2003, p. 27)

La FTI a prétendu que le refus du GB de s'aligner sur sa xénophobie anti-américaine provenait de notre adap-

PROLETARIER ALLER LÄNDER, VEREINIGT EUCH !

ARBEITER UND SOLDAT

DIE DEUTSCHE REVOLUTION IST WELTREVOLUTION ! (Karl Liebknecht)

AB 1. MAI 1944 KURS AUF DIE REVOLUTION !

Ein Schicksalstag der deutschen Arbeiter

tation « *aux préjugés et à la terrible* (sic) *pression qui s'exercent de la part de la gauche réformiste française* » (idem). Les trahisons de Moreno et de Lora prouvent que la pression de la classe dominante peut s'exercer non seulement par l'intermédiaire des partis ouvriers bourgeois, mais directement par l'intermédiaire des bonapartes et des partis bourgeois (PJ, MNR).

Une nouvelle fois, la FTI-CI est incapable de partir des classes et de la lutte des classes : elle croit que l'initiative vient des partis réformistes, alors que ces derniers sont des relais de la bourgeoisie.

Même son vocabulaire en témoigne : nous défions la FTI de trouver « *la gauche* » chez Trotsky pour désigner scientifiquement les partis politiques. Ceux qui se réclament du programme de la 3e Internationale et de la 4e Internationale, ne devraient pas céder à l'idéologie dominante en acceptant ce vocabulaire mystificateur qui masque les classes et la lutte des classes, qui mélange les partis bourgeois et les partis ouvriers. En France, il est employé à ce titre par toutes les directions traîtres et par leurs laquais centristes (dont les cousins de la LOI, les groupes morénistes).

Quant à la pression que la classe dominante, *la bourgeoisie,* exerce ici, elle est généralement celle de *l'anti-américanisme*, car l'impérialisme français est en compétition avec son rival américain. Cette position est répercutée dans la classe ouvrière et la jeunesse par le système scolaire et universitaire, par les médias et aussi par les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, les bureaucraties syndicales et les partis réformistes.

Nous voulons une Europe plus démocratique, capable d'agir pour la croissance et l'emploi, de garantir les droits sociaux, de peser dans le monde face à l'unilatéralisme des États-Unis... (PS, *Pour l'Europe,* 10 octobre 2003)

La situation du monde impose de donner à l'Union européenne la capacité de parler d'une voix forte face à la politique hégémonique et belliciste des États-Unis et de contribuer à la prévention des conflits. (PCF, *Propositions du PCF pour l'Europe*, 14 mai 2004)

Le GB est une des rares organisations du mouvement ouvrier à ne pas céder au chauvinisme anti-américain, très répandu en France. Nous luttons certes contre l'impérialisme américain, mais surtout *contre l'impérialisme français* et en tout cas jamais contre « les Américains ». Beaucoup d'autres expressions du projet de texte Bolivie montraient que le « SI » de la FTICI reste étroitement borné à l'Amérique latine et se révèle incapable de s'adresser à l'avant-garde prolétarienne mondiale.

Renouer avec l'internationalisme des 3e et 4e Internationales

L'ennemi principal est, pour chaque prolétariat, dans son pays, y compris en Bolivie et en Argentine. Symétriquement, le principal allié des classes ouvrières bolivienne et argentine est le prolétariat mondial, incluant celui des États-Unis. Il est donc inconcevable qu'une déclaration conçue par de soi-disant trotskystes internationalistes s'en prenne aux Américains et emploie des termes péjoratifs comme « *gringos* ». Quelle organisation voulant construire un parti révolutionnaire aux États-Unis pourrait y distribuer un tel texte ? Nous luttons contre l'impérialisme, contre les groupes capitalistes des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et du Japon, contre l'armée et les services secrets américains, pas contre les Américains en tant que tels, car c'est tourner le dos au prolétariat des États-Unis.

Le patriotisme constitue l'élément essentiel de cette idéologie au moyen de laquelle la bourgeoisie empoisonne la conscience de classe des opprimés et paralyse leur volonté révolutionnaire... (L. Trotsky, *Leçons d'Octobre,* 4 novembre 1935, *Œuvres* t. 7, EDI, 1980, p. 63)

Les bolcheviks-léninistes du monde entier peuvent être fiers que, à l'entrée des États-Unis dans la seconde guerre inter impérialiste, la section américaine, le SWP, a défendu les ouvriers d'origine japonaise contre la vague chauvine.

De même, durant l'occupation militaire (et l'oppression nationale) de la Belgique et de la France par l'impérialisme allemand dirigé par les nazis, la section française de la 4e Internationale n'a jamais succombé au chauvinisme, ni employé le vocabulaire abject qui va avec (« *boches* » pour désigner les Allemands), contrairement aux staliniens. Les militants du POI ont même réussi à éditer, dans des conditions périlleuses, un bulletin à destination des travailleurs allemands sous l'uniforme, *Arbeiter und Soldat.*

L'adaptation au nationalisme n'est pas nouvelle en Argentine : l'opportuniste Nahuel Moreno avait placé en 1956 son organisation sous la discipline de Perón. Mais toute ligne de ce type, résultat de la pression des autres

classes sociales sur le mouvement ouvrier, est un crime contre le prolétariat mondial.

Ces concessions s'opposent à la préparation de la révolution prolétarienne dans le pays et au regroupement international des révolutionnaires. Au lieu d'opposer tel prolétariat à tel autre, de diviser la classe ouvrière mondiale, appliquons plutôt à l'Amérique latine et à l'Amérique du nord la ligne de Lénine pour l'Asie et l'Europe :

Dans l'Europe « avancée », seul le prolétariat est une classe avancée... Toute la bourgeoisie européenne fait alliance en Chine avec toutes les formes de la réaction et du Moyen âge. En revanche, toute la jeune Asie, c'est-à-dire des centaines de millions de travailleurs d'Asie ont un allié sûr dans le prolétariat de tous les pays civilisés. (V. Lénine, *L'Europe arriérée et l'Asie avancée,* 18 mai 1913, *Œuvres* t. 19, Progrès, 1967, p. 94)

Analyser correctement les situations concrètes et y intervenir ensemble comme bolcheviks nous impose à tous de rejeter l'héritage pourri des épigones de feu la 4e Internationale, d'extirper le pablisme, le morénisme, le lambertisme, le healysme, le shatchtmanisme, le cliffisme, le lorisme, le grantisme, le hardysme, l'altamirisme, etc. au même titre que la social-démocratie et le stalinisme, le nationalisme petit-bourgeois et le nationalisme bourgeois, dont ils ne sont que les avatars.

II. La perspective réactionnaire d'une pseudo - 4e Internationale supplémentaire

Pertinence et limite de votre commentaire sur la scission du Collectif

La FT-VP nous a écrit :

Les comités paritaires, comités de liaison, comités de correspondance... ne sont pas des inventions de Lambert et moins encore de Moreno ; ce sont des instruments mis en place par le mouvement révolutionnaire pour établir des discussions, des échanges, des campagnes... selon la tradition du marxisme révolutionnaire...

Le Collectif a été détruit, à notre avis, non par la LOI ni par un autre groupe qui en faisait partie, mais parce qu'il n'y avait pas -et qu'il n'y a pas- de base programmatique commune entre les divers groupes qui le composaient. C'est, à notre point de vue, la raison de la faillite du Collectif et de sa crise.

Quant à la disparition de la confiance envers la LOI, nous pensons que ce n'est pas une raison politique pour ne pas participer au Comité Paritaire...

Vous dites que la LOI a voulu détruire Lucha Marxista ? Comment est-ce possible ? Comment un groupe politique, situé dans un autre pays, est-il capable de le détruire ? N'avez-vous pas une meilleure explication ? (FT, *Lettre au GB,* 7 juillet 2004)

Le camarade Otávio Lisboa a raison sur un point d'importance : si le Collectif a connu sa première crise en juillet 2003 (quand la LOI a publié l'Appel international, en fonction de ses besoins nationaux, alors que LM était en train de l'amender), si le Collectif a subi une deuxième crise en décembre 2003 (quand le « secrétariat international » du CPTP-FTICI a scissionné LM, tout en l'accusant d'être des staliniens et des polpotistes), s'il a explosé en avril 2004 (quand les représentants du COTP-FTICI ont quitté la 2e réunion du Collectif), c'est forcément par désaccord programmatique.

Mais il faut préciser plusieurs points, avant d'essayer de revenir sur la principale faiblesse politique de l'Appel.

La dérision du camarade de la FT sur la tentative de destruction de LM témoigne d'une certaine naïveté politique que les Tartuffes morénistes se chargeront probablement de dissiper. La direction de la LOI a scissionné LM en débauchant un militant mécontent et indiscipliné qui n'avait aucune intention de rester à son organisation (ses actes le prouvaient et il l'a *explicitement* écrit), puis elle a couvert cette opération en accusant la direction du groupe péruvien du Collectif de stalinisme et de polpotisme (quelques mois après avoir signé l'Appel avec eux).

Pas plus que des statuts ne garantissent absolument la démocratie ouvrière, une plateforme programmatique (comme l'Appel) ne peut assurer que ceux qui la signent vont la respecter. Par exemple, la décision de lancer une nouvelle internationale a été prise en 1933 avec l'*Appel des Quatre.* Ce document tirait lucidement les leçons de la période, se délimitait fermement du réformisme et du centrisme, définissait clairement les tâches. Mais, de ses quatre signataires, trois abandonnèrent le terrain du bolchevisme-léninisme pour un programme plus large et des organisations plus importantes... qui disparurent toutes à l'ouverture de la seconde guerre impérialiste.

Changer les 21 points contre 5 seulement comme l'a fait la « pré-conférence » du Brésil n'est pas corriger les faiblesses du Collectif, mais les aggraver. Comme la trajectoire des déserteurs de l'Appel des Quatre de 1933 (OSP Pays-Bas, RSAP Pays-Bas, SAP Allemagne) l'a prouvé, ce n'est en tout cas pas en édulcorant le programme en mettant sur pied des « bureaux de Londres » ou des « comités paritaires » qu'on avance dans « *la tradition du marxisme révolutionnaire* »... si l'on entend par là l'école de Lénine et de Trotsky.

En dernière analyse, les divergences programmatiques renvoient elles-mêmes à des positions sociales. Par exemple, Hardy, le dirigeant secret de LO France, était un petit patron. Que la direction de la LOI soit incapable de partir des classes a forcément des racines.

Reste que, comme vous l'avez relevé, la base programmatique du Collectif avait un point particulièrement faible.

L'Appel laissait ouverte la question de l'Internationale

C'est vous qui aviez raison sur la question de la définition de l'objectif de l'Appel :

Si les mots ont un sens, l'établissement d'un centre international nécessite une unité idéologique, programmatique et politique... Comment cela serait-il atteint quand s'exprime, à notre point de vue, une telle divergence sur le bilan de la 4e internationale qu'il n'y a pas d'accord sur le numéro de l'internationale ? (*Positionnement de la TCI*, partie I).

Sans cacher le désaccord entre les rédacteurs, l'Appel ne se prononçait pas clairement sur la perspective de la conférence internationale, sur son débouché. Les adversaires français des 21 points trouvaient le problème négligeable :

Le Groupe CRI estime abusif de caractériser comme une « divergence importante » entre les organisations signataires celle qui porte sur la « caractérisation actuelle de l'Internationale révolutionnaire », c'est-à-dire sur son nom : Ve Internationale, Internationale ouvrière révolutionnaire ou IVe Internationale régénérée et refondée... (CRI, *Contribution sur l'Appel,* partie 5, 27 septembre 2003)

Mais la majorité de la CC du GB a elle-même sous-estimé l'importance de cette question, malgré les avertissements d'un de ses membres (le camarade Laruelle) et aussi d'une camarade du GG. Elle s'est figurée que, puisque les cinq fondateurs du Collectif étaient d'accord sur les tâches révolutionnaires en Irak et en Bolivie, puisque nous avions adopté en commun l'Appel, le CWG, LM et le GB pourraient ensemble persuader la LOI (et donc le GOI) que la 4e Internationale était morte. C'était une erreur.

Pour la CC du GB, la principale leçon de la scission du Collectif par la FTI est qu'il combattra désormais de manière ferme toute prétention à « *reconstruction* », « *refondation* », « *régénérescence* », « *recréation* », « *renaissance* », etc. d'une prétendue « 4e Internationale ».

La réponse que vous apportez pour l'instant à ce problème est, sans être identique, proche de celle de la FTI-CI (ex-COTP). Si nous l'avons bien comprise, elle peut se présenter ainsi :

1. A l'occasion de grands événements, la 2e Internationale et la 3e ont trahi, mais la 4e Internationale n'a jamais trahi à proprement parler ;

2. Les courants de la 4e Internationale qui dégénèrent se défont de l'étiquette (SWP Etats-Unis, PRT Argentine...) ;

3. Tout le centrisme contemporain progressif vient de la 4e Internationale ;

4. Le trotskysme a exprimé la continuité du marxisme-léninisme.

Ces arguments, même s'ils étaient justes (ce dont nous doutons, à l'exception du dernier... à condition d'être d'accord sur ce qu'il faut entendre par « trotskysme ») ne suffisent pas à légitimer, 70 ans après, l'illusion de pouvoir reconstruire la 4e Internationale. Car on n'a jamais vu une organisation révolutionnaire rester révolutionnaire durant plusieurs générations.

Étiquettes et numéros

En fonction de l'antagonisme entre les classes sociales fondamentales, à cause de la domination économique, politique, idéologique de la classe exploiteuse, soit le parti communiste mène le prolétariat à la victoire à l'occasion d'une crise révolutionnaire, soit il est liquidé comme organisation révolutionnaire par la répression et surtout par les capitulations de ses directions.

Trotsky lui-même avait averti l'organisation dont il avait jeté les fondements en 1933 :

Si le régime bourgeois sort de cette guerre impuni, tous les partis révolutionnaires dégénèreront. (*La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale,* mai 1940, GB, 2004, p. 34)

Pourquoi Lénine a-t-il abandonné l'étiquette de l'Internationale ouvrière (2e Internationale) ? Parce qu'elle a disparu en temps de guerre et parce que presque toutes ses sections ont pactisé avec leur propre bourgeoise (ce qui est évident pour les sociaux-patriotes bellicistes, mais pas moins vrai pour les pacifistes zimmerwaldiens). Pourquoi Trotsky a-t-il abandonné l'étiquette – beaucoup plus claire– de l'Internationale communiste (3e Internationale) ? Parce que ce centre est devenu le principal instigateur des défaites et qu'aucune section de l'IC n'a résisté à la révision du programme et aux trahisons.

Notre perspective est désormais celle d'une 5e Internationale ouvrière, dont le programme soit clairement communiste, comme celui de la 3e et la 4e Internationales. La 2e, par contre, hébergeait tous les courants socialistes et sa section phare (le SPD Allemagne) ne défendait pas la dictature du prolétariat. La différence entre 3e et 4e Internationales tient à la taille (la 3e a rallié les masses mais les a trahies à grande échelle, la 4e Internationale n'a pu se construire comme organisation de masse et a donc disparu) et aussi à l'enrichissement du programme : révolution permanente, État ouvrier dégénéré, révolution politique...

L'appellation « 4e Internationale » permettait, dans les années 1930 de se délimiter clairement de l'Internationale social-démocrate reconstituée et de l'Internationale dégénérée devenue stalinienne, mais aussi des internationales des organisations centristes qui refusaient en fait de rompre définitivement avec l'une et l'autre. Aujourd'hui, l'intérêt de lever le drapeau d'une « 5e Internationale » est très limité, car l'avant-garde actuelle ignore qu'il existe toujours une 2e, n'a pas connu la 3e Internationale et ne connaît sous le nom de la 4e que des contrefaçons de plus en plus réformistes.

Que les courants opportunistes, révisionnistes et liquidateurs *achèvent* leur trajectoire en reniant le « trotskysme » et la « 4e Internationale » est vrai.

Mais certains individus et courants restent au milieu du gué et, pour les autres, cela prend parfois des décennies, comme dans le cas de Shachtman ou de Pablo.

La dialectique oblige aussi à prendre en compte que l'usurpation du nom de Trotsky et du drapeau de la 4e Internationale a été bien utile à toutes sortes de gourous de sectes ou de chefs réformistes de courants centristes n'ayant ni les uns ni les autres la moindre intention de participer à la révolution ni de préparer un jour une insurrection.

Pour autant, la 4e Internationale n'a pas repris en 1943 le nom de l'IC quand Staline a liquidé celle-ci. Le passé est le passé… Un aspect de numérotage que Trotsky n'avait pas envisagé est le suivant : combien y a-t-il actuellement de « 4e Internationale » ? Le but de la TCI est-il vraiment d'en ajouter une ?

La question que vous devriez vous poser est celle de la continuité, de la légitimité : y a-t-il un centre de la 4e Internationale ? existe-t-il au moins des sections de la 4e Internationale ? comme matérialistes, à partir de quoi pouvez-vous prétendre reconstruire la 4e Internationale ?

Jamais une organisation révolutionnaire n'a vécu 70 ans

De ce point de vue, la 4e internationale est définitivement morte.

Partout dans le monde, la quasi-totalité des soi-disant trotskystes s'est adaptée à des forces sociales étrangères au prolétariat et a capitulé devant leur expression politique. Pour certains, cela a pris la forme de l'adaptation à leur propre bourgeoisie et de la capitulation devant le nationalisme bourgeois ou la social-démocratie (M. Shachtman, T. Cliff, N. Moreno, T. Grant, P. Lambert, J. Altamira, G. Lora…), pour d'autres cela s'est traduit par l'adaptation aux bureaucraties usurpant le pouvoir dans les États ouvriers d'URSS, de Chine et du Cuba et de la capitulation devant les partis staliniens (M. Pablo, J. Hansen, N. Moreno, E. Mandel, Hardy, G. Lora, J. Robertson…). Aucune section n'en a finalement réchappé.

Son centre d'après guerre, le SI, était composé de jeunes Européens courageux (la 2e guerre impérialiste les avait sélectionnés), talentueux mais inexpérimentés car la direction de la section américaine avait refusé de prendre ses responsabilités en envoyant un ou des cadres dans cette équipe. Le SI a d'abord eu des vacillations sectaires (quoique moins stupides que celles du prétendu « SI » de Buenos-Aires) avant de sombrer dans l'opportunisme face aux difficultés, sous forme de recherche éperdue de raccourcis, dont le premier a été de prendre en 1948 le parti stalinien de Tito pour un parti centriste de gauche, voire trotskyste, au moment où il se consolidait en bureaucratie de l'État ouvrier yougoslave.

Lors du « 3e congrès mondial » de 1951, et surtout lors du 10e plénum de 1952, cette direction (M. Pablo, E. Mandel, L. Maitan… épaulés d'un vieil opportuniste, P. Frank) est devenue elle-même la source de l'adaptation à la bureaucratie stalinienne, de la révision du programme, de la liquidation des sections. Par conséquent, quand son heure sonna, la 4e Internationale ne fut pas au rendez-vous de l'histoire, ni en 1952 en Bolivie, ni en 1953 en Allemagne de l'Est, ni en 1956 en Pologne et en Hongrie, ni en 1964 à Ceylan, etc.

Contrairement à ce que vous affirmez, il n'y a aucune différence, sinon d'échelle, avec la faillite des internationales précédentes. La thèse de la LOI selon laquelle la faillite date… de 1989 ne tient pas non plus la route.

Certes, la 4e Internationale n'est pas morte instantanément en 1950. Grâce à l'héritage de Trotsky et à son lien avec le bolchevisme, elle a résisté à sa propre direction : d'abord la section française, le PCI totalement isolé en 1951, puis toute une fraction internationale, à l'appel de la section américaine, le SWP, en 1953.

Mais tous les efforts pour refonder, pour reconstruire, qui avaient alors un sens, ont échoué. Le « Comité international de la 4e Internationale » lancé par Cannon n'a pas entrepris de lutte à mort contre le SI des usurpateurs pablistes, n'a jamais fonctionné comme centre et a lui-même couvert toutes sortes de révisions du programme et d'adaptations.

Toutes les sections qui avaient proclamé le CI ont succombé à leur tour. Le SWP de J. Hansen, devenu pro-castriste, a scissionné le CI en 1963 pour rejoindre les pablistes. La SLL Grande-Bretagne qui avait défendu le CI contre cette offensive destructrice, l'a scissionné à son tour en 1971, puis G. Healy s'est vendu à Hussein et à Kadhafi, avant de mourir en ralliant Gorbatchev, comme Mandel. Enfin, le PCI France, après s'être adapté à l'organisation nationaliste algérienne (MNA) dans les années 1950, a finalement capitulé en 1981 devant la social-démocratie et son front populaire, avant de se liquider dans un parti réformiste confectionné de toutes pièces par Lambert, le PT.

Une organisation n'existe pas pour l'éternité. Cela ne devrait pas étonner des dialecticiens.

Le pablisme et la résurrection révisionniste du « front unique anti-impérialiste »

L'éclatement de la 4e Internationale, dont elle ne s'est jamais remise, date du début des années 1950. En 1951, la direction de la 4e internationale a affirmé, malgré l'opposition de la section française, un cours pro-stalinien et généralement liquidateur :

Ce qui nous distingue du passé, ce qui fait la qualité de notre mouvement actuel et qui constitue le gage le plus sûr de nos victoires futures, c'est notre capacité croissante de comprendre, d'apprécier le mouvement des masses tel qu'il existe… et de chercher à trouver notre place dans ce mouvement… C'est le cas par exemple en Amérique latine où le mouvement des masses anti-impérialiste et anticapitaliste prend souvent des formes confuses, sous une direction petite-bourgeoise, comme au Pérou avec l'APRA, comme en Bolivie avec le MNR, ou même bourgeoise comme au Brésil avec Vargas, comme en Argentine avec Perón. (M. Pablo, *Rapport au 3e congrès*, août 1951, *Les Congrès de la 4e Internationale* t. 4, La Brèche, 1989, p. 199)

Qualifier l'APRA et le MNR de petits-bourgeois était du

maquillage. Peu importe, car, pour le SI, le caractère bourgeois des partis de Vargas ou de Perón n'était pas un obstacle pour s'y subordonner. Le congrès adoptait la ligne suivante pour la Bolivie :

En Bolivie, notre section… s'efforcera d'influencer l'aile gauche du MNR… Elle préconisera une tactique de front unique anti-impérialiste envers l'ensemble du MNR… (*Résolution sur l'Amérique latine*, août 1951, *Les Congrès de la 4e Internationale* t. 4, p. 290, rédigée par Pablo)

De cette époque, la quasi-totalité des courants qui se réclament abusivement de la 4e Internationale en Amérique latine défendent le « front unique anti-impérialiste ». Celui-ci justifie l'alliance avec tel ou secteur de la bourgeoisie « nationale ».

Il s'agit de la remise en selle d'un mot d'ordre confus de l'Internationale communiste. Même si Trotsky éprouvait quelque difficulté tactique à revoir un aspect du programme de l'IC, nous vous défions de trouver une seule référence au « front unique anti-impérialiste » dans les documents programmatiques de la 4e Internationale que vous prétendez reconstruire.

La Chine l'a prouvé, même dans les pays arriérés, la bourgeoise n'a plus de rôle historiquement progressiste. Trotsky a généralisé la stratégie de la révolution permanente qu'il avait à l'origine conçue pour la Russie tsariste. Toute révolution doit avoir la classe ouvrière à sa tête, même dans les pays arriérés où elle est minoritaire.

Pour les pays à développement bourgeois retardataire, et en particulier pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, la théorie de la révolution permanente signifie que la solution véritable et complète de leurs tâches démocratiques et de la libération nationale ne peut être autre que la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes. (L. Trotsky, *La Révolution permanente*, 1931, Minuit, p. 124)

Même dans les pays arriérés, l'alliance avec la bourgeoisie est à l'époque de l'impérialisme une trahison :

La révolution chinoise a un caractère national bourgeois… Quelle que soit l'importance relative des éléments « féodaux », ils ne peuvent être balayés que par la voie révolutionnaire, par conséquent ***par la lutte contre la bourgeoisie et pas en alliance avec elle****.* (L. Trotsky, *La Révolution chinoise et les thèses de Staline*, mai 1927, *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, EDI, 1976, nous soulignons)

La remise en selle dans les années 1950 du « front unique anti-impérialiste » a servi à couvrir de véritables trahisons du prolétariat, en particulier en Amérique latine.

Pas de « front uni anti-impérialiste » ni de soutien aux revendications des flics dans le programme de feue la 4e Internationale

Durant les révolutions boliviennes de 1952 et de 1971, la régression de la révolution permanente au front unique anti-impérialiste a abouti à la subordination du prolétariat à la bourgeoisie, identique à la politique stalinienne.

En 1952, le POR Bolivie avait une base ouvrière, une tradition, une influence. Il a joué un grand rôle dans l'insurrection d'avril. Une révolution conduite par un parti bolchevik-léniniste était à portée de main en Bolivie. Elle aurait changé la situation de toute l'Amérique latine, aurait remis sur la voie du programme la 4e Internationale et lui aurait donné une impulsion dans le monde entier…

Mais, contre toutes les leçons du bolchevisme, systématisés et étendues par la 4e Internationale de Trotsky, le POR a donné son soutien au gouvernement bourgeois de Paz, le POR s'est aligné sur « l'aile gauche » de Lechin du parti nationaliste bourgeois qui contrôlait la nouvelle centrale ouvrière, la COB, et était ministre du gouvernement bourgeois.

Le gouvernement petit-bourgeois, grâce aux circonstances, a la possibilité de se transformer en gouvernement ouvrier et paysan. (*Lucha Obrera,* 25 mai 1952, cité par J. Villa, *La Revolucion de 1952, Bases Poder Obrero* n° 5, automne 1992)

Le Parti ouvrier révolutionnaire soutiendra l'aile gauche du MNR dans sa lute contre la droite du parti… (*Lucha Obrera,* 11 novembre 1952, cité par J. Villa)

La classe ouvrière doit activement intervenir dans la formation du nouveau gouvernement. (*Lucha Obrera,* 11 novembre 1952)

L'entièreté de la lutte est centrée sur le mot d'ordre : contrôle total de l'Etat par l'aile gauche du MNR. (BP du Parti ouvrier révolutionnaire, 23 juin 1953)

Par conséquent, la bourgeoisie bolivienne, grâce au MNR, aidé par son aile gauche, elle-même flanquée du POR, a conservé le contrôle de la situation, a reconstitué son armée et a pu rétablir l'ordre. Le POR a éclaté de 1953 à 1956, une bonne partie de ses cadres se ralliant au MNR.

En 1971, ce qui restait du POR a fait un bloc avec les staliniens, a misé honteusement sur des généraux pour armer le prolétariat. Après l'écrasement de la classe ouvrière, Lora a fondé un front populaire en exil avec les staliniens et des nationalistes bourgeois.

Comme la FTICI à propos de Moreno, vous minimisez les responsabilités de Lora, qui incarne malheureusement les trahisons et le caractère contre-révolutionnaire, révélées à l'épreuve des révolutions, du pablisme, du « mouvement trotskyste » tant dans les alliances de classe que dans l'attitude envers les forces de répression de l'État bourgeois.

A votre propre compte, vous prétendez qu'il faut soutenir les revendications des mercenaires des classes exploiteuses, policiers et militaires de métier, en mélangeant cette question avec l'attitude des révolutionnaires à l'égard des conscrits (*Positionnement de la TCI,* partie III). En France, c'est LO qui est allée le plus loin dans cette voie. Mais comment des marxistes peuvent-ils réclamer que les policiers et les militaires professionnels soient mieux payés, mieux entraînés, plus nom-



À partir de 1955, *Palabra Obrera*, le journal de Nahuel Moreno, a pour sous-titre : « sous la discipline du général Perón »

breux, mieux équipés ? Pour mieux défendre la propriété privée des moyens de production, pour mieux réprimer les masses à l'intérieur (police, garde nationale, gendarmerie, armée) comme à l'extérieur (armée) ? C'est oublier complètement leur fonction sociale dans les sociétés de classe.

Sous les slogans de « reconstruction » ou de « régénérescence » de la 4e Internationale, on retrouve toutes les scories révisionnistes, opportunistes et liquidatrices des fossoyeurs et des usurpateurs de la 4e internationale. Pour aller de l'avant, il faut s'en débarrasser et changer la chemise sale.

La perspective de « régénérer » la 4e Internationale témoigne tout autant de l'incapacité à rompre avec le pablisme

La politique de trahison du POR Bolivie de 1952 avait été cautionnée à l'époque par l'argentin Moreno qui, comme Lora, prétendait qu'il y avait une aile prolétarienne et une aile bourgeoise dans le MNR et nourrissait des illusions anti-léninistes sur la présence de ministre socialistes dans un gouvernement bourgeois. Le journal de Moreno avait la même ligne que Lora :

Exigeons que des ministres ouvriers élus et contrôlés par la Fédération des mineurs et la nouvelle centrale ouvrière soient intégrés au gouvernement. (*Frente Proletario*, 29 mai 1952)

Parmi les multiples variantes de pseudo-trotskysme issues de sa décomposition, une des pires écoles de zigzags politiques et de capitulations opportunistes, de fraudes et de caudillisme, est celle du morénisme.

N. Moreno a collaboré avec les révisionnistes et les liquidateurs européens qui ont fait éclater la 4e Internationale en 1952-1953. En 1951, le POR de Moreno se rallie au « front unique anti-impérialiste ».

Les délégués du POR approuvent dans leur ligne générale les thèses concernant la situation en Amérique latine et les tâches...ils font une autocritique : nous ne comprenions pas l'importance du front unique anti-impérialiste... (*Déclaration du POR argentin,* août 1951, *Les Congrès de la 4e Internationale* t. 4, p. 298, Moreno était délégué du Parti ouvrier révolutionnaire au congrès)

En 1954, L. Vitale (POR Chili) rompt avec le SI pabliste. Avec N. Moreno (POR Argentine), il fonde en 1956 le « secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe » qui fait partie du Comité international de la 4e Internationale. Moreno contrait ainsi son rival argentin J. Posadas, le lieutenant de Pablo en Amérique latine. Mais le « trotskysme » du SLATO fut du même genre que celui de Pablo et de Posadas, aussi peu « orthodoxe ». Moreno disait volontiers qu'il pratiquait un « trotskysme barbare » : il avait raison pour un des deux termes.

En Argentine même, Moreno s'adapta à partir de 1955 au nationalisme bourgeois, entrant dans un parti péroniste (le PSRN) et mettant son journal sous l'autorité du général Perón. Plus tard, quand la révolution cubaine secoua l'Amérique latine, Moreno s'identifia, comme les pablistes du SI, au castrisme, voire au maoïsme :

Bien sûr, la vie a montré les lacunes et les erreurs du programme de la révolution permanente... Le dogme que seule la classe ouvrière est capable d'accomplir les tâches démocratiques est faux... La doctrine de Mao et la théorie de la guerre de guérilla est le reflet dans le champ de la théorie de l'étape actuelle de la révolution mondiale... (N. Moreno, *La Révolución latinoamericana,* 1961, cité dans *Moreno truth kit,* SP, 1980, p. 13, les morénistes ne publient pas ce texte sur leurs sites)

Vous avez tort de prêter à Moreno de l'attachement à la révolution permanente (Posicionamiento, IV). A la fin de sa carrière, il est revenu à l'attaque contre la révolution permanente [N.Moreno, *Revoluciones del siglo XX*, 1984, RP].

Quand la direction Dobbs-Hansen du SWP abandonna définitivement le trotskysme pour le stalinisme version Castro et scissionna le Comité International, Moreno rejoignit leur « secrétariat unifié de la 4e Internationale ». En 1964, son groupe fusionna avec le FRIP castriste.

Moreno ne se distancia du castrisme que lorsqu'une aile du PRT, celle de Santucho, mit réellement en pratique la guérilla en Argentine et attira ainsi contre elle la répression féroce de la dictature militaire. L'organisation de Moreno, rebaptisée PST, dénonça honteusement ses anciens camarades comme l'équivalent de la dictature militaire. Moreno joua plus tard un rôle majeur –en aidant Pierre Lambert à mettre Stéphane Just en minorité au comité central- dans la capitulation du PCI France

devant le front populaire « Union de la gauche » en 1981. Le PST rebaptisé MAS, avait atteint une taille conséquente, mais sur une ligne semi-réformiste.

Quel combat fut mené par Carlos Munzer -ou tout autre membre de la direction de la LOI- contre Moreno du vivant de celui-ci ? A notre connaissance, aucun. A la mort de celui-ci, son parti (et son courant international, la LIT-CI), éclata en de multiples fractions : MST, MAS maintenu, PTS, LSR, CS, LOI... La LOI-CI est elle-même une scission de l'aile gauche du morénisme argentin, le PTS.

L'origine de la LOI ne doit pas être retenue contre elle, laissons ces procédés à Munzer. Mais, la LOI n'a nullement réexaminé son passé, contrairement au GB qui a commencé une analyse sans concession de ses origines (S. Just, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI,* 1984 ; 1e conférence du GB, *Pour la révolution socialiste,* 2001).

La filiation pabliste est de fait *assumée*, quand les théoriciens de la LOI considèrent que l'explosion en 1963 de la fraction internationale qui défendait le trotskysme (le CIQI) et la liquidation pro-castriste de la principale organisation trotskyste mondiale (le SWP) sont un progrès (même limité) et une « réunification » :

En 1963, après 10 ans, se produisit ***une réunification partielle*** *entre la tendance pabliste et le SWP nord-américain.* (C. Munzer & S. Novak, *Los Acontecimientos de 1989,* Klement, 2000, p. 240, nous soulignons)

Dans sa réponse à votre positionnement, la FTICI parle toujours de *« réunification de 1963 »* pour cette victoire du pablisme et pour le grave affaiblissement des possibilités de reconstruction ou régénérescence de la 4e Internationale...

De fait, la direction de la LOI se définit comme une composante de cette fiction réactionnaire qu'est le « mouvement trotskyste ». Elle essaye d'apparaître comme son aile gauche, radicale, spécialement face à ses rivaux d'Argentine. Mais l'aile gauche du pseudo-trotskysme reste du centrisme :

Sous l'influence des circonstances (tradition, pression des masses, ***concurrence politique****) le centrisme se voit forcé, à certaines périodes, de faire parade de gauchisme... Mais dès qu'un danger sérieux menace,* ***la véritable nature du centrisme refait surface****...* (L. Trotsky, *La Seule voie,* 13 septembre 1932, *Comment vaincre le fascisme,* Buchet-Chastel, 1973, p. 283, nous soulignons)

Comme ses rivaux en Argentine, le MST, le MAS, le PO et le PTS, qui se réclament tous de la 4e Internationale, appuient cette prétention sur un courant international plus ou moins étendu, la direction de la LOI était assez ridicule avec son GOI Chili, un groupe qu'elle étouffe au point qu'il n'a pas publié de journal depuis au moins deux ans.

L'ex-COTP a donc entrepris en 2001 une première tentative d'élargissement à l'étranger avec la LRP États-unis, la LCR Japon, EDM Espagne. Rien n'en est sorti.

Mais, avec la crise révolutionnaire ouverte en décembre 2001 en Argentine, la LOI a eu plus de succès : le CWG Nouvelle-Zélande, LM Pérou, le GB France se sont déplacés en décembre 2002, au congrès du COTP. Décision y a été prise d'examiner la possibilité d'élaborer une position commune sur la guerre impérialiste qui menaçait l'Irak et de lancer un Appel à une conférence internationale. En décembre 2003, le congrès suivant du COTP-FTICI a accueilli avec enthousiasme PO Bolivie. L'Appel a en outre permis de nouer des contacts avec d'autres organisations en Australie, au Brésil (grâce à vous), au Pérou, en Espagne et en Turquie. La FTI a cru le moment venu de se débarrasser du Collectif, de s'émanciper de tout contrôle étranger et d'affirmer son caudillisme à une échelle élargie.

III. Le test de la «pré-conférence » de juillet 2004

Une leçon de démocratie ouvrière que nous n'avons pas reçue

Une des techniques manipulatrices de la direction de la LOI est de réclamer des attestations de confiance de la part de ses partenaires, au moyen d'un chantage, d'abord geignard puis menaçant : avec vous, cela a été à l'occasion d'un faux envoyé par Internet en votre nom; au sein du Collectif, avec la rupture de la FTI avec LM Pérou, une organisation qui avait fondé le Collectif avec la LOI.

Ce genre d'ultimatum en dit long sur les mœurs et sur le fonctionnement de la FTICI. Rien n'est plus étranger aux traditions de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Pourtant, le représentant du CWG (le camarade D. Brown) a cru bon de s'y plier. Il a donc affirmé solennellement sa confiance à ceux qui venaient de qualifier ses propres camarades du CEMICOR de *« groupe décomposé »,* de *« staliniens »* et de *« polpotistes »...*

Pour sa part, la CC du GB a rappelé au « secrétariat international » l'ABC de la morale prolétarienne et de la politique marxiste : la confiance se mérite et se conquiert par ses actes. Nous n'avons pas résisté en France face à l'appareil de Lambert (et par conséquent été exclus du parti que nous construisions depuis des années, le PCI), pour accepter, 20 ans après, les exigences inadmissibles de ses cousins d'Argentine.

Déjà, le GB avait dû repousser, en avril 2003, l'ordre du jour de sa 2e conférence que prétendait lui imposer le « SI du COTP », à savoir discuter d'un texte interminable de C. Munzer.

En janvier 2004, le GB a établi un bilan politique approfondi du départ d'un militant de Lucha marxista à la FTICI et de la crise du Collectif (*La Scission de LM et la crise du Collectif international,* 26 janvier 2004). La direction de la LOI n'y a jamais répondu, mais a décidé de rompre avec le GB et de tenter de liquider le Collectif.

Toujours est-il que, lorsque la LOI a refusé de se déplacer pour la réunion du Collectif et quand elle a avancé la formule du « comité paritaire », la CC du GB a compris qu'il s'agissait de liquider le Collectif. Il ne pouvait y avoir place pour le COTP-FTICI, le Collectif et un Comité paritaire. L'une des poupées russes devait disparaître et, pour les chefs de la LOI, il ne pouvait s'agir du COTP... Seule la direction du CWG a accordé à nouveau du crédit aux manœuvres morénistes.

En avril 2004, la FTI fait volte-face sur le Collectif, à la façon classique de Moreno, Healy ou Lambert, en évitant toute discussion approfondie dans le Collectif. Elle prétend désormais défendre l'Appel... en liquidant brutalement le Collectif qui l'a adopté. Ou bien ces gens sont de simples fous qui mettent le feu à leur propre maison, ou bien ce sont des cyniques qui prennent les autres pour des imbéciles. Quelle que soit l'hypothèse que vous retenez, elle est inquiétante pour vous et pour tous ceux qui collaborent actuellement avec la FTI.

Pour le Collectif, la seconde hypothèse était la bonne : la FTICI reniait l'Appel. La « pré-conférence » l'a prouvé.

Pourquoi le GB ne peut pas s'associer à un organisme créé par la direction de la LOI

L'Appel lancé en 2003 par le Collectif (alors composé de cinq organisations : CWG Nouvelle-Zélande, GB France, GOI Chili, LM Pérou, LOI Argentine ; puis rejoint ultérieurement par trois autres : le GG Espagne, PO Bolivie et PO Colombie) s'efforçait de tirer les leçons principales de la lutte des classes mondiale. L'Appel en 21 points proposait de tenir une conférence pour rassembler à l'échelle internationale ce qui reste sain des organisations qui se réclament du trotskysme et aussi les courants qui, sans être issus de cette dernière tradition, retrouveraient le chemin du bolchevisme.

Le Collectif avait été lancé en décembre 2002 en Argentine. Il s'était réuni une première fois en avril 2003 en France. Il s'est réuni de nouveau en avril 2004, cette fois-ci en Bolivie. Après avoir tout fait pour saboter sa tenue, après avoir préparé sa base à la scission du Collectif avec un texte aussi copieux qu'absurde sur le « fédéralisme » du GB et par des « lettres » remplies d'attaques personnelles, le « secrétariat international » du COTP a annoncé au dernier moment l'envoi d'un de ses membres. Celui-ci a été hébergé par la militante du COTP qui habite en Bolivie.

Les deux cadres du COTP avaient pour consigne de refuser *toute discussion politique* au profit de leur proposition d'un « comité paritaire ». D'ailleurs, Negre et Sanchez ont quitté la réunion dès le deuxième jour.

La feuilleton diffusée en épisodes quotidiens sur Internet, avant, pendant et après cette scission opérée par la FTICI, est à classer dans l'anthologie du pseudo-trotskysme. L'équipe de C. Munzer (J. Pico, Lourdes, L. Sanchez et Q. Negre) a inventé :

- une réunion fractionnelle du Collectif les tenant à l'écart,
- leur exclusion de la réunion du Collectif,
- l'abandon à la rue et dans les mains de la police de leur envoyé,
- des résolutions secrètes du Collectif,
- un luxueux salon comme lieu de réunion...

Plus tard, la FTI a ajouté un prétendu entrisme du GG dans le PSOE. Ainsi sont « éduqués » les membres de la LOI et de ses satellites, ainsi sont « informés » les groupes brésiliens dont le COTP refusait de nous donner l'adresse *(« luz, luz, mas luz »* ?). Ainsi a été fondée la FTICI, dont la devise devrait être : *« calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».*

Les représentants du Groupe bolchevik, de Lucha marxista et de Poder obrero en ont tiré la conclusion qu'ils ne pouvaient rien organiser en commun avec ceux qui ont tout appris du bandit politique Moreno... et surtout pas un *Tribunal moral*.

La vérité est toujours révolutionnaire. (L. Trotsky, *Lettre ouverte à la rédaction de* La Vérité, 5 août 1929*)*

Le GB ne vous a pas lancé d'ultimatum à propos du « secrétariat international » pabliste-moréniste, il n'a jamais exigé que vous rompiez avec les chefs de la LOI en préalable à la discussion -et aux initiatives communes - entre vous et nous. Nous comprenons que notre expérience avec la FTI ne peut remplacer la vôtre.

En retour, nous vous prions de respecter notre bilan, les leçons que nous tirons de cette expérience. Le GB ne prendra pas la responsabilité devant l'avant-garde mondiale de créer une quelconque organisation avec la direction actuelle de la LOI, qui ment, systématiquement et sur tout sujet, à ses militants et aux révolutionnaires étrangers.

Le « comité paritaire » du COTP-FTCI est mort-né

Vous nous aviez invités à une « pré-conférence » au Brésil, c'est-à-dire à traverser l'Atlantique et l'Équateur pour fonder un « Comité paritaire » avec la direction de la LOI Argentine.

A notre avis, le GB et les autres groupes commettent une erreur politique majeure en ne participant pas et ne soutenant pas favorablement la constitution du Comité paritaire. (FT Brésil, *Lettre,* 7 juillet 2004)

La FTICI regrette aussi que le GB ne se soit pas rendu à cette « pré-conférence » et lui propose aussi de rejoindre le « comité de liaison » que la « pré-conférence » a fondé.

Inviter le GB et le GG à s'intégrer au débat et à ce Comité de liaison... (*Compte-rendu de la pré-conférence,* signé par les représentants de la FTICI)

Les chefs de la LOI, en nous invitant à constituer avec eux un « comité paritaire » se ridiculisent et démontrent que leur « comité paritaire » ou « comité de liaison » est un fourre-tout sans principe. Comment peuvent-ils proposer une structure commune dans le but de régénérer

la 4e Internationale (sic) à ceux qui, d'après les résolutions de leur congrès de fondation, les ont exclus du Collectif (sic) et ont sombré dans la vague rose social-patriote (sic) qui déferle sur l'Europe au point de pratiquer l'entrisme dans la social-démocratie (sic) ?

Ces gens-là ont rompu leur lien international avec nous, ils ont scissionné le Collectif qu'ils avaient fondé avec le Groupe bolchevik. Ils traitent le GB et les autres organisations fidèles au Collectif comme des ennemis auxquels ils ont déclaré ouvertement la guerre dans les documents de leur congrès de fondation.

Dans ces conditions, fallait-il dépenser plusieurs mois de cotisations de notre petite organisation pour les rencontrer ?

Les 10 et 11 juillet, les faits ont apporté la réponse. La « pré-conférence » a revêtu un caractère purement continental, voire régional, puisque le CRI France s'est dérobé au dernier moment et le CWG Nouvelle-Zélande ne s'est pas déplacé. Le projet de « comité paritaire », pour lequel la LOI a convoqué la « pré-conférence » et abandonné le Collectif, a avorté. A sa place, la FTICI a fondé, avec vous et plusieurs groupes brésiliens, un « comité de liaison » superficiel, sans programme, sans aucune clarté dans les idées.

Le « comité de liaison » à la recherche de boucs émissaires

Le seul avantage de la scission de la LOI-FTICI est d'avoir dispensé les membres du Collectif de lire les interminables ratiocinations que le néo-morénisme inflige à tous ceux avec qui il « discute ». Hélas, dans le texte exceptionnellement court adopté à la réunion de fondation du CL, on retrouve malgré tout la marque de la direction de la LOI, la démagogie :

Inviter le GB et le GG à s'intégrer au débat et à ce Comité de liaison, à modifier son attitude politique qui s'exprime dans sa décision de ne pas participer à la préconférence du Brésil, à laquelle ils étaient explicitement invités, et bien qu'ayant été des rédacteurs des 21 points et les initiateurs de la conférence, tournant le dos, lamentablement, aux camarades qui, au prix d'un énorme effort, nous sommes réunis pour chercher un chemin révolutionnaire internationaliste. (G. Gamboa, A. de Oliveira, Andrade, W. Torres, O. Lisboa, *Compte-rendu de la pré-conférence,* 10-11 juillet 2004)

Camarades Lisboa et Gamboa, camarades de la FT et du CC-POR, croyez-vous aider à la saine discussion internationale en ratifiant des propos infondés ?

Pourquoi le GB et le GG Espagne sont-ils invités à faire partie du « comité de liaison » et pas Lucha marxista Pérou, ni Poder obrero Bolivie ? Le GG ne faisait pas partie des rédacteurs de l'Appel ni des « initiateurs » de la Conférence internationale ; LM, si.

Pourquoi nous, qui avons dépensé toute notre trésorerie en décembre 2002 pour rencontrer des groupes d'Amérique latine et d'Océanie, qui avons intégré un cadre de la LOI à notre CC d'avril 2003 à février 2004, (et qui l'avons nourri et logé durant toute cette période), devrions accepter des leçons d'internationalisme de la part de la direction de la LOI, qui a publié en fonction de ses besoins nationaux l'Appel international sans attendre l'approbation de tous les membres du Collectif, qui refusait de réunir le Collectif ailleurs qu'en Argentine ?

Pourquoi « *l'énorme effort* » a été dépensé pour si peu de résultats, sinon à cause de l'orientation politique ? Les responsables de l'échec de la « pré-conférence » du Brésil sont ceux qui ont rejeté les 21 points et qui ont voulu lancer un « comité paritaire » pour saborder le Collectif.

A quel titre le « comité de liaison » peut-il invoquer *les 21 points* de l'Appel ? Il a une *autre* base politique. La « pré-conférence » s'est définie elle-même par 5 *points* seulement, donc *contre* les 21 points, *contre* l'Appel. Par conséquent, la future (si elle a lieu) « conférence » du comité de liaison, ayant une autre base que l'Appel, n'a rien à voir avec le projet du Collectif d'une conférence des trotskystes sains et des organisations ouvrières révolutionnaires *contre le réformisme et le centrisme.*

Dès son apparition, le « comité de liaison » bafoue ses propres déclarations

Le but des 21 points de l'Appel était de mettre les opportunistes au pied du mur. Du sein même du Collectif, qui l'avait rédigé, la direction de la LOI l'a mis en cause. Elle est passée de 21 points à 5 points. La « préconférence », réunie dans un épicentre de la lutte des classes mondiale, le Brésil, est incapable de proposer le moindre document sérieux à l'avant-garde internationale.

Le « comité de liaison » qui en est issu ne prend même pas au sérieux ses maigres conclusions, tant sur la démocratie ouvrière que sur les conditions d'appartenance.

Rejoindre le « comité de liaison » ne demande officiellement pas grand chose :

Faire un appel à débattre et à adhérer au Comité de liaison tout groupe qui le souhaite, à partir de son avis (sic) *sur l'Appel originel des 21 points, sur les points d'accord, les divergences et les débats que nous avons énumérés* (sic)*, et de la publication des 21 points dans ses organes imprimés.* (*Compte-rendu de la préconférence,* 10-11 juillet 2004)

Mais si la LOI a fait alliance en Argentine avec la LSR, elle est encore moins difficile pour trouver des correspondants en France. Ainsi, la « pré-conférence » propose au CWG et... au CRI France de rejoindre le « comité de liaison ». Il est vrai que la FTI ne peut adresser cette proposition à la FUR France qu'elle saluait dans son organe (*BIOI* n° 6), car la FUR depuis s'est dissoute et a rejoint de PT de P. Lambert et D. Gluckstein.

Or, le groupe CRI France a clairement *rejeté* l'Appel, en s'appuyant sur toutes sortes de formulations révisionnistes. Comme le GB l'a expliqué dans sa réponse

au CRI, que nous vous avons communiquée, cela est lié à sa pratique : si minuscule qu'il soit, le CRI dirige un syndicat étudiant qui cogère l'université, comme les staliniens et les sociaux-démocrates.

Le CRI, qui avait participé à la 2e conférence du GB, n'a invité ni le GB, ni la LOI, à ses réunions malgré leur demande. Le CRI a refusé de s'associer à la lutte du GB contre les bureaucraties syndicales en mai-juin 2003, lors des grèves et des manifestations contre la mise en cause des retraites. Quand, à la suite de ce mouvement, un militant du CRI a été victime de la répression, le CRI s'est adressé au PCF et à la LCR, bien avant d'en informer le GB. Le CRI a distribué un tract commun, le 1er mai 2004, avec le groupe français de la FTCI liée au PTS Argentine. Le CRI a soutenu le « comité paritaire » où il envisageait de bavarder... sans aucun engagement. Finalement, personne du CRI ne s'est dérangé à la « pré-conférence ».

Maintenant, le CRI est invité par la « pré-conférence » à rejoindre le « comité de liaison ». Peu importe que le CRI n'ait jamais publié l'Appel dans son journal, *Le Cri des Travailleurs*, malgré la demande du GB et de la LOI. La « pré-conférence » affirme à la fois qu'il faut avoir publié l'Appel dans sa presse et propose l'adhésion au CRI qui a refusé de le faire. Quels sont les principes du « comité de liaison » ?

Dans le choix de ses alliés sur le plan international, le centrisme est encore moins difficile encore que dans son propre pays. (L. Trotsky, *Centrisme et 4e Internationale,* 22 février 1934, *Œuvres* t. 3, EDI, 1978, p. 241)

Sur la démocratie ouvrière, le « comité de liaison » pratique un double langage encore plus hypocrite. Il se permet d'invoquer un paragraphe de l'Appel :

La social-démocratie, le stalinisme et les bureaucraties syndicales ont sacrifié les plus élémentaires et la morale de classe. Les centristes, les révisionnistes et les liquidateurs de la 4e Internationale les suivent sur ce chemin. Le prolétariat a soif de droiture, d'honnêteté, de dévouement, de la plus large démocratie ouvrière. Pour discuter, pour choisir et pour agir, les travailleurs doivent chasser des organisations ouvrières les méthodes introduites par les directions qui essaient de supprimer ou de faire taire les divergences à l'intérieur du mouvement ouvrier ***par la calomnie, les amalgames*** *et la violence physique.* (Collectif, *Appel,* point 19, nous soulignons)

Le congrès de fondation de la FTICI a affirmé que ses représentants avaient été exclus du Collectif en avril 2004, alors qu'ils ont quitté volontairement sa réunion de Bolivie, en remettant d'ailleurs aux organisateurs (Poder obrero) une déclaration écrite et signée qui en atteste. Et vous signez, avec ces bandits politiques, un compte-rendu qui se permet de nous faire la morale et qui nous demande de *« modifier notre attitude politique »* !

Le « secrétariat international » du COTP-FTI a traité en décembre 2003 Lucha marxista de « staliniens » et de « polpotistes ». Malgré les demandes répétées du GB, du GG et du CWG, il n'a jamais retiré ces insultes, ces calomnies et ces amalgames. Aujourd'hui, vous cosignez avec ces individus un extrait de l'Appel qui est l'antithèse de ce qu'ils font ; vous vous associez à des falsificateurs et des calomniateurs pour faire un « comité paritaire » qui prétend donner des leçons au Collectif et au monde entier.

Demain, fonderez-vous un « tribunal moral » avec, comme juge C. Munzer ?

L'alchimie centriste de la FTICI et le fiasco du « comité paritaire »

La perspective du morénisme de gauche argentin – revendiquée ouvertement dans le *BIOI* n° 6– est de mettre sur pied une conférence internationale *centriste*.

Par contre, pour *« chercher un chemin révolutionnaire internationaliste »,* il faut une carte et une boussole, il faut de l'honnêteté et un programme. Quel que soit son nom, le « comité paritaire » a été, comme le GB l'avait prédit au CWG, paralysé par l'hétérogénéité de sa composition.

D'après le compte-rendu que vous nous avez envoyé, les organisations présentes ont constaté qu'elles divergeaient sur :

a) La méthode pour aborder la réalité

b) Le mot d'ordre des « brigades ouvrières internationales » en Irak

c) La situation et le programme en Argentine, y compris la déclaration Rio Turbio

d) La tactique du « front unique anti-impérialiste »

e) La politique militaire et policière

f) L'intervention dans les syndicats

g) La caractérisation du gouvernement du Brésil

h) La conception du centralisme démocratique et de la construction internationale

i) La restauration du capitalisme

j) Le « Tribunal moral international »

Autrement dit, les composantes du « comité paritaire » - « comité de liaison » ne sont d'accord sur rien. Il n'a aucun avenir. De tels blocs sans principe sont la « pierre philosophale » des alchimistes qui rêvent de transformer le plomb (le pseudo-trotskysme révisionniste et opportuniste) en or (une 4e Internationale « régénérée »). Tout cela était prévisible et a été annoncé (Lucha marxista, *La FTI et son « centre international »,* 6 juillet 2004).

La direction de la LOI a tenté de détruire le Collectif, dont le but était de constituer un centre international sur la base des 21 points. A un but opportuniste, correspondent souvent des moyens malhonnêtes : elle a menti à ses propres militants et elle a calomnié le Collectif. Mais, malgré les moyens de la LOI, qui était l'organisation la plus nombreuse et la seule dotée d'un appareil, malgré sa présence dans quatre pays d'Amé-

rique latine, la « pré-conférence » qu'elle a impulsée a débouché sur un échec politique. Non à cause de l'absence du GB et du GG, évidemment, mais en raison de ses bases politiques, c'est-à-dire de sa désertion du Collectif et du reniement des 21 points.

La « pré-conférence » a peut-être mobilisé un « *énorme effort* », mais n'a débouché sur aucun document digne d'une conférence internationale réunissant des gens sérieux. Le Collectif avait été capable de positions communes sur l'Irak, la Bolivie et de lancer un Appel avec 21 points pour éliminer les réformistes et les centristes incorrigibles. Le « comité paritaire » qui devait le remplacer avantageusement n'a même pas pu voir le jour ; la « pré-conférence » n'a pu adopter le moindre texte sur le Brésil ou sur tout autre sujet. Les faits sont têtus.

Comment poursuivre sainement la discussion, se délimiter du centrisme et avancer vers un centre international ?

La CC du GB a invité les représentants de la LOI qui ont annoncé une tournée en Europe à présenter leurs vues à tous ses militants. Le Collectif se réserve la possibilité d'intervenir dans les réunions et les conférences qui se réclament du trotskysme. Mais le GB ne peut pas adhérer à des regroupements centristes sans programme, ni participer à un organisme lancé par des bandits politiques.

Dans une période de reflux marquée en particulier par la défaite historique du prolétariat mondial que constitue le rétablissement du capitalisme en Russie, le regroupement de l'avant-garde sur la base du bolchevisme ne peut être qu'un processus lent et complexe qui demandera de la patience et de la fermeté, face aux inévitables confusions et régressions.

Camarades de la FT et du CC-POR, pour que la discussion progresse et pour que l'activité commune puisse se poursuivre, il nous semble souhaitable que la TCI exige de la FTI le retrait des appellations « staliniens » et « polpotistes » envers nos camarades du Pérou ;

Nous espérons que vous n'avez pas changé d'avis sur le caractère démocratique du débat international à partir de l'Appel :

La méthode de préparation doit consister dans l'édition d'un bulletin intérieur international qui publie obligatoirement tous les documents des groupes et camarades qui adhèrent à l'Appel. (*Positionnement de la TCI*, partie VII).

La TCI devrait demander la publication et la diffusion auprès des militants des groupes de la « pré-conférence » des documents émanant des organisations qui ont adopté l'Appel international (*luz, luz, mas luz)* :

- le bilan de la scission de LM et de la première crise du Collectif par le GB (26 janvier 2004)
- la réponse à la contribution du CRI sur l'Appel par le GB (11 février 2004) et la lettre aux partisans de l'Appel sur le CRI par le GB (5 avril 2004)
- la lettre envoyée au Collectif durant la réunion de Bolivie par le GB (10 avril 2004)
- la déclaration internationale pour la défaite de l'impérialisme en Irak lancée par le Collectif et cosignée par la TCI et les DPG Turquie (1er mai 2004)
- la réponse au GOI sur l'aristocratie ouvrière par le GG (2 mai 2004)
- la contribution sur Zimmerwald et la conférence de la FTI par LM (6 juillet 2004)
- cette réponse du GB…

Nous invitons la TCI et tous les autres groupes ayant participé à la « pré-conférence » à participer à la discussion du projet de déclaration Europe qui est en cours à l'initiative du Collectif.

Nous sommes prêts à discuter d'un projet semblable rédigé par une organisation du Brésil sur la situation et les tâches dans ce pays décisif.

Par ailleurs, si, à la suite des discussions et de leurs réflexions, la FT Brésil et le CC-POR Argentine se reconnaissent dans l'Appel international du Collectif et en tirent toutes les conséquences contre le soutien aux revendications des policiers et des militaires de carrière, contre toute alliance avec la bourgeoisie nationale et toute aile de l'armée, ils devraient rejoindre le Collectif. Ce serait un pas en avant vers le regroupement international des révolutionnaires que le Collectif poursuit.

La primauté et la continuité de la pensée révolutionnaire, y compris dans les périodes les plus sombres, constituent un énorme avantage, qui porte ultérieurement ses fruits au centuple dans les périodes de montée révolutionnaire. (L. Trotsky, *Alchimie centriste ou marxisme*, 24 avril 1935, *Œuvres* t. 5, EDI, 1979, p. 261)

Avec notre salut bolchevik,

23 août 2004

Vote Labour and Alliance and prepare to fight them!

La LOI a accusé le GG d'avoir trahi en appelant à voter PSOE et PCE. Mais son allié le CWG a donné la même consigne : *« Votez Parti travailliste et Alliance, préparez-vous à les combattre ! »* (*Class Struggle*, juin 2002)
Évidemment, le NZLP n'est pas différent du PSOE et du PS français : exactement comme eux, le gouvernement du Parti travailliste maintient les lois anti-grève, approuve l'occupation de l'Afghanistan et soutient la dernière résolution Irak de l'ONU.

Aux organisations intéressées par l'Appel

Chers camarades,

J'ai parcouru rapidement le texte qui doit servir au Comité de Liaison. Il est visiblement rédigé par la direction de la LOI, car il est aussi long que politiquement pauvre. Mais une chose est de signer un texte pauvre, une autre est, pour une organisation sérieuse, de cautionner un texte incohérent et surtout malhonnête.

1. Quand les calomniateurs osent donner des leçons de morale

C'est le représentant de Lucha Marxista a introduit le point sur la morale prolétarienne dans l'Appel du Collectif. Avant de cosigner avec la direction de la LOI-FTICI un texte qui sera diffusé pour donner des leçons au monde entier :

La défense des principes et de la morale prolétarienne révolutionnaire telle qu'elle est définie dans les 21 points (point 19)...

Je conseille à toute organisation groupe qui prend au sérieux ce qu'elle signe et qui prend au sérieux la morale révolutionnaire d'exiger, que la direction de la LOI retire les accusations de « stalinisme » et de « polpotisme » adressées à l'organisation LM du Pérou, membre du Collectif.

Sinon, c'est s'associer à des menteurs qui font le contraire de ce qu'ils disent.

2. Le Comité de Liaison sans programme se permet de condamner le Collectif

Est-ce que les camarades brésiliens et néo-zélandais vont signer cette accusation stupide ?

Un secteur de ce Collectif a régressé et n'a pas passé le test des nouveaux événements aigus de la lutte de classes mondiale, comme la rébellion de la classe ouvrière de l'État espagnol après les attentats de Madrid ; le triomphe électoral postérieur du PSOE ; le saut de la résistance irakienne ; la situation en Bolivie ; les élections au Parlement Européen, entre autres.

C'est une pure invention.

D'une part, il n'y a eu aucun changement d'orientation du GB et du GG.

D'autre part, la direction de la LOI camoufle à ses militants que le CWG a exactement la même tactique préconisée par Lénine et par Trotsky, c'est-à-dire le vote pour les partis ouvriers quand ils sont opposés aux partis bourgeois et quand l'organisation révolutionnaire n'a pas les moyens de présenter ses candidats.

En plus, la direction LOI avait approuvé explicitement la politique du GB de 2002 pour l'élection présidentielle en France. Comment peut-elle dire qu'elle a scissionné le Collectif pour la même politique du GG en Espagne en 2004 ?

Est-ce que le CWG, qui a appelé à voter pour le Parti travailliste en Nouvelle-Zélande va oser signer ce texte ?

Comment tout groupe qui a des principes pourrait signer cette accusation avec la direction de la LOI qui affirme qu'il existe un impérialisme supra-européen ? La direction de la LOI, comme les staliniens, les sociaux-démocrates et les révisionnistes du trotskysme d'Europe, pense, contre Trotsky, que les bourgeoisies peuvent accomplir la tâche progressiste d'unifier l'Europe. C'est son droit, mais pourquoi signer avec elle une condamnation des positions du GB sur l'Europe ?

Est-ce que le CRI France (qui a appelé à voter pour un représentant de la bourgeoisie, Alencar, au Brésil) va oser signer ce texte qui donne des leçons de trotskysme au Collectif ?

Est-ce que les camarades du Brésil vont signer ce texte avec le CRI ?

3. L'absence de principes dans la question des syndicats

Avant de signer avec le CRI et avec la LOI ce passage :

Les courants liquidateurs et révisionnistes du trotskysme viennent de soutenir les régimes et les directions traîtres, jusqu'à leur donner des ministres assassins de paysans sans terre au gouvernement de Lula au Brésil, comme c'est le cas pour le courant mandeliste. Au Brésil, en Argentine, en France, aux États-Unis, ils agissent comme groupes de pression sur les bureaucraties syndicales...

Le syndicat étudiant que dirige le CRI avec des débris du PCF pratique la cogestion. Ne convient-il pas de condamner la cogestion, comme une autre forme de capitulation devant les appareils syndicaux ?

Quelle est l'intervention de la LOI dans les syndicats ? Ne convient-il pas d'ajouter que s'abstenir de combattre dans les deux CGT, est aussi une autre manière de capituler devant les bureaucraties nationalistes bourgeoises ?

Au Chili, la FTICI soutient les journées d'action de la direction stalinienne de la CUT, elle appelle les centrales syndicales argentines à des « journées d'action », une tactique de sabotage des grèves générales comme la France et le Brésil l'ont prouvé. N'est-ce pas une capitulation devant les appareils contre-révolutionnaires qui dirigent les syndicats ?

4. La condamnation de l'alchimie centriste se retourne contre le Comité de Liaison

La direction de la LOI ose écrire :

Le Comité de liaison doit condamner toute alchimie centriste...

Les morénistes disent une chose et en font une autre. La direction de la LOI a rompu avec le Collectif sous des prétextes, elle a coupé la base de la LOI du GB parce qu'elle est incapable de construire un centre international et de supporter la critique des bolcheviks. Elle a sacrifié les 21 points, pourtant insuffisants. Elle a calomnié ses anciens camarades du Pérou, de France et de l'État espagnol...

Qu'est-ce que « l'alchimie centriste », sinon le « Comité de Liaison », qui a été fondé au Brésil sans aucun texte sur le Brésil ?

Qu'est-ce que « l'alchimie centriste », sinon le « Comité de Liaison », dont les membres ne sont d'accord sur rien ?

Camarades, si votre organisation est sérieuse et honnête, vous ne pouvez pas signer ce texte avec la direction sans principes de la LOI.

Avec mon salut bolchevik,

15 novembre 2004, P. Couthon

RÉVOLUTION PERMANENTE



Positions 2003-2004

Débats 2003-2004

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international d'organisations bolcheviks-léninistes basé sur les documents programmatiques de la Ligue des communistes, des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, des conférences de la 4e Internationale jusqu'en 1940. La photo de la couverture ainsi que celle de la page 18 ont été prises début novembre 2004 par le photographe Corentin Fleury dans la ville de Fallouja assiégée par l'armée américaine.